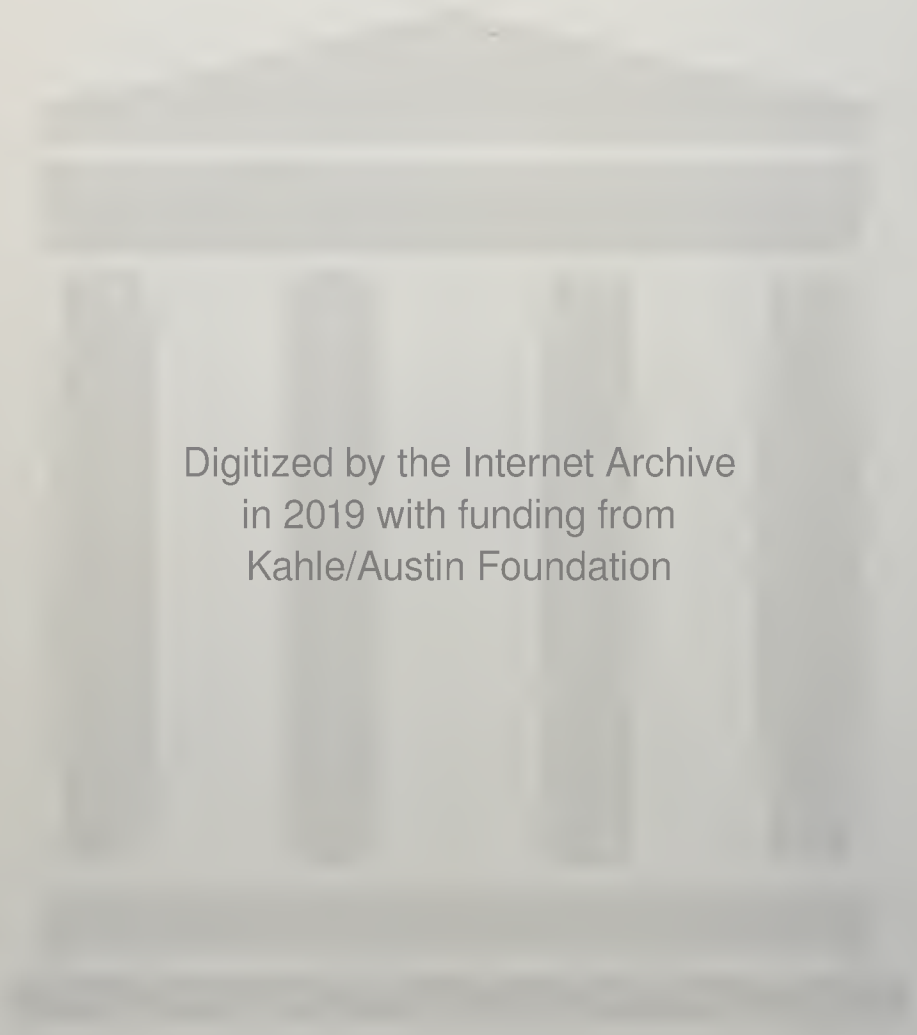


NUNC COGNOSCO EX PARTE



THOMAS J. BATA LIBRARY
TRENT UNIVERSITY



Digitized by the Internet Archive
in 2019 with funding from
Kahle/Austin Foundation

Conférences – Discours – Lettres

TOUS DROITS RESERVES

Enregistré conformément à l'acte du Parlement du Canada concernant la propriété littéraire, en l'année mil neuf cent vingt-sept, par l'Honorable Cyrille-F. Delâge, au Ministère de l'Agriculture et des Statistiques, à Ottawa.

11

CONFÉRENCE, DISCOURS, LETTRES

11

Cyrille-F. Delâge
NOTAIRE

Surintendant de l'Instruction publique de la Province de Québec,
Bachelier ès lettres, Docteur ès lettres, Docteur en
Droit de l'Université Laval, Officier d'Académie,
Officier de l'Instruction publique de France,
Membre de la Société Royale du Canada.



QUEBEC
ERNEST TREMBLAY, ÉDITEUR

—
1927

West University Library
NEW BRUNSWICK, ONT.

F5012 · D48

PREFACE

Dans le cours du mois de mars 1919, en réponse au désir que l'on m'avait manifesté, j'ai publié quelques-uns des discours que j'avais prononcés jusqu'à cette date.

Depuis, huit ans se sont écoulés. Mes fonctions officielles m'ont appelé à prendre part à un grand nombre de démonstrations sociales, éducationnelles ou patriotiques au cours desquelles j'ai dû de nouveau élever la voix publiquement, et l'on a eu l'amabilité d'insister, encore une fois, pour que ces allocutions et discours soient réunis en un second volume. J'y consens volontiers, non sans hésitation ni crainte, mais aussi avec les mêmes espoirs que j'ai alors exprimés.

L'AUTEUR.

Québec, avril 1927.

PREMIERE PARTIE

ÉDUCATION

OUVERTURE D'UN CONGRES DES INSPEC- TEURS D'ECOLES, A QUEBEC

Québec, le 12 août, 1920

MESSIEURS,

Que le temps passe vite ! C'est hier, il me semble, qu'en réponse à mon appel, vous vous réunissiez dans cette même salle pour y étudier l'intéressante question de l'instruction publique dans notre province afin de vous pénétrer davantage de l'importance de votre mission, de vous convaincre de la grandeur de votre rôle, de prendre enfin, après avoir entendu les avertissements, reçu les avis, les conseils d'hommes expérimentés, la bonne, la ferme résolution de vous montrer, plus que jamais, dignes des multiples responsabilités de votre charge.

C'est hier, il me semble, que je vous tenais le langage suivant : "Il m'est agréable, utile, nécessaire de vous rencontrer, VOUS, les chevilles ouvrières de mon département, le rouage peut-être le plus précieux de notre système scolaire et les agents les plus actifs de son progrès. Je vois, avec grande satisfaction, la réalisation du projet que j'avais formé : la tenue d'un congrès de nos inspecteurs d'écoles afin d'améliorer notre système scolaire, d'assurer sa marche plus rapide et plus progressive, de stimuler le zèle de ses meilleurs amis et serviteurs. Cependant, depuis cette époque, trois ans déjà se sont écoulés. Nous étions alors au quatrième jour du mois de septembre mil neuf cent dix-sept.

QUATRE SEPTEMBRE 1917: Date angoissante, si vous vous en souvenez bien; vous ne l'avez pas oubliée, j'en suis certain. La grande guerre au cours de laquelle nous avons

généreusement payé le plus lourd des impôts, celui du sang, durait depuis le quatre août mil neuf cent quatorze ; rien n'en faisait alors prévoir la fin prochaine ; le sort des armes ne nous était guère favorable ; mais trêve de ces souvenirs. La victoire si longtemps hésitante sourit bientôt aux efforts des alliés et vint s'attacher définitivement aux plis de leurs drapeaux. L'ère de paix si vivement attendue par le genre humain, par l'univers entier, était commencée. Que la main puissante de la Providence nous épargne désormais si cruelle épreuve !

En dépit de tout, il s'agissait de garder l'école ouverte, de lui conserver un personnel enseignant capable de préparer l'enfant aux devoirs du moment, à ceux plus impérieux du lendemain, sans que l'effort du pays ne subisse ni ralentissement ni diminution.

Pour notre honneur, le problème reçut une heureuse solution. Les portes de nos écoles ne fermèrent point et tous, instituteurs et élèves, contribuèrent, comme nous le désirions, à l'obtention de ce bienfait si désiré : la victoire décisive, productive d'une paix permanente.

L'ère de destruction, de désorganisation de l'individu, de la famille, de la société est passée. Celle, aussi difficile, de la reconstruction, de la réorganisation, du réajustement est commencée. Il s'agit de la traverser aussi heureusement.

Depuis, hélas ! des vides se sont produits dans presque tous les rangs ; c'est la cruelle rançon de la vie. Mais ils ont tous été promptement et dignement remplis. Aux disparus, j'envoie un souvenir ému ; à leurs successeurs, je réitère mon entière confiance.

Ce congrès arrive donc, comme celui qui l'a précédé, en temps opportun. Aussi, veuillez croire que je l'ouvre sous le coup d'une profonde reconnaissance pour tous ceux qui en ont permis, assuré la tenue, préparé le succès, et avec de grandes espérances, car je n'ai aucun doute que vous allez hausser votre effort aux besoins de l'heure présente.

HEURE PRESENTE

L'heure présente : Que demande-t-elle ou mieux qu'exige-t-elle ? D'abord, des bras ; des bras mûs par des coeurs généreux et dirigés par des cerveaux éclairés. Mais n'est-ce pas là le résultat attendu du programme actuellement en force dans nos écoles primaires, programme dont l'observation la plus stricte est confiée à votre vigilance de tous les instants.

En effet, pour avoir des bras, c'est-à-dire des êtres forts et vigoureux, il faut un milieu favorable à leur développement, à leur conservation ; une maison attrayante où le soleil pénètre facilement et y répand la lumière, la chaleur, la bonne humeur, la vie. Bref, que les lois de l'hygiène ne soient pas à son égard lettre morte. C'est ce que vous avez fait en ces derniers temps. Aussi, des progrès considérables ont-ils été réalisés. Toutefois, il reste encore un chemin assez long à parcourir pour atteindre la perfection. Vous n'en êtes pas effrayés. Vous savez que nous avons un intérêt particulier à veiller sur les berceaux. De plus, vous êtes convaincus que l'hygiène exerce une action salubre sur l'esprit en même temps que sur le corps et qu'ainsi nous aurons plus promptement et plus sûrement des coeurs mieux disposés envers l'autorité paternelle, religieuse et civile ; des cerveaux à mentalité plus forte, à compréhension plus large, plus concients de leurs responsabilités, enfin de meilleurs citoyens.

Le programme actuellement en force, comme je l'ai dit il y a un instant, a produit d'excellents résultats. Toutefois, des éducateurs éclairés ont cru qu'il y avait lieu d'opérer certaines réformes afin de répondre plus heureusement, si possible, aux besoins particuliers, aux exigences de nos différents centres urbains et ruraux. A cette fin, depuis bientôt trois ans, nous travaillons à la préparation de nouveaux programmes dont l'approbation et la mise à exécution ne sauraient maintenant tarder.

Dévoués intermédiaires, une tâche nouvelle vous attend donc. Vous connaissez vos devoirs dont les principaux sont de m'assister dans la direction de l'enseignement, de stimuler

les commissaires d'écoles, d'encourager les instituteurs ainsi que leurs élèves, de surveiller l'opération des lois scolaires, de voir à l'observation des règlements du Conseil de l'Instruction publique.

Il est nécessaire parfois de rafraîchir sa mémoire, de boire à la source la plus pure. Voilà pourquoi, au cours de ce congrès, vous entendrez des voix autorisées et sympathiques : celles de l'honorable Secrétaire de la Province, de MM. C.-J. Magnan, G.-É. Marquis et A. Dessane, traiter les questions qui vous intéressent le plus particulièrement. Puis, vous aurez votre tour. Nous vous entendrons avec grande attention, car non seulement vous êtes des intermédiaires, mais vous êtes aussi des collaborateurs dévoués et expérimentés.

Hier, vous vous êtes réunis ; vous avez travaillé pour l'enfant, la famille, la société, l'Eglise et l'Etat. Vos suggestions, fruit de vos délibérations, transmises avec ma recommandation, ont été reçues favorablement et, pour la plupart, acceptées.

Aujourd'hui, vous vous réunissez avec le même bon esprit, dans le même excellent but ; l'histoire, veuillez m'en croire, se répètera.

Des conditions nouvelles ont modifié notre situation ; elles feront surgir de nouvelles questions.

PROGRAMME

L'enseignement technique — l'enseignement ménager — l'enseignement agricole ;

Les moyens à employer pour qu'il n'y ait personne qui ne sache ni lire ni écrire ni compter, qui ignore la géographie ou l'histoire de son pays ;

Les précautions à prendre pour que l'instruction ne déracine pas l'enfant et que la crise de l'instituteur ne se produise pas chez nous ;

Tels sont les principaux sujets que vous allez étudier.

A l'oeuvre donc incessamment, avec le précieux concours des dévoués officiers de mon département, et, si vous répondez à mon attente, je ne crains aucune déception sous ce rapport, cette réunion sera productive des meilleurs résultats. Vous acquerrez de nouveaux titres à notre admiration et la Province de Québec, par des progrès signalés dans le domaine de l'instruction publique, ajoutera de nouveaux fleurons à sa belle réputation.

CONGRES DE LA FEDERATION NATIONALE SAINT-JEAN-BAPTISTE DE MONTREAL

SEANCE DES QUESTIONS D'EDUCATION

Jeudi, le 21 avril, 1921.

MADAME LA PRESIDENTE,

MESDAMES,

Soucieuses de vos devoirs et conscientes de vos responsabilités, en ces jours de reconstruction morale et matérielle où l'appel aux énergies nouvelles, aux contributions généreuses, arrive de toutes parts, stimulées par l'exemple actif et heureux de sociétés, vos soeurs que par le nom, vous avez eu comme elles l'idée d'un congrès de toutes vos associations afin de vous unir davantage, de connaître mieux vos droits et vos devoirs, d'entendre plus distinctement au cours de cette véritable retraite fermée, dans ce cénacle, la voix du "Maître", et de donner ensuite une réponse adéquate, digne de votre passé, digne de vous, dans les meilleurs intérêts de la famille, de la société, de la nationalité, du pays, et vous l'avez réalisée avec une grande énergie, avec un rare bonheur. Le succès est déjà assuré; il dépasse même toutes vos espérances. Le congrès des sociétés féminines canadiennes-françaises fera époque dans les annales de notre Province et y sera productif des meilleurs résultats.

Le premier, veuillez le croire, je m'en réjouis très sincèrement.

Je ne puis, cependant, dissimuler un reproche.

Par une délicatesse bien féminine, avec un sens diplomatique marqué, vous m'avez invité à présider l'une de vos plus importantes séances : celle des questions d'éducation et j'ai accepté avec empressement, heureux que j'étais de saisir l'occasion de vous donner une appréciation méritée, rendre un témoignage sincère, contribuer, si possible, au succès d'entreprises qui vous sont particulièrement chères.

N'ayez crainte ; je ne descendrai pas dans l'arène où les maîtres de la parole, sous vos yeux, se disputent la palme depuis plusieurs jours ; mais, toutefois, le spectateur sympathique à votre oeuvre que je suis ne sortira pas de son rôle, c'est aussi votre opinion, j'aime à le croire, en vous offrant des remerciements, des félicitations et des vœux.

L'heure est éminemment opportune pour la tenue d'une pareille réunion.

La guerre, ce fléau terrible, en passant sur notre planète a semé des ruines matérielles ; mais, en même temps, a aussi déposé dans les esprits, dans les coeurs, dans les âmes, des germes dont le développement rapide provoque des perturbations sociales et politiques.

Questions nouvelles, situations imprévues, problèmes difficiles, voilà le bilan de chaque jour, et vous apportez votre précieux concours à l'étude qu'il faut en faire, à la solution qu'il faut trouver, au remède qu'il faut appliquer. Votre geste ne me surprend pas. Vous êtes coutumières du fait et par un tel féminisme, un féminisme d'aussi bon aloi, vous ne rompez pas avec votre tradition ; au contraire, vous la suivez, vous y êtes fidèles à la belle, à la saine tradition française et catholique. Mes remerciements les plus sincères.

Mais cette tradition, Mesdames, c'est une des perles de notre histoire. En effet, comme vierge, comme épouse et comme mère vous avez toujours été, comme vous êtes aujourd'hui,

comme vous serez demain, nos égales, nos supérieures, nos émules, nos rivales, nos plus précieuses collaboratrices. Vous avez jusqu'ici, c'est un de vos plus beaux titres, accompagné, soutenu et jamais abandonné ces pionniers d'une haute civilisation sur la terre canadienne, nos glorieux ancêtres; et, dans le sillon qu'ils y creusaient profondément, avec eux, dans le geste auguste du semeur, vous avez jeté, à pleines mains, la semence qui lève déjà: notre orgueil légitime et, Mesdames, votre récompense.

Vous avez fait davantage: l'enfant, "espoir et parure" de la famille; vous lui avez tendu des bras véritablement maternels. Vos genoux ont été le premier banc d'école sur lequel il s'est assis afin d'apprendre la langue de ses aïeux, la belle langue française. Votre main fine, mais ferme, a buriné dans son cœur les principes qui en ont fait un citoyen, un patriote et un chrétien. Bref, avec un soin jaloux, vous avez toujours veillé au grain; vous avez été de bonnes éducatrices, de dévouées institutrices, le rempart de notre nationalité, la pierre angulaire de la famille, de la société, et reines vigilantes de cette belle ruche, notre famille, vous y avez toujours tué sans merci les parasites et dangereux frelons.

Oui, vous êtes des reines, mais des reines actives. Vous voulez encore faire plus. VOUS, notre honneur, notre force, vous serez désormais notre douce, notre plus ferme espérance.

La race canadienne-française, avez-vous dit avec raison, sera ce que les mères d'aujourd'hui l'auront voulu.

En d'autres termes, l'avenir se prévoit et se prépare. Et voilà la raison de cet arrêt dans votre marche, de ce regard sur notre histoire, de cette étude des conditions actuelles et de ces énergiques résolutions prises afin que l'avenir soit, pour notre avantage et notre honneur, une complète répétition du passé.

Le succès, comme je viens de le dire, sourit déjà à vos multiples efforts. Mes félicitations les plus vives.

L'Eglise et l'Etat, comme toujours, vous sont sympathiques dans cette grande tentative; c'est leur intérêt, leur devoir; les déclarations de leurs représentants les plus autorisés ne font aucun doute sur ce point. Votre passé aussi justifie la confiance qu'ils reposent sur vous. Vous ne leur causerez point de déception. Vous connaissez votre rôle, vous le remplirez fidèlement. De nouveaux triomphes vous sont réservés, c'est-à-dire de nouveaux titres à notre admiration et à notre reconnaissance.

Grâce à vos efforts, à vos exemples plus entraînants que vos paroles, la femme d'aujourd'hui restera attachée à ses autels et sortira le moins possible de sa sphère, de son foyer.

Le vent que vous faites souffler sur nous est bon, sain, réconfortant; il va réveiller des énergies latentes et provoquer de nouveaux dévouements synonymes de buts atteints, d'espérances réalisées.

Encore une fois, je n'en ai aucun doute, vous allez être à l'oeuvre, à l'épreuve, au devoir et à l'honneur. Et dès maintenant, sans hésitation, je puis m'écrier et dire:

“Enfants, adolescents, hommes de tout âge et de toute condition, sur le passage de la femme canadienne-française, inclinons-nous bas, bien bas, car elle est meilleure, elle est plus grande que nous”.

Mesdames, à mon tour, je viens mettre mon humble concours à votre entière disposition.

CONFERENCE SUR LE SYSTEME SCOLAIRE
DE LA
PROVINCE DE QUEBEC

Sous la présidence de Mgr J.-H. Bouffard,
Curé de la paroisse de Saint-Malo.

SALLE PAROISSIALE DE SAINT-MALO

Québec, le 9 octobre, 1925.

MONSEIGNEUR,

MESDAMES,

MESSIEURS,

C'est sous le coup d'une crainte légitime que je me lève en réponse à votre aimable invitation pour remplir la promesse que je vous ai faite de quelques considérations sur le système scolaire de la Province de Québec.

Je reconnais bien, dans une pareille demande, votre sympathique accueil, l'esprit et le coeur, esprit avisé, coeur généreux, de la bonne population de cette paroisse.

Le choix d'un tel sujet, Mesdames et Messieurs, est un symptôme réconfortant, la preuve certaine d'une mentalité sérieuse. Vous êtes anxieux de vous renseigner sur cette ques-

tion si importante, si vitale pour nous, l'INSTRUCTION PUBLIQUE, afin d'arriver à ce résultat ardemment désiré par tous : Que notre Province, dans sa marche, dans son ascension rapide des sommets, ne rencontre aucun obstacle.

Mes plus cordiales félicitations et mes meilleurs vœux pour la réalisation de tels espoirs.

Vous m'avez aussi prodigué la louange ; la refuser, vous le savez, c'est la vouloir deux fois. Pour que l'on ne m'impute pareil sentiment, je vais donc respirer à pleines narines la fumée de votre encens. Mes remerciements les plus sincères et croyez à de plus grands efforts afin d'être, à l'avenir, moins indigne.

Votre invitation, Mesdames et Messieurs, m'a été particulièrement agréable et si ce n'est pas sans hésitation que je l'ai acceptée, ce n'est pas, toutefois, sans un sentiment de douce satisfaction et de légitime fierté afin de vous donner surtout une preuve certaine de mes bonnes dispositions et un témoignage mérité de ma profonde admiration. En ce moment, comme hier, plus qu'hier, je suis sous l'empire de ces sentiments. Ces sentiments, c'est votre conduite qui les a provoqués, qui les provoque.

En effet, jeunes gens, parure de la famille, orgueil de la paroisse, espoir de la nationalité, citoyens de demain ; et vous, pères de famille, soucieux de vos devoirs, conscients de vos lourdes responsabilités, afin de renforcer votre armature morale et intellectuelle si violemment menacée de toutes parts par les nombreux et grandissants dangers de l'heure présente, afin d'être à la hauteur des circonstances, c'est-à-dire d'être non seulement des auxiliaires, mais de puissants et précieux auxiliaires de l'Eglise, de l'Etat et de la Famille, vous avez jeté les fondations de cette magnifique salle paroissiale ; vous en avez élevé les murs dans le triple but d'unir les esprits, les coeurs, les volontés, de vous recréer chrétiennement, de vous instruire solidement, sûrement. Nouvelle preuve que vous avez la tête bien posée et le coeur à la bonne place. Honneur à vous !

Ah ! je m'explique facilement la fierté, la joie, la consolation qu'éprouve aujourd'hui Monseigneur votre curé, votre dévoué curé, mon professeur de latin et de grec au Séminaire de Québec, il y a quatre décades, et dont j'ai toujours gardé le meilleur, le plus excellent souvenir. En bon père de famille, il a indiqué à ses enfants la voie à suivre et ils s'y sont lancés au pas de course. Ils ne s'y arrêteront pas. Loin de là ; afin d'arriver plus rapidement, plus sûrement au but, ils sollicitent de nombreux concours. Voici le mien :

QUELQUES CONSIDERATIONS SUR NOTRE SYSTEME SCOLAIRE

Sans tarder, permettez donc que je vous en retrace l'histoire palpitante d'intérêt, analyse la forte constitution, énumère les bons et salutaires effets, tire quelques conclusions et fasse enfin de modestes suggestions.

Pour bien comprendre l'esprit de notre système scolaire et des lois et règlements sur lesquels il repose, il ne faut jamais oublier que dans notre pays, dans notre province, il y a eu deux régimes : l'un, sous la domination française, l'autre, sous la domination anglaise ; qu'il y a eu, qu'il y aura encore et qu'il y aura longtemps encore, toujours, deux grandes races, deux races mères : la nationalité française et la nationalité anglaise ; qu'il y a eu, qu'il y aura aussi et certainement toujours deux croyances religieuses : le catholicisme et le protestantisme. Ces races ainsi que ces religions ont des devoirs à remplir, des droits à conserver, des droits à faire respecter.

HISTORIQUE

En effet, il y a eu dans cette province deux dominations : l'une, la domination française, depuis le berceau de la colonie jusqu'à sa cession à l'Angleterre ; l'autre, la domination anglaise, depuis cette cession du Canada à l'Angleterre par le traité de Paris, en 1763, jusqu'à nos jours.

Sous la domination française il n'y eut pas, à proprement parler, d'organisation scolaire régulière et l'instruction du peuple fut presque entièrement laissée à l'initiative des ordres religieux et du clergé catholique. Je précise: des Récollets, des Jésuites, des Sulpiciens, des prêtres du Séminaire de Québec, des révérendes soeurs Ursulines et des Dames de la Congrégation Notre-Dame.

Sous la domination anglaise, l'on tâtonna longtemps, pendant près de soixante et dix ans, avant de trouver la vraie, la bonne voie, la voie sûre.

Il y eut bien, en 1801, l'institution royale: une corporation dont la principale fin était l'établissement, le maintien et le bon fonctionnement d'écoles publiques. Son administration étant restée pratiquement entre les mains des anglais, partant des protestants, les nôtres y virent avec raison un danger sérieux pour la langue et la foi de leurs enfants. Ce bloc enfariné ne leur dit jamais rien qui valait. Ils n'y touchèrent, ils ne s'en approchèrent même pas. Et, en 1824, la loi dite "Loi des écoles de fabriques" qui autorisait les curés et les marguilliers à affecter une partie de leurs revenus pour l'ouverture et le soutien d'écoles sous leur contrôle; mais ses résultats ne furent guère plus satisfaisants.

Il fallut donc songer à un autre projet.

Et ce n'est qu'en 1846 que fut adoptée la législation, sur laquelle repose notre système scolaire; législation décentralisatrice, à base de principes religieux, respectueuse des droits de la famille, de l'Eglise et de l'Etat, des droits des minorités et dont on a dit avec raison que la justice et la générosité en avaient été les idées inspiratrices, qui plaça, dans notre province, la minorité sur un pied d'égalité pour toutes les questions d'administration générale et quelquefois, pour ne pas dire toujours, de supériorité dans la répartition des subventions votées et affectées par l'Etat pour les fins de l'éducation.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE
CONSEIL DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

“Depuis cette date, c'est-à-dire mil huit cent quarante-six”, selon M. Paul de Cazes, Secrétaire du département de l'Instruction publique de cette province pendant plusieurs années, autorité dans la matière que je cite subséquemment maintes fois “toute l'organisation scolaire de la Province de Québec est sous le contrôle immédiat du département de l'Instruction publique, qui, quoiqu'il relève d'un ministre, l'honorable Secrétaire de la Province, est, à proprement parler, un ministère dont il a tous les rouages administratifs”. Mais nous n'avons pas, toutefois, de ministère de l'instruction publique.

Un haut fonctionnaire inamovible, et, partant, à l'abri des influences politiques, qui a le titre de Surintendant de l'Instruction publique, administre ce département. Il est secondé dans l'exercice de cette importante fonction par deux assistants : l'un, de nationalité française ; l'autre, de nationalité anglaise, dont les pouvoirs sont corrélatifs, mais qui sont plus spécialement chargés de la partie administrative concernant leurs nationaux et leurs coreligionnaires respectifs.

CONSEIL DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Un conseil composé d'hommes fortement recommandables des deux croyances religieuses, pour être exact, de trente-sept catholiques et de vingt-quatre protestants, élabore les lois et les règlements relatifs à l'instruction publique, lesquels sont ensuite soumis à la sanction ministérielle.

Le Surintendant de l'Instruction publique est le président de ce conseil et les secrétaires du département de l'Instruction publique, catholique et protestant, en sont conjointement les secrétaires — pour s'exprimer d'une manière plus précise — les sous-ministres, car l'article 640 des S.R.P.Q., 1909, les classe au nombre des sous-ministres.

Ce conseil se divise en deux sections ou comités formés respectivement des membres de chacune des deux dénominations religieuses.

L'un, le Comité catholique, est formé des archevêques, évêques ou administrateurs des diocèses et des vicariats apostoliques situés dans la Province de Québec, lesquels en font partie ex-officio, et d'un nombre égal de laïcs catholiques.

L'autre, le Comité protestant, est composé d'un nombre de membres protestants égal à celui des membres laïcs catholiques. Ce dernier comité peut s'adjoindre six personnes et l'Association provinciale des instituteurs protestants de la Province de Québec, à son assemblée annuelle, peut élire un de ses membres pour être aussi adjoint à ce comité pendant l'année qui suit. Ces membres adjoints ne font pas partie du Conseil de l'Instruction publique, mais ils ont, dans le Comité protestant, les mêmes pouvoirs que les membres de ce comité.

Les questions scolaires dans lesquelles les intérêts des catholiques et des protestants se trouvent collectivement concernés sont de la compétence du Conseil de l'Instruction publique; mais celles qui se rapportent exclusivement aux catholiques ou aux protestants sont décidées par celui des deux comités qui représente la croyance religieuse de la partie intéressée.

Suivant que les dispositions qui les concernent l'exigent, ces comités doivent faire des règlements:

1o—Pour l'organisation, l'administration et la discipline des écoles publiques;

2o—Pour diviser la province en districts d'inspection et établir la délimitation de ces districts. Il y en a actuellement soixante dont cinquante pour les catholiques et onze pour les protestants;

3o—Pour la régie des écoles normales. Il y en a actuellement dix-sept dont seize pour les catholiques et une pour les protestants. Et ces districts d'inspection et ces écoles nor-

males sont sous le contrôle de deux inspecteurs généraux, l'un catholique et l'autre protestant ;

40—Pour la régie des bureaux d'examineurs qui ont seuls, avec les écoles normales, le pouvoir d'accorder des brevets de capacité permettant d'enseigner dans les écoles catholiques ou protestantes. Il n'y en a que deux : l'un, pour les catholiques ; l'autre, pour les protestants.

Le Bureau central catholique fait subir, chaque année, à la fin du mois de juin, les examens aux endroits fixés par le Comité catholique.

50—Pour l'examen des aspirants à la charge d'inspecteurs d'écoles.

Au nombre de leurs attributions, on compte aussi le choix qu'ils doivent faire des livres de classe, lesquels, seuls alors, peuvent être en usage dans les écoles ainsi que la distribution des fonds votés par la législature comme aide spéciale aux institutions d'éducation supérieure et aux municipalités pauvres.

DU SURINTENDANT

Le Surintendant a non seulement des rapports avec l'exécutif de la Province, le Conseil de l'Instruction publique et ses deux comités, mais aussi avec les municipalités scolaires.

Toujours, depuis 1846, notre Province est divisée pour les fins de l'instruction primaire en circonscriptions territoriales qui portent le nom de municipalités scolaires. Chacune de ces municipalités est régie par une commission de cinq membres que l'on nomme commissaires d'écoles. Les contribuables qui ne professent pas la croyance religieuse de la majorité des habitants de la municipalité où ils résident ont droit d'avoir une commission scolaire à part composée de trois membres choisis par leurs coreligionnaires. Les membres de cette commission, qui s'appellent "syndics d'écoles", ont exactement les mêmes attributions que les commissaires d'écoles. Excellente manière

de respecter l'esprit et la lettre de la constitution, les droits de la famille, de l'Eglise et de l'Etat, des minorités. Elle a toujours été celle de la Province de Québec. C'est un de ses titres de gloire et une des causes de la paix qui règne entre tous ses habitants.

Les commissaires et les syndics d'écoles sont élus par les contribuables pour trois ans. Ils sont tenus d'accepter leur charge et ne peuvent s'en dessaisir pendant la durée de leur mandat. Leur élection a lieu le premier lundi juridique du mois de juillet, chaque année. Pour être éligible, il faut être résidant dans la municipalité, savoir lire et écrire; enfin, avoir la qualité d'électeur, c'est-à-dire être propriétaire de biens-fonds dans la municipalité et avoir acquitté toutes ses contributions scolaires. Ne tombent pas sous ces dispositions quelques grands centres comme Montréal, Québec, etc., qui sont régis par une législation particulière où, par exemple, le choix des commissaires et des syndics ne se fait pas de la même manière, pour des raisons particulières, mais toujours dans le seul but de servir plus efficacement la cause de l'éducation.

DEVOIR DES COMMISSAIRES D'ECOLLES

Elus ou nommés, ces fonctionnaires ont comme attribution et devoirs principaux :

1o—D'administrer les biens meubles et immeubles appartenant à leur corporation scolaire, en vertu de quelque titre que ce soit ;

2o—D'acquérir et de posséder, pour le compte de leur corporation, des biens meubles et immeubles, sommes d'argent ou rentes, et d'en user suivant les fins de leur destination ;

3o—De choisir et d'acquérir les terrains nécessaires pour les emplacements de leurs écoles, de bâtir, réparer, entretenir leurs maisons d'écoles et leurs dépendances, d'acheter ou réparer le mobilier scolaire, de louer temporairement ou accepter gratuitement l'usage des maisons ou autres bâtiments ayant les

conditions requises par les règlements des comités pour y tenir des écoles ;

40—De s'adjoindre, d'une manière permanente ou temporaire, des régisseurs pour les aider à administrer, bâtir, réparer, chauffer, nettoyer leurs maisons d'écoles et tenir en bon état les biens meubles et immeubles appartenant à leur corporation ;

50—De faire assurer, pour au moins la moitié de leur valeur, les bâtiments et les meubles appartenant à leur corporation scolaire ;

60—D'engager, pour enseigner dans les écoles sous leur contrôle, des instituteurs et des institutrices ayant les qualités requises par la loi ;

70—De résilier l'engagement des instituteurs et des institutrices pour cause d'incapacité, de négligence à remplir leurs devoirs, d'insubordination, d'inconduite ou d'immoralité, après mûre délibération, à une session convoquée à cet effet ;

80—De prendre les mesures nécessaires pour que le cours d'études adopté par les comités catholique et protestant, selon le cas, soit suivi dans chaque école ;

90—D'exiger que, dans les écoles sous leur contrôle, on ne se serve que de livres autorisés qui doivent être les mêmes pour toutes les écoles de la municipalité. Toutefois, le curé ou le prêtre desservant de l'Eglise catholique romaine a le droit de faire le choix des livres ayant rapport à la religion et à la morale pour l'usage des élèves de sa croyance religieuse et le comité protestant a le même pouvoir en ce qui concerne les élèves protestants ;

100—De faire des règlements pour la régie de leurs écoles et de les communiquer, par écrit, aux instituteurs sous leur contrôle ;

110—De fixer l'époque où l'examen public annuel de leurs écoles doit avoir lieu et d'y assister ;

120—De faire et mettre à exécution des règlements d'hygiène dans les écoles, pourvu que ces règlements ne soient pas contraires à ceux du Bureau central d'hygiène de la Province ;

130—De nommer deux ou un plus grand nombre d'entre eux pour visiter chacune des écoles sous leur contrôle, au moins une fois tous les six mois ; ces délégués devant faire rapport à la commission scolaire dont ils font partie sur l'état des maisons d'écoles, la manière dont les règlements scolaires sont observés, les progrès des élèves, le caractère et la capacité des instituteurs et autres choses relatives à la régie des écoles ;

140—De suivre, quant aux comptes et registres tenus par leur secrétaire-trésorier, les instructions générales et particulières qui leur sont données par le Surintendant de l'Instruction publique ;

150—De faire chaque année, avant le quinze du mois de juillet, un rapport au Surintendant de l'Instruction publique, d'après la formule qui leur est fournie par celui-ci ;

160—De faire inscrire, dans un registre affecté à cet effet, les procès-verbaux de leurs séances qui doivent être signés par leur président et leur secrétaire-trésorier, conformément aux dispositions de la loi ;

170—De tenir des livres de comptes de la manière et suivant les formules déterminées par le Surintendant de l'Instruction publique ;

180—De régler tous les différends qui peuvent s'élever relativement aux écoles de leur municipalité, entre les parents ou les enfants et les instituteurs ;

190—De renvoyer de l'école les élèves habituellement insubordonnés ou dont la conduite est immorale en paroles ou en actions ;

200—De fournir, s'il y a lieu, des livres de classe aux enfants des indigents qui fréquentent l'école sous leur contrôle ;

ces livres devant être payés à même le fonds scolaire de la municipalité;

21o—De payer leurs instituteurs à l'expiration de chaque mois d'enseignement.

Depuis l'adoption de la loi sur laquelle repose notre système scolaire, la loi de 1846, soixante-dix-neuf ans se sont écoulés. A cette époque, il n'existait pratiquement rien; tout était donc à créer. Nous nous sommes mis courageusement au travail, et, en 1925, c'est avec la satisfaction du devoir accompli que nous pouvons jeter un regard sur le chemin parcouru, sur les progrès réalisés, les résultats obtenus.

Nous comptons en effet, cette année, plus de 1700 municipalités tant catholiques que protestantes, administrées suivant les dispositions de cette loi, dans lesquelles il y a 6370 écoles élémentaires, 749 écoles modèles, 429 académies, dirigées par 19,704 instituteurs religieux et laïques, que fréquentent, sans instruction obligatoire, 664,709 enfants de 5 à 18 ans, en outre de 35,000 élèves dans nos quatre universités, 21 collèges classiques, 17 écoles normales, 16 écoles des arts et métiers, 6 écoles techniques, 3 écoles d'agriculture, 5 écoles de sourds-muets et aveugles, une école des Hautes études commerciales, une école polytechnique, pour lesquelles les contributions générales se sont élevées, pour le dernier exercice financier, au montant global de \$25,400,000.

Notre système scolaire est complet; il n'est pas parfait, mais il est perfectible. Voilà pourquoi nous prêtons toujours une oreille attentive à la critique sérieuse, avons sans cesse les yeux tournés vers ceux qui sont nos devanciers et nos maîtres en la matière, afin de lui faire subir toute modification nécessaire pour assurer la réalisation des espérances que fondent sur lui les véritables amis de la patrie canadienne.

Et c'est ce système que l'on a appelé, que l'on appelle encore parfois avec dérision, avec mépris: "Une relique du passé". Relique du passé, soit, mais une relique dont les salu-

taires effets sont le respect de l'autorité dans la famille, dans la société, dans le pays ; la naissance d'une confiance réciproque entre le capital et le travail, résultats qui ont provoqué des appréciations aussi flatteuses que méritées comme celle-ci : "Que notre Province, par l'ordre qui y règne, la paix dont elle jouit, est un ancre de salut, un refuge de liberté".

Une telle relique, Mesdames et Messieurs, a droit à l'attention, au respect, à l'amour. Nous l'avons aimée, nous l'aimons, nous l'aimerons. C'est le secret de notre conservation comme entité distincte dans la Confédération canadienne.

Les poilus de France, nos cousins, ont écrit, comme vous le savez, au cours de la dernière guerre, sur les murs de la citadelle de Verdun, de Verdun, porte de France, ces mots désormais célèbres : "Nous tiendrons ! Ils ne passeront pas !" Ils tinrent, ils ne passèrent jamais.

Nous sommes de la même lignée. Nous sommes les poilus de la Nouvelle-France et sur les murs de la citadelle de Québec, de Québec, porte de la Nouvelle-France, nous avons écrit des mots à peu près semblables : "Je me souviens", c'est-à-dire je tiens. Je tiens la foi, la langue, les mœurs ancestrales. Jusqu'à présent nous avons tenu. Ils ne sont pas encore passés.

Nos pères, pionniers de la civilisation catholique et française sur la terre canadienne, lorsqu'ils en jetèrent le germe dans le large sillon qu'ils y avaient ouvert et qu'ils arrosèrent généreusement et abondamment de leurs sueurs et de leur sang, avaient surtout le but élevé d'agrandir le royaume de leur Dieu et celui de leur Roi ; ils l'atteignirent en s'emparant du sol, en bâtissant des temples, en ouvrant des écoles. Les limites de la forêt reculèrent sous les coups de leur cognée. Le royaume de leur Roi doubla son étendue. Les clartés de la foi illuminèrent les âmes. Les ténèbres de l'ignorance sortirent des cerveaux, grâce à leur apostolat, grâce à leur enseignement. Le royaume de leur Dieu s'agrandit considérablement.

La nationalité canadienne-française reposait sur une triple et forte base : Le soi, l'Eglise, l'école. Viennent maintenant

l'orage, la séparation, l'abandon, elle devra résister. L'orage vint, la séparation arriva, l'abandon se produisit, mais les prévisions se réalisèrent : elle résista, elle survécut.

Voici l'oeuvre des ancêtres. Nous en sommes satisfaits ; nous en sommes fiers. Ils ont acquis des titres imprescriptibles à notre admiration, à notre reconnaissance. Nous voulons continuer cette grande oeuvre si bien commencée ; non seulement conserver, mais transmettre le bel héritage qui nous a été légué. Les mêmes causes produisent les mêmes effets.

Songez, à notre tour, à être des ancêtres, de grands ancêtres.

Ce n'est certes pas sur vous, Mesdames et Messieurs, qu'un doute à cet égard peut planer. Non, car vos gestes sont plus éloquents que mes paroles. En effet, lorsque vous êtes arrivés ici tout était à créer ; mais vous aussi, comme les ancêtres, vous aviez une noble ambition, caressiez un beau rêve. Agrandir le royaume de votre Dieu et celui de votre Roi ; vous les avez agrandis. Vous avez tout créé : église, presbytère, écoles, patronages, hôpitaux, refuges.

L'embryon paroissial d'hier compte aujourd'hui 2100 familles. Vos maisons d'éducation regorgent d'enfants. Dans leur 56 classes, un personnel compétent et dévoué y tranche chaque jour, à 2500 enfants, le bon pain de l'éducation. Bref, l'organisation religieuse, scolaire et sociale est complète ; elle fonctionne à merveille et donne les meilleurs résultats.

Honneur à ceux qui vous ont inspirés, dirigés, aidés ! Honneur à vous qui les avez écoutés, secondés, suivis ! Qu'il en soit ainsi dans tous nos foyers, dans tous nos centres, et nous aurons l'avenir comme nous avons eu le passé.

La famille, l'Eglise, l'Etat peuvent bien, Mesdames et Messieurs, travailler constamment dans la plus parfaite harmonie à la solution de tous les graves problèmes qui nous intéressent si vivement, particulièrement à la solution de celui de l'éducation, au perfectionnement de notre système scolaire, et,

pour arriver à cette fin, construire des bâtiments suivant les données de la science, en confier la direction au personnel le mieux préparé, élaborer de nouveaux programmes afin de répondre à toutes les exigences modernes, se procurer les manuels les plus récents; cela n'est pas suffisant. Pour obtenir le succès désiré, il faut un autre élément; la collaboration de l'enfant.

Enfants, vous ne la refuserez pas à vos familles, à votre nationalité, à votre province, à votre pays. Vous n'êtes point des déchets humains. Au contraire, vous avez une forte constitution physique, morale, intellectuelle. N'ayez point peur de l'effort, du travail. Ne reculez devant aucun sacrifice pour meubler richement vos cerveaux. Le succès est à ce prix. C'est notre espoir; ce sera votre récompense et la nôtre: la certitude de notre survivance. Oui, s'il en est ainsi, le rêve se réalisera; la nationalité canadienne-française prendra une place de plus en plus importante dans la Confédération. Elle ne disparaîtra pas, elle ne disparaîtra jamais.

Et pour nous, comme pour les poilus de France, la voie douloureuse deviendra la voie glorieuse, le chemin qui conduit à l'arc de triomphe sous lequel, au lendemain de la victoire, nous irons passer dans l'enivrement du succès, en chantant l'hymne d'action de grâces au Dieu qui n'a cessé de veiller sur nous.

CONVENTION DES INSTITUTEURS PROTESTANTS

Montréal, le 10 octobre, 1924.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

MESDAMES,

MESSIEURS,

Ce n'est pas la première fois que vous m'invitez de prendre part à vos conventions annuelles. Non! vous ne m'avez jamais oublié; aussi, cette déférence et cette courtoisie m'ont-elles toujours été très sensibles. Malheureusement, jusqu'ici, je me suis toujours vu, à mon grand regret, dans l'impossibilité de m'y rendre. Cette année, les circonstances ont été plus favorables, j'en suis enchanté, car c'est pour moi un réel plaisir, un grand honneur, un avantage considérable de répondre à votre désir et au mien.

Oui, un réel plaisir, car je rencontre en ce moment, chose, hélas! qui devient trop rare, des êtres très sympathiques; c'est un grand honneur, car je rencontre, en ce moment, des êtres prodigues de leurs veilles, de leur santé, de leur vie, pour l'avancement d'une noble et grande cause: la cause de l'éducation. C'est enfin un avantage considérable, car je rencontre des êtres pour lesquels l'étude des plus sérieux problèmes est l'objet d'une constante sollicitude.

J'ai donc saisi avec empressement, veuillez le croire, cette occasion que vous m'avez fournie de vous donner une preuve non équivoque de mes plus chaudes sympathies, de mon admiration, de ma reconnaissance, de ma confiance. J'en suis heureux et fier, car vous la méritez à plus d'un titre, APOTRES, MISSIONNAIRES, BIENFAITEURS de mon pays.

LA VOCATION

Hier, vous avez entendu l'appel d'entrer dans les rangs de ce bataillon sacré, le CORPS ENSEIGNANT, et de mettre à la disposition d'une brave population—la nôtre—votre intelligence, vos talents, vos énergies, votre dévouement, et vous n'y êtes pas restés sourds. Vous vous êtes enrôlés; depuis, vous êtes à l'oeuvre et à l'épreuve inculquant dans l'esprit et le coeur de nombreux enfants ces principes qui en feront des citoyens utiles à la famille et à la société. Honneur à vous et reconnaissance !

Notre peuple, comme tous les peuples anciens et modernes qui ont eu et ont le souci de leur existence, les Grecs, les Romains, les Anglais, les Français, les Américains, les Japonais, qui ont assuré et assurent leur survivance, ne pouvait rester indifférent à l'instruction, à l'éducation. Il n'y est pas resté; il n'y est pas indifférent.

Vous connaissez le passé, et le présent n'a pas pour vous de secret.

Si nous faisons un pieux et long pèlerinage au berceau de cette colonie, qu'y voyons-nous ? Des pionniers de civilisation et d'éducation; avec les bras qui font reculer les limites de la forêt, des bras non moins vigoureux aux mains plus délicates, aux doigts plus souples, plus déliés pour pétrir cette cire molle, le cerveau de l'enfant, et lui donner l'empreinte du beau, du vrai, du bien, l'orienter vers ses nobles destinées. Vous avez reconnu les Récollets, les Jésuites, les Sulpiciens, les Soeurs Marie-de-l'Incarnation et Marguerite Bourgeoys, ou-

vriers et ouvrières de la première heure devant lesquels, sans distinction de nationalité ou de religion, l'humanité s'incline avec respect, admiration et reconnaissance, car ce sont ses insignes bienfaiteurs. Ces pionniers de la civilisation voulaient l'avenir, ils l'ont eu ; ils voulaient la survivance, ils l'ont assurée. Qui a l'enfant, a l'avenir. Ils ne s'en sont pas désintéressés mais, au contraire, sérieusement préoccupés.

L'enfant a des DROITS : Droits au pain qui développe son corps, ils le lui ont tranché largement ; droits au pain qui nourrit son intelligence, ils le lui ont procuré abondamment comme celui dont sa jeune âme a grand besoin. C'était le devoir de la famille, de l'Eglise et de l'Etat ; ces trois entités l'ont fidèlement rempli.

Mais notre Pays n'a pas eu qu'un seul régime, celui qui s'étend depuis ses origines jusqu'au traité de Paris : la domination française. Comme vous le savez, il a eu, il en a un autre ; celui qui commença à cet événement et dure encore de nos jours : la domination anglaise. Le drapeau qui flotte sur lui, qui protège ses libertés, peut bien changer ; la mentalité de ses habitants reste la même.

PREPARER L'AVENIR et ASSURER la SURVIVANCE : Pour arriver à ce résultat, atteindre ce but, l'on s'empare de l'enfant et on lui donne une instruction, une éducation à base religieuse, qui en fera un être utile à la famille, à la société, au Pays ; un homme, enfin, dans toute la force du terme, un véritable facteur de ses progrès, de sa prospérité morale, intellectuelle et matérielle.

Mais l'Eglise, l'Etat, la famille ont eu et ont encore aujourd'hui, comme hier, une lourde tâche, une tâche au-dessus de leurs forces, que, laissés à leurs seules ressources, ils ne peuvent remplir d'une manière satisfaisante.

Il leur a fallu des mandataires, des collaborateurs ; ils les ont eus. Il leur faut des mandataires, des collaborateurs ; vous êtes à leur service, à leur disposition. Vous avez eu de nobles devanciers. Vous marchez sur leurs traces. Vous en êtes,

à votre tour. Non seulement vous avez entendu l'appel, mais vous y avez répondu promptement et vous vous êtes mis à l'œuvre, à cette œuvre difficile et ingrate, avec ardeur, avec générosité, avec patriotisme. Les résultats obtenus sont plus éloquents que mes paroles ; ils sont votre récompense comme votre auréole de gloire.

Oui ! si notre Province a été proclamée, et avec raison, un refuge de liberté, un centre de paix sociale, un foyer de bonne entente, elle le doit à son système scolaire, à son beau corps enseignant.

Mesdames et Messieurs, si vous avez droit à mon admiration, vous avez aussi droit à ma reconnaissance, je dirai mieux, à notre admiration, à notre confiance.

PASSE — PRESENT — AVENIR

Le Passé, nous en sommes fiers ; le Présent nous rend heureux ; mais l'Avenir nous inquiète parfois... De quoi demain sera-t-il fait ?

L'Avenir, je le sais, n'est à personne ; l'Avenir est à Dieu. Soit. Mais l'avenir ne peut-il pas se préparer de quelque manière, s'orienter dans une certaine direction. "Aide-toi, le Ciel t'aidera". Aidons donc la Providence. Je vous prie, Mesdames et Messieurs, de préparer, d'assurer l'avenir de notre beau et cher Pays par l'instruction et l'éducation que vous donnerez aux nombreux enfants qu'il vous a confiés, qu'il vous confiera. Ce sera votre manière d'aider la Providence.

La voilà la preuve de confiance que je voulais vous donner. Je ne serai point déçu. Vous continuerez de remplir votre importante mission, n'oubliant pas que les mêmes moyens produisent les mêmes résultats ; vous les emploierez. Sachant que le passé est fécond, vous l'étudierez avec soin et en tirerez pour vous, pour nous, de salutaires leçons, de productifs enseignements.

Les races, Mesdames et Messieurs, nous pouvons l'affirmer, les deux plus grandes races dont nous sommes sortis, issus, se sont livré, vous le savez, des luttes séculaires, parfois stériles. Un jour, sous une grande inspiration, celle de son roi, Edouard VII, dont la mémoire nous sera toujours chère, elles formèrent entre elles une entente, l'entente cordiale qui sauvait quelques années plus tard d'un joug oppresseur l'humanité, l'univers.

Nous sommes les descendants de ces deux grandes races.

Qu'entre ces dernières, grâce à vous, s'établisse sur la terre canadienne une entente semblable. Ainsi, vous contribuerez puissamment à conserver à l'empire britannique l'une de ses plus belles colonies et assurerez aux enfants confiés à vos soins une vie plus paisible, plus féconde, plus digne d'eux-mêmes et de leur origine.

Mesdames et Messieurs, je vous renouvelle mes félicitations et mes remerciements et l'offre de mon concours le plus entier pour l'amélioration de votre sort et la réalisation de vos plus chers projets.

CONFERENCE NATIONALE D'EDUCATION ET DE CIVISME

TENUE A MONTREAL, DU 5 AU 9 AVRIL, 1926

NATIONAL COUNCIL OF EDUCATION

Séance du mardi, 6 avril, sous la présidence de M. Aurélien Bélanger,
Député à la législature de la Province d'Ontario.

SUJET: "ENSEIGNEMENT DE L'ANGLAIS DANS LA
PROVINCE DE QUEBEC"

MONSIEUR LE PRESIDENT,

MESSIEURS,

Vous avez exprimé d'une manière délicate et aimable le désir que j'assiste à cette séance et prenne part à la discussion que provoquerait l'inscription suivante au programme : "De l'enseignement de l'anglais dans la Province de Québec" — province où l'élément français prédomine — et apporte ainsi ma modeste contribution à vos intéressants travaux.

N'y voyant, ni trouvant aucune objection, je suis heureux de le réaliser et par ma présence et par ma parole.

“DE L'ENSEIGNEMENT DE L'ANGLAIS DANS LA PROVINCE DE QUEBEC”

La grande majorité des habitants de la Province de Québec, comme je viens de le dire, est d'origine française. Elle s'en est d'ailleurs toujours souvenue. D'un autre côté, elle n'a jamais oublié que la constitution sous laquelle elle vit depuis un siècle et demi, constitution qui lui donne les titres, avantages et privilèges du sujet britannique, reconnaît l'existence des langues française et anglaise.

D'après la lettre et l'esprit de cette grande charte, la langue anglaise a donc des droits chez nous et c'est pour les reconnaître, remplir son devoir sous ce rapport, que la Province de Québec en a rendu l'enseignement non pas facultatif, mais obligatoire. Et cette raison n'existerait pas qu'elle tiendrait la même ligne de conduite, je n'ai aucune hésitation à le déclarer, tant elle est convaincue que, dans sa situation, la connaissance et, partant, l'enseignement de la langue anglaise est non seulement utile, mais nécessaire.

La Province de Québec est sincère. Pour s'en convaincre, il suffit d'un examen rapide de sa loi et de ses règlements scolaires, de ce qui se passe dans ses écoles primaires, ses écoles normales, ses écoles indépendantes, ses collèges, ses universités, en ce qui regarde la question présentement posée, de la place qu'elle y donne à l'enseignement de la langue anglaise.

L'organisation scolaire de la Province de Québec, permettez que le rappelle, Messieurs, est à proprement parler, comme vous le savez, sous le contrôle immédiat du département de l'Instruction publique, un ministère dont il a tous les rouages administratifs, quoique relevant d'un ministre, l'honorable Secrétaire de la Province; et celui qui administre ce département est secondé dans l'exercice de son importante fonction par le Conseil de l'Instruction publique, plus particulièrement par ses deux comités, le Comité catholique et le Comité protestant, composés d'hommes fortement recommandables des deux

croyances religieuses. La principale tâche de l'un ou de l'autre de ces comités est, selon le cas, la préparation du programme des écoles publiques, programme sujet à l'approbation du Conseil Exécutif pour avoir force de loi.

ECOLES PRIMAIRES

Pour les fins de cet exposé, je distinguerai, dans les écoles primaires sous contrôle, les écoles françaises catholiques, les écoles bilingues, les écoles anglaises catholiques et les écoles protestantes.

ECOLES FRANÇAISES CATHOLIQUES: — Le programme du Comité catholique pour les écoles françaises catholiques, programme que les commissions scolaires sont tenues de suivre aux termes de l'article 2709 du Code scolaire, prescrit l'enseignement de l'anglais comme matière obligatoire à partir de la troisième année du cours primaire. Dans les villes, cet enseignement peut, à la discrétion des commissaires, commencer dès la deuxième année.

Et l'étude de l'anglais se poursuit ensuite jusqu'à la fin du cours primaire complémentaire, c'est-à-dire pendant six ans, et vise à donner aux élèves une connaissance pratique qui les met en état non seulement de lire et de traduire cette langue, mais encore de la comprendre à l'audition et d'entretenir une conversation sur les sujets les plus usuels. (Règlements du Comité Catholique, p. 123).

Pour arriver à ce résultat, nous nous servons de la méthode naturelle ou maternelle plus apte que toute autre à former l'oreille et à assouplir la langue de l'enfant; et, afin de faciliter la tâche des titulaires peu expérimentés, nous mettons à leur disposition les manuels les plus récents préparés d'après cette méthode.

Nous commençons enfin à donner cet enseignement dès la deuxième ou la troisième année du cours, selon le cas, considérant qu'à cette époque les chances de succès sont meilleures.

Les résultats obtenus sont satisfaisants ; vous pourrez d'ailleurs les constater facilement, si vous le désirez, pendant votre séjour au milieu de nous.

Et c'est à cause de ces heureux résultats que donne l'étude précoce d'une langue étrangère que, lors de la première réunion du Bureau National d'Éducation, à Winnipeg, en octobre 1919, j'ai proposé, sans toutefois réussir à rallier la majorité des voix, que les provinces anglaises adoptent à l'égard de la langue française des règlements analogues à ceux qui régissent dans nos écoles l'étude de la langue anglaise.

Ecoles bilingues et écoles anglaises catholiques !

Je viens de parler des écoles fréquentées exclusivement par des élèves de langue française ; mais, s'il s'agit d'une école bilingue, et, à plus forte raison, d'une école anglaise catholique, un programme spécial y prescrit l'enseignement de l'anglais dès la première année du cours.

Encore une fois, nous tenons à respecter la lettre et l'esprit de la Constitution de notre pays qui décrète que les langues anglaise et française sont toutes deux officielles ; et n'y a-t-il dans une de nos paroisses canadiennes-françaises et catholiques qu'un seul élève de langue anglaise, nous lui reconnaissons le droit, dès son entrée à l'école, de recevoir l'enseignement dans sa langue maternelle.

Et les surintendants de l'Instruction publique se sont toujours fait une règle invariable d'exiger que les commissaires d'écoles remplissent intégralement leur devoir sous ce rapport.

ECOLES NORMALES

La Province de Québec compte, à l'heure présente, dix-sept écoles normales françaises pour les jeunes filles et deux pour les jeunes gens ; dans toutes ces institutions, l'anglais est une matière obligatoire du programme d'études pour chacune des trois années du cours.

Le temps alloué à cette matière, d'après les règlements, est d'au moins trois heures par semaine et l'objectif à atteindre, d'après les mêmes règlements, est le suivant : rendre les élèves (teachers in training) capables de comprendre et de parler l'anglais d'une manière pratique.

Les candidats ne réussissent pas tous, je l'admets, à l'examen final sur l'anglais, mais le nombre de ceux qui se qualifient pour l'enseignement des deux langues augmente d'année en année et je caresse l'espoir que, dans un avenir prochain, tous nos instituteurs seront en mesure d'enseigner et le français et l'anglais.

ECOLES INDEPENDANTES

La Province de Québec a la réputation d'être un endroit où les mots de tolérance et de liberté n'ont pas encore perdu leur sens primitif.

Voilà pourquoi à côté des écoles publiques fleurissent des maisons d'enseignement qui ne sont pas sous mon contrôle. Je reste toujours dans le domaine de l'enseignement du français.

Ces institutions, en général des écoles complémentaires, sont dirigées par des religieux ou religieuses appartenant à des congrégations enseignantes, et elles doivent être comptées au nombre des mieux organisées de la province.

Toutes donnent à la langue anglaise une place importante sur leur programme d'études. Les écoles dites "commerciales", surtout, en font l'objet d'une attention particulière. D'ailleurs, la grande majorité de ces écoles ont adopté le programme officiel et, par conséquent, peuvent être assimilées à des écoles sous contrôle du département de l'Instruction publique.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Enfin, les collèges classiques de la Province de Québec sont aussi des institutions d'enseignement libre. Ils sont affiliés

soit à l'Université Laval, soit à l'Université de Montréal. Leur programme embrasse à la fois celui des "High Schools" et celui des "Collegiate Institutes" et a pour couronnement le diplôme bachelier ès arts. Toutefois, les éducateurs avertis qui en ont charge n'ont pas manqué de faire large la part à l'étude de la langue anglaise. Ainsi, les règlements de ces deux universités exigent que tout aspirant au diplôme de bachelier ès arts subisse un examen qui prouve sa connaissance complète de la grammaire anglaise et son aptitude à traduire dans cette langue un texte tiré de l'un de nos grands maîtres français.

L'anglais que parlent nos commerçants, nos industriels, nos manufacturiers, nos hommes publics, a été appris sous le toit de ces institutions, non ailleurs dans la plupart des cas, et il ne fait pas trop mauvaise figure à côté de celui des bons orateurs anglais. Les élèves, certes, avaient du talent et n'ont point reculé devant l'effort; mais, évidemment, ils eurent de bons maîtres: à l'oeuvre, on reconnaît l'ouvrier. Honneur aux uns comme aux autres! Honneur à tous!

Voilà le bilan de l'enseignement de l'anglais dans nos écoles publiques et indépendantes françaises.

La minorité dans notre province—l'élément anglais et protestant—veut aussi donner à ses enfants une éducation protectrice de sa mentalité, conservatrice de sa langue et de sa foi. Elle le peut et elle a organisé ses écoles en conséquence. Ce n'est point nous qui lui causerons des ennuis sous ce rapport. Loin de là. C'est un noble sentiment, légitime, et devant lequel nous nous inclinons avec le plus profond respect.

Mais si elle veut garder intact son idiome, elle désire aussi étudier et apprendre l'autre langue officielle du pays, pour elle, la **LANGUE FRANÇAISE**.

L'étude de la langue française dans les écoles protestantes commence au quatrième degré et se continue jusqu'à la fin du onzième. Ainsi, les élèves du cours académique reçoivent donc des leçons de français pendant huit années et doivent avoir une connaissance assez complète de cette langue. Nous ne pou-

vons qu'applaudir des deux mains à de pareils efforts si propres à faire disparaître les derniers vestiges des anciens préjugés.

L'étude de ces deux langues dans notre pays est utile, nécessaire. En outre, elle sera toujours salubre. Grâce à elle, en effet, nous nous connaissons mieux, nous nous apprécions davantage, et, pour cette raison, continuerons, j'en suis certain, de nous entendre d'une manière parfaite. Et, s'il en est ainsi, rien n'arrêtera désormais la marche de la nationalité canadienne dans sa course vers les sommets.

La réalisation de si belles espérances, Messieurs, est entre nos mains.

CONGRES PEDAGOGIQUE PROVINCIAL D'ENSEIGNEMENT MENAGER

Saint-Pascal, le 6 septembre, 1926.

MONSEIGNEUR, (1)

MESDAMES,

MESSIEURS,

L'organisation du premier congrès pédagogique d'enseignement ménager dans notre Province est une initiative d'une grande portée, d'une large et patriotique envergure. Toutefois, je le sais, ce geste ne vous prend pas par surprise.

Vous connaissez l'esprit et le cœur de M. le Chanoine A. Beaudet, le fondateur de la maison sous le toit de laquelle nous sommes réunis en ce moment, de cette maison, simple école ménagère, puis école normale classico-ménagère; aujourd'hui, grâce toujours à son zèle infatigable, l'une de nos meilleures institutions du genre. Encore une fois, il n'a reculé ni devant le travail ni devant l'effort.

(1) Sa Grandeur Monseigneur J.-A. Langlois, aujourd'hui évêque de Valleyfield.

Vous connaissez également l'esprit et le coeur de celles auxquelles il s'est associé afin de mener son entreprise à bonne fin : les soeurs de la Congrégation Notre-Dame, ces pionnières dans le vaste champ de l'instruction publique, ou mieux les dignes filles d'une sainte mère, la Vénérable Marguerite Bourgeoys. Aujourd'hui, comme hier, elles ont été à la hauteur de la circonstance.

Le nouveau programme de nos écoles primaires et de nos écoles normales, entré en vigueur le premier jour du mois de septembre mil neuf cent vingt-six, donna une large place à l'économie domestique, à l'enseignement ménager. Il fallait seconder les auteurs d'un tel projet et le moyen jugé le plus efficace fut la tenue d'un congrès. L'école classico-ménagère de Saint-Pascal était toute désignée pour cette lourde tâche et elle ne s'y est point dérobée. Au contraire, elle s'en est chargée avec plaisir et a vu avec empressement aux moindres détails. Le succès dépasse déjà les espérances. Dans quelques instants, en qualité de Président d'honneur, je vais déclarer ce congrès ouvert. Mes remerciements les plus sincères pour cette délicate attention à laquelle je suis particulièrement sensible.

Une fois de plus, c'est donc pour l'enfant, particulièrement pour la jeune fille, l'épouse, la mère de demain, la pierre angulaire de la famille, la gardienne des vertus ancestrales, que nous allons encore travailler, que nous travaillerons toujours dans l'école — par l'intermédiaire de l'institutrice — afin que, désormais, pour son usage personnel, celui de sa famille et de son pays, elle craigne moins, ne craigne plus, bref, sache mettre la main à la pâte.

L'ECOLE ET LA VIE

Travailler dans l'école pour l'enfant, pour l'être humain, par l'intermédiaire de l'institutrice, est parfois l'accomplissement d'un long et pénible devoir, car l'école s'ouvre au berceau et ne se ferme souvent qu'à la tombe. En effet, à peine la nouvelle unité a-t-elle pris sa place autour de la table fami-

liale que commence la revendication de ses droits ; à grands cris, elle réclame le pain qui nourrit le corps, le pain qui nourrit l'âme, c'est-à-dire l'éducation et l'instruction, la formation physique, morale et intellectuelle, triple base sur laquelle reposera son existence. La Famille, l'Eglise et l'État, tenus de remplir envers elle ces lourdes obligations, pour leur honneur et notre avantage, je suis heureux de le proclamer, lui ont toujours donné, dans notre province et notre pays, une réponse aussi prompte que généreuse.

Dans la famille, la femme, l'épouse, la mère joue le rôle principal, a la mission la plus difficile, la plus délicate. Elle guide les pas de l'enfant à son entrée dans le chemin de la vie, ouvre ses yeux aux lumières célestes et terrestres, burine dans son cœur et dans son esprit les principes qui font le citoyen, le patriote, le chrétien. Elle est sa première et reste sa meilleure éducatrice et institutrice. Et lorsqu'il sort de la maison paternelle pour aller dans cette autre maison qui en est le prolongement — l'école — c'est encore une femme qui continue et achève l'oeuvre commencée. L'éducation de la femme est donc importante, oui très importante, sous tous les rapports. Le bien-être moral et matériel de l'humanité, l'avenir est entre ses mains. Elle a l'enfant et qui a l'enfant a l'avenir. C'était l'avis de nos pères ; ce fut leur moyen et c'est l'explication des résultats satisfaisants qu'ils ont obtenus.

Ces ouvriers de la première heure, de l'heure pénible, découvreurs et fondateurs, pionniers d'une civilisation nouvelle sur une terre étrangère voulaient l'avenir. Avec leur esprit prévoyant, ils emmenèrent des défricheurs pour faire reculer les limites de la forêt et les limites de la forêt reculèrent. Mais ils emmenèrent en même temps, pour préparer la génération future, des éducateurs, surtout des éducatrices : à Québec, les Ursulines ; à Montréal, les Soeurs de la Congrégation Notre-Dame. Aux jours sombres de notre passé, la génération que ces femmes avaient formée sauva la situation. Et ils eurent l'avenir.

Leurs descendants veulent aussi être des continuateurs.

La guerre, ce fléau de Dieu, en passant sur notre planète, a amoncelé sous ses pas ruines morales et ruines matérielles, jeté dans les esprits, dans les coeurs, dans les âmes, des germes dangereux dont le développement a déjà provoqué de nombreuses crises sociales. Nous sommes entrés dans une ère où des problèmes nouveaux et difficiles se posent chaque jour et dont il faut trouver rapidement, sans délai, la véritable et meilleure solution. Nous voulons la traverser dans les conditions les plus favorables en écartant les dangers nombreux qui menacent d'une manière particulière notre groupe ethnique : le luxe, la prodigalité, l'imprévoyance, et, partant, prévenir le déracinement de l'individu, empêcher l'exode de la famille, enrayer la désertion du sol.

L'enseignement ménager serait un antidote contre le danger, un remède salulaire au mal. L'étude des sciences domestiques aurait une influence salulaire sur la jeune fille ; ainsi préparée, elle remplirait mieux ses obligations d'épouse, de mère, de collaboratrice de l'homme, jouerait plus efficacement son double rôle familial et social. La diffusion de cet enseignement, tel est le but noble et élevé de ce congrès. Rien d'étonnant qu'il ait rallié tous les esprits dirigeants, groupé toutes les bonnes volontés. Il aura un retentissement considérable et produira, j'en suis certain, une réaction salulaire, la réaction désirée. Ce sera la juste récompense d'une patriotique entreprise. Avec une ardente prière pour qu'ils se réalisent, mes vœux de succès les plus sincères.

En cette circonstance, l'Etat est enchanté de se joindre au distingué représentant de l'Eglise ainsi qu'à tous ceux qui relèvent, par leur présence, l'éclat de cette démonstration. D'ailleurs, les parchemins qu'il vient d'offrir à M. le Chanoine Beaudet et à M. l'abbé Honorius Bois, les décorations méritées qu'il vient d'épingler sur la poitrine de ces deux apôtres de l'enseignement ménager, à qui je m'empresse d'offrir mes plus chaleureuses félicitations, sont une preuve manifeste de ses bonnes dispositions.

C'est avec fierté et confiance, Mesdames et Messieurs, qu'en ma qualité de Surintendant de l'Instruction publique, je déclare ouvert le premier congrès pédagogique d'enseignement ménager dans notre chère province de Québec.

MORAL AND RELIGIOUS CHARACTER OF EDUCATION IN THE PROVINCE OF QUEBEC.

NATIONAL COUNCIL OF EDUCATION AND CITIZENSHIP.

Winnipeg, October 20-21-22, 1919.

MR. PRESIDENT,

LADIES AND GENTLEMEN,

I received with pleasure your kind invitation to attend this important meeting and to take part in this educational convention, and, after consulting the Honorable Premier of the Province of Quebec, Sir Lomer Gouin, and his colleagues, and obtaining their consent, I gladly responded to your invitation and have come here accompanied by two of my most important and competent officers, Dr. G. W. Parmelee, Secretary of the Department and of the Protestant Committee of the Council of Public Instruction, and Mr. J. N. Miller, Secretary of the same Department and of the Catholic Committee, and Secretary also of the Central Board of Catholic examiners, an important factor in our school system for recruiting teachers and ascertaining their qualifications.

Thus the Province of Quebec indicates its intention of working in a common interest with the sister provinces towards a solution of the problem before this meeting, and wishes at the same time to show that, neither desiring nor seeking isolation, but on the contrary deprecating the attempt to force it upon her, she is always ready to respond to the appeal of true patriots endeavouring to make people better.

Now, "to make people better", that is, more respectful of Divine and Human Laws, of the rights both of the weak and of the strong, of the poor and of the rich, of workmen and employers, of capital and labour, of majorities and minorities, is one of our Province's most cherished mottoes, a motto which it has always striven to live up to. For this reason it is only natural that our Province should be represented here to-day.

This meeting, if I understand aright, is convened for the purpose of taking the proper means to introduce, into primary and other schools, the teaching of morals and of the best citizenship in order to uplift the character of individuals and thereby of the whole nation. This object has been pursued both by Catholics and Protestants in the Province of Quebec.

The attitude of the Catholic Church in regard to religious and moral instruction in schools has long been known to well-informed people of all creeds, but it may be restated very briefly now.

The Church holds that religion is the real foundation and the only practical foundation upon which sound morals may rest, and upon which strong character can be built. To secure the best results in religion and in morals it is necessary that instruction be given to the child from his earliest years, so that lasting impressions may be made upon his mind before the years when the temptations of life assail him.

To this end, it is necessary that the formation of character be made during the school life. Religion as the basis of morals and of the best citizenship must permeate the whole atmos-

phere of the school and must inspire and stimulate high ideals of life and of service.

In the Province of Quebec these principles have always been held in respect.

The public school has always recognized that the Church should determine the nature and extent of the religious instruction of the youth of the country, and has offered every facility for carrying out the courses of study in religion and morals that have been framed by the Church authority.

To corroborate my assertion, permit me to quote the very words of the regulations of the Catholic Committee of Public Instruction :

PEDAGOGIC ORGANIZATION OF SCHOOLS

10—*Moral and Religious Instruction*: "Religious instruction shall hold the principal place among the subjects of the Course, and shall be regularly given in every school".

20—Article 2567 of the School Law of the Province of Quebec: "Roman Catholic priests and Protestant ministers may visit the schools of any school municipality or part of a school municipality in which they exercise their ministry". 62 V., c. 8, s. 74.

30—Article 2709 of the School Law of the Province of Quebec, section 4: "The rector or priest in charge of a Roman Catholic church has the right to choose the books relating to religion and morality, for the use of the pupils of his religious belief, and the Protestant Committee has the same powers as respects Protestant Schools".

So far, I have spoken only of Catholics, but I am glad to say that, owing to our complete separation from the Protestant population in respect to Education, we have both been able to develop our systems with perfect freedom and without con-

flict. In consequence, the teaching of religion in the Protestant schools is undertaken systematically and carried forward vigorously upon lines quite similar in principle to that adopted by the Majority.

In the Protestant schools, definite Bible study is required and from this study the best lessons of ethics and morals are deduced. Allow me to quote also the regulations framed to this end by the Protestant Committee of the Council of Public Instruction :

40—"Religious Instruction shall be given in all public schools, but no person shall require any pupil in any public school to read or study in or from any religious book, or to join in any exercise of devotion or religion, objected to in writing by his or her parents, or guardians".

50—"Every School shall be opened each day with the reading of a portion of the Holy Scriptures followed by the Lord's Prayer".

60—"In all grades of Schools the first half-hour of each day shall be devoted to the opening exercises prescribed by the preceding regulations".

Lastly, this need of a religious atmosphere is upheld by Dr. G. W. Parmelee, whom I have the pleasure and advantage of having with me here, in his book entitled "Education in the Province of Quebec", in the chapter on religious teaching, page 39, a book written with the greatest impartiality and which I should be glad to see in the hands of all those who take an interest in the important question of education in our country: "In all schools, he says, Religious instruction must be given to all pupils whose parents do not object in writing to such a course". This means, in practice, that every pupil receives religious instruction from the teacher with the exception of the few Roman Catholic pupils who attend Protestant schools, and vice-versa, and the Jewish children. The religious teaching laid down in the regulations of the Roman Catholic Committee is strictly church or denominational teaching, and

includes prayers, catechism, sacred history and manners. The work in each of these divisions of the subject is carefully detailed for each year, and sound pedagogical directions are given in the regulations, in order especially to see that the significance of all the words is fully understood and that pupils are prevented from learning simply by rote. Although these observations are made in reference to elementary schools it is worth while to say that religious instruction is carried on into the intermediate and secondary schools. In the higher grades the course in sacred history is extensive and the catechism receives a personal and reasoned study, and forms the basis for a course in apologetics”.

We gladly welcome the reform which you suggest, for it is the groundwork of our educational system. We have always believed and still continue to believe that the teaching of religion should hold a large place in schools, and the wisdom of this belief is borne out by the experience of these latter times.

While the good results hitherto obtained and our immunity in the midst of the present crisis do not make us over-pretentious, still we cannot be altogether insensible to appreciations such as the following which was uttered by Lord Shaughnessy, in Quebec, on October 1st: “We should be proud of the Province of Quebec, where there are not only great prosperity, natural resources and good administration, due to the wisdom of Sir Lomer Gouin, but also respect for laws and a deep sense of duty. Quebec, in the midst of the turmoil of troubled conditions in the world, would yet prove to be the sheet anchor of our civilization”.

Such a eulogy offsets certain unjust remarks not infrequently levelled at us which are not calculated to strengthen national unity and foster la bonne entente. “Respect for laws and a deep sense of duty”, I do not hesitate to proclaim that these two results are due to the teaching imparted in our churches and schools. We shall therefore continue to impart this teaching, and if it keeps our beloved country in the right

path and safeguards it from danger, we shall greatly rejoice and be fully rewarded.

For if we are true to the past and wish to keep our faith, our language and traditions, we are also loyal to the present, that is, to Canada, our beloved country, the gem of the Dominions, the most beautiful colony in the British Empire.

ANSWER TO THE TOAST PROPOSED

BY

SIR ROBERT FALCONER

TO THE DELEGATES OF THE NATIONAL CONFERENCE
ON EDUCATION AND CITIZENSHIP

UNIVERSITY OF TORONTO

Toronto, October 31st, 1922.

SIR,

It has always been rightly thought that it was not only a duty, but an honour to answer promptly when called upon.

You have called upon me to answer the toast you have proposed in such well expressed and eulogistic terms, and I will answer promptly, and will try to express my feelings as briefly as possible in a tongue which is not, as you know and have already noticed, my mother tongue.

Sir, we have received with the greatest pleasure your kind invitation to this convention, to this meeting of the Ministers, Deputy-Ministers and Superintendents of Public Instruction of all the Provinces of this Dominion of ours, and we have come with a full representation of our Department of Educa-

tion, exceedingly glad to show our good feeling towards our sister Provinces of the East and of the West, particularly towards this sister, the Province of Ontario, and happy to give a proof of our interest in educational matters.

We were happy in our recent meetings to make our modest contribution to the solution of some of the serious problems, and we consider it is not only a pleasure and an honour, but also a privilege to take part in such meetings as these.

We all have our local difficulties. In such a gathering, we are all able to give our views and to set forth our ideas, and the exchange throws light on various subjects making a settlement of our troubles so much the easier.

Besides which, after such a conference the understanding between the Provinces, already good, is sure to be better than ever.

Any trouble between Provinces is sure to harm Canada as a whole.

We may call this meeting a retreat, a mission. I am not quite sure if I am using the proper expression. During such a time, we must make a resolution, the following one: "That we remove any source of trouble that may harm our Canada". And we shall be able to attain this end by the sound and sane education of our children, who will constitute the coming generation. By so doing, we shall greatly contribute to the prosperity, the progress and the happiness of this great country, our beloved Canada.

Before closing my short remarks, allow me to say there is no nationality on this soil which loves Canada more or which is happier to live under the British flag than the French Canadian. And the only thing this race asks is the respect of the letter and of the spirit of the Constitution. Its people are not only delighted to hear themselves referred to as a "sheet anchor", but, having a deep sense of duty and respect for law, they are anxious to deserve the compliment.

Sir and Gentlemen, I thank you once more for your sympathy at this time, and for your warm and generous hospitality; and I wish you, Sir Robert, particularly, the greatest success in the fulfilment of your important duty, as the head of this great institution and as a leader of education in this Province, and one of the leaders in educational matters in Canada.

ANNUAL MEETING
OF THE
EASTERN TOWNSHIPS ASSOCIATED
BOARDS OF TRADE

Sherbrooke, April 10th, 1922.

MR. CHAIRMAN,

GENTLEMEN,

It gives me a great pleasure to be present with you this evening. I have always taken much interest in your Association and in such of its deliberations as have been reported from time to time in the press. But this is the first opportunity I have had of accepting any of your several kind invitations and I am confident that I shall profit by being present and thus hearing directly from yourselves the views which you entertain as to the best methods of education and the best means to ensure its progress.

Needless to say, it is with pride that I have accepted the important task imposed upon me of addressing you at this time, confident as I am of your great indulgence and sure of a sympathetic hearing.

The unquestioned privilege of modern democracy is to be able to fearlessly express one's opinions, and I appreciate your frankness in this respect. Furthermore you have come to these

meetings armed with the experience you have acquired in the administration of your boards.

This is a very great advantage.

Much of the educational criticism of to-day lacks that basis of experience. It is well of course that people in general should have ideas as to what the system of public instruction ought to be. It is a good sign that public opinion is awake to the importance of the subject, but it is plain that much of the current criticism is given by people who have never acquainted themselves directly with what the schools are actually doing and hence their suggestions for reform frequently fail in one or another direction. Such people either suggest reforms which are already in operation or advocate impossible additions to the school curriculum.

You, however, have the advantage of knowing most of the difficulties of the local administration of the schools, as well as some of the prevailing conditions which either help or hinder the progress of education. I am addressing gentlemen who do not need to be instructed as to the general outline of our system in so far as it is related to the work of the school boards. The very fact that you are assembled for the study of our common problems, and chiefly for that of this important matter of education, is the proof that you are acquainted with the nature of these problems and that in cooperation you seek their solution.

It is a great and good example of educational activity and more especially so because of the fact that your main idea is to give to the largest possible number of children advantage of the best possible public school education.

For this reason, I congratulate you and wish you all success in your efforts.

However, Gentlemen, I should be lacking in seriousness if on this occasion I failed to bring to your attention principles and facts of great importance to our educational system. I am

not assuming for a moment that you do not understand the principles or that you are unfamiliar with the facts, still less do I wish to imply that you, as an Association, have been unmindful of them. But my point is that these matters seem to need a firm attitude and a truthful expression of opinion just at this time when throughout the whole world sounds the word "Reconstruction", when all existing institutions are coming in for criticism, more or less, and when proposals for the reformation of society seem to gain a respectful hearing only when they are of the most radical kind. I am glad of the opportunity therefore to refer to these questions before a body of earnest and intelligent men who, I know, are prepared and well qualified to give them the consideration they deserve.

PRINCIPLES

The Family, the Church and the State have rights upon the child, the hope of the nation. Every school system should respect these rights. Our system, I affirm, does not only attempt to do so, but succeeds in it. It is the triple basis of its policy.

FACTS

Just glance over this little volume entitled "The School Laws of the Province of Quebec", and you will find in it the proof of my statements, as well as of our sentiments and of our sincerity. We have respected, I think, both of the letter and the spirit of the law. Through the Council of Public Instruction, composed of two distinct and autonomous committees, one for the Protestants and the other for the Catholics, the religious, political and civic authorities exercise full control over education. Through the elective school commissioners, it is the ratepayers, that is the fathers of families, who choose the men who impose, levy and expend taxes, who employ teachers and who erect and maintain the school houses.

The Protestant minority enjoys all the privileges guaranteed to it. Its children are educated in its own tongue and according to its own religious ideas.

The mother tongue is considered to be the one in which the child can best receive his education, whether the child is French or English, Catholic or Protestant.

The freedom as to language and religion is not limited only to elementary schools; it extends in law and practice to the model schools, high schools and universities.

Here is the policy of the Province of Quebec: this is the freedom she is giving in matters of education and public instruction — a sane and sound policy of which we are proud and with the results of which we are satisfied.

I am willing to admit that there is room for improvement in our system; there is always room for improvement in everything.

SEPARATE SCHOOLS AND NATIONAL SCHOOLS

In the first place, I wish to deal with the question of a change in our school laws which has often been suggested. I do not deny, I could not deny, that certain changes in laws are required from time to time and that circumstances do arise which make them necessary. As a matter of fact, many changes have occurred in our laws since 1846, changes required for the most part by the growth and development of the Province. But I think that all fair minded men will agree that the progress of school legislation in this Province has been along broad lines of toleration and freedom.

As an illustration, let me refer to one instance. As you know, the powers and responsibilities of the provinces in regard to the education of religious minorities were established at Confederation by the British North America Act, sec. 93. Now,

although the provisions of that act did not require it, the legislation of our Province which divided the Council of Public instruction into two Committees, thus giving to the Protestant Committee the powers it possesses in making regulations for its course of studies, its text books, its teaching diplomas, its school holidays and all other matters concerning the organization and discipline of the Protestant schools, this legislation, I say, was passed several years after Confederation. It is true that, thanks to mutual understanding and good will in the Province at large, it was generally existing in practice before that time, but it was, as I stated, after Confederation that it was definitely placed upon the statute book as a permanent principle.

And here let me quote the opinion of a distinguished teacher, during his life time a principal of one of the Montreal schools, the late Irving O. Vincent, in a letter which he wrote to "La Presse", of Montreal:

"In 1846, he said, appeared the system of separate schools. School boards were formed and soon the dual system existed. This was conserved at Confederation and both for Quebec and Ontario the separate school system was adopted. It was improved later. In 1874, the Roman Catholic and Protestant Committees of the Council of Public instruction were established to control their respective schools. Their deliberations have been equitable and the Superintendent, who belongs to the majority, has always been just. I am convinced that the majority of Protestants and Catholics are for the *statu quo*, that is to say the system of separate schools".

In the above statement, the late Irving O. Vincent spoke fairly and truthfully. I may add that he was opposing, as I would myself, the demand of those who were asking for the establishment of national schools.

Education in Canada is a provincial matter and in matters of education Quebec has been, is and always will be conservative.

FEDERAL BUREAU OF EDUCATION
COMPULSORY EDUCATION

If time permitted, other statements, similar to Mr Vincent's, might be quoted. But why do I refer to this particular fact on this occasion ? The answer is, I regret to say, that the true spirit of the majority to which I belong has been somewhat misrepresented in certain quarters and there has been an unmistakable tendency to magnify differences of opinion upon certain projects of educational reform into something like a grievance. One such case is that of the demand for compulsory education; another is that for the creation of a federal bureau of education. Into the merits of these questions with which the Legislature has to deal, I will not enter this evening as I am no longer a member of that body.

As Superintendent of the Department of Public Instruction, an office which is charged with the duty and responsibility of carrying into effect the school laws and regulations of the two Committees of the Council of Public Instruction, I am precluded from discussing such questions as I have mentioned and as are now agitating public opinion, but I do maintain with some knowledge, I hope, of the parliamentary history of the Province and of the history of the Department of Public Instruction, that in the three quarters of a century that our school system has been in operation, it has always been the aim of the majority to act with firmness and justice to the Protestant minority.

In the Confederation debates of 1865, two years before Confederation became an accomplished fact, this was generally acknowledged by the Upper Canada members of the old parliament of Canada; it has been frequently acknowledged since that time by men representing our Province, and was so again just recently at London, Ontario, by the Hon. J. Nicol, the Provincial Treasurer, the representative of the Protestant minority in this Province, who is, Gentlemen, your spokesman.

I beg him to accept my sincere thanks and warmest congratulations.

Unfortunately, however, that indisputable fact has been somewhat lost sight of by certain publicists and currency has been given to a contrary idea.

But I know, Gentlemen, that you do not share the narrow and unfair opinion of those who have evidently but little knowledge of our educational history and who apparently assume that difference of religion and of race and the consequent diversity of ideals in some respects must necessarily mean irreconcilable antagonism in public action.

It is in quite a different spirit that our dual system has been carried on for so many years in the Province of Quebec, to the benefit both of Catholic and Protestant education, and I wish to assure you that my firm determination, so far as my duties and responsibilities as head of the Department of Public Instruction are concerned, is to emulate and carry forward with all my power the broad spirit of my predecessors in office and thus endeavour to maintain the tradition in educational administration of which the Province is justly proud.

The spirit of good will and of good understanding is the one too, that is most likely to lead to the progress we all desire. The end of the war has brought with it new educational duties for all countries and peoples. Adjustment to the new times brings with it the need of new educational efforts. I can assure you that both the Roman Catholic and Protestant Committees of the Council of Public Instruction are fully alive to their responsibilities in connection with the courses of study and all matters affecting the improvement of the schools generally, and that they are giving their earnest consideration to this important matter, and I am sure you will soon be convinced that progressive measures are being undertaken.

Finally, Gentlemen, consider the great general progress that has been made in recent years. I shall trouble you with

only a few figures. After the ending of the French regime, our situation was precarious in every respect. We had first to live, and that is the reason why our educational progress began late; but to-day, we have 1367 Catholic school boards and 351 Protestant ones; 7,706 primary, secondary, model, academy, normal, industrial and technical schools, commercial and classical colleges, 3 universities, 19,118 religious and lay teachers, over 533, 381 pupils, the great majority of whom are learning the two official languages of the country — English and French. And lastly, the yearly contributions of the school commissions and of the Provincial Government amount to over \$19,201,405.29.

It only remains for us, therefore, to perfect a system which provides for our wants and meets our aspirations, and which has thus far withstood the test of time, without provoking any crises amongst our population.

No year previous to this one, in the history of the Province, has shown such remarkable progress.

Truly we need not despair: Good, steady work will accomplish much and I am confident that ten years hence there will be still more striking figures to show and more definite results to point to.

Your organization, Gentlemen, as described in the "Sherbrooke Daily Record", is not a legislative body and consequently cannot vote financial assistance to the school districts which require it, cannot raise the rate of taxation for schools so that more money will flow into the treasuries of local school boards, cannot increase the salaries of teachers so that they may find inducements to do better work, cannot compel the attendance of pupils whose parents are indifferent to their education, cannot order consolidation of schools in locations where this would be beneficial, but it may arouse public interest in a question of vital concern to the youth of the Province and may voice public opinion in an appeal to governmental authority for a larger measure of support for education

This service of yours has already become important because public opinion is the power behind the throne. You have rendered and you will continue to render services that will do much to bring about the general progress that we all wish so much to see.

Cherishing the hope that you will not fail to do so, I wish you all success and thank you again for your kind invitation, and for your attention as well as for your cordial entertainment all of which I very much appreciate.

DEUXIÈME PARTIE

PATRIOTISME

ARTICLE POUR LE "PATRIOTE"

**ORGANE DE LA SOCIÉTÉ SAINT-JEAN-
BAPTISTE DE QUÉBEC**

SUR LA

**Célébration du 75^{ième} anniversaire de la
fondation de la Société Saint-Jean-Baptiste
de New-York.**

18 AU 23 MAI, 1925

Québec, le 15 juin, 1925.

Il est des dates qu'il faut graver dans le granit ou buriner sur le bronze afin que les individus comme les nations se les rappellent toujours. Il est des événements que l'on ne doit pas célébrer d'une manière ordinaire, mais avec une éclat inaccoutumé.

L'année 1925, pour nos compatriotes de la Cité de New-York, était une de ces dates, et le soixante-quinzième anniversaire de la fondation de leur société nationale, un de ces événements heureux. Ils ont buriné profondément cette date dans leurs annales et salué ce glorieux événement par des fêtes inoubliables.

L'âme canadienne-française en a été profondément remuée.

Honneur à eux et reconnaissance !

Ils sont trop nombreux, hélas ! les nôtres qui vont dresser leur tente sous d'autres cieux. L'atavisme les pousse surtout à la pénétration pacifique du continent américain. Avec nos regrets, ils emportent aussi nos rêves, nos projets, particulièrement celui de toujours rester français et catholiques. Ceux qui se sont fixés au siècle dernier, sur les rives de l'Hudson, ne dérogèrent point : Bon sang ne pouvait mentir.

Ils n'étaient qu'une poignée, disséminés sur un immense territoire, très éloignés de la terre ancestrale. Cependant, ils voulaient conserver leur foi, leur langue, leurs moeurs, bref, ne pas être fondus dans le creuset de l'assimilation américaine.

Pour arriver à ce beau résultat, un seul mais salutaire moyen : l'union aux pieds des autels de la Religion et de la Patrie. Et en 1850, Gabriel Franchère, nouveau Dollard, avec ses dévoués compagnons, fonda la Société Saint-Jean-Baptiste de Bienfaisance de New-York. En 1925, notre verbe résonne encore dans la grande métropole et la foi catholique y a de nombreux sanctuaires.

C'est ce glorieux anniversaire qu'à la fin de mai dernier ils ont marqué d'une pierre blanche dans la voie glorieuse qu'elle a parcourue.

La Société Saint-Jean-Baptiste de Québec, sa soeur octogénaire, fut cordialement invitée de prendre part à la démonstration. Elle accepta avec plaisir et s'y rendit avec empressement.

Au nom des cent mille Canadiens-Français de la Cité de Québec, qu'il représentait dans la circonstance, son délégué, un de ses anciens présidents généraux, transmet à ses membres un message de chaude amitié, de grande admiration, de sincère appréciation, de profonde reconnaissance, d'inébranlable confiance. Ils en furent réellement touchés. A tous égards, ils méritaient ce témoignage et cette appréciation, car ils n'ont

rien oublié ; ils ont toujours la fierté de leurs origines ; ils veulent maintenir l'honneur de leur passé.

Que la ligne qui nous sépare n'existe donc que sur le papier. Qu'elle n'empêche pas les mains de s'étreindre, les coeurs de se souder, les esprits et les volontés de s'unir pour la réalisation de ce beau grand rêve : notre conservation et notre survivance.

ARTICLE PUBLIE DANS LA "PRESSE"

A MES COMPATRIOTES

A L'AUBE DE LA FETE NATIONALE

Montréal, le 14 Juin 1926

Demain, notre nationalité, la nationalité canadienne-française, fera son pèlerinage annuel au berceau de ses origines. Elle s'y agenouillera devant les autels communs de la Religion et de la Patrie dans un triple acte de foi, de reconnaissance et d'espérance; puis, après s'être approchée de la table sainte, se relèvera avec une énergie nouvelle pour reprendre sa marche ou mieux sa course sur les chemins de la fidélité et de la loyauté qu'elle s'est tracés afin d'atteindre sûrement son but.

Ce but fut d'abord le suivant: Agrandir le royaume de son Dieu et celui de son Roi. Et les ouvriers de la première heure, de l'heure pénible, firent reculer les limites de la forêt, s'emparèrent du sol, et, dans le large sillon qu'ils y ouvrirent, jetèrent le germe d'une civilisation nouvelle: la civilisation chrétienne et française. Arrosé abondamment de leurs sueurs et de leur sang, il se développa avec grande rapidité.

Le domaine du Roi s'étendit rapidement de l'Atlantique au Pacifique; celui de Dieu s'agrandit en même temps dans des proportions considérables. Les clartés de la foi illuminèrent l'âme de nombreux néophytes. Le but était atteint.

Mais une heure sombre sonna au cadran de notre destinée, heure de séparation, de départs. Pour la deuxième fois, le drapeau qui protégeait nos libertés “ploya son aile et repassa les mers”. Reviendra-t-il jamais ? simple question parfois posée à l’insondable avenir. Passe-t-il flottant au mât d’artimon, même sur un modeste aviso, toujours il est salué avec respect, avec fierté, avec amour : touchante constatation.

Un autre le remplaça. L’objectif devint *rester français et catholique* sous l’égide de ce dernier. Malheureusement, dans tous les rangs, les vides étaient nombreux. La misère régnait en maîtresse au foyer de la famille. L’élite de la population en face de nouvelles et plus rudes tâches avait déserté le poste. Seul, le soldat du sillon tenait encore.

Dans de telles circonstances, le rameau, “né au grand arbre dont les racines plongeaient au vieux sol de France”, paraissait voué à une mort inévitable et prochaine. L’avenir était chargé de nuages inquiétants. Toutefois, les noirs pressentiments ne devaient point se réaliser.

Ce soldat d’une race “qui ne sait et qui ne veut pas mourir” recommença la lutte pour la vie ou mieux pour la survivance de la nouvelle nationalité dont l’existence était menacée d’une manière angoissante. Lâchant l’épée pour les mancherons de la charrue, il s’attacha étroitement à la terre et la terre devint sa grande amie, sa meilleure amie. Grâce à Elle, il put élever des temples au Dieu de sa foi, construire des écoles au culte de sa langue.

Comme autrefois, la foi catholique carillonna dans les clochers et le verbe français retentit sur la terre canadienne. Rien ne changea sous l’égide nouvelle. Le but, encore une fois, était atteint, et, aujourd’hui, nous voulons conserver un si bel héritage et le transmettre intégralement.

Ces événements ne se sont pas produits sans une intervention providentielle. Les peuples, les individus ont une vocation à laquelle ils doivent répondre.

A l'instar du Précurseur, saint Jean-Baptiste, son patron, la nationalité canadienne-française doit être dans ce pays une pionnière, la pionnière de l'idée catholique et française. Jusqu'à présent, elle a répondu à l'appel, joué son rôle, rempli sa mission, réalisé des espoirs chèrement caressés. Elle ne rompera point avec son glorieux passé.

Le chemin est plus escarpé; les dangers sont plus grands, plus nombreux. Qu'importe! Les efforts seront redoublés, de nouveaux succès en seront la récompense !

C'est dans de tels sentiments que les membres de la famille canadienne-française devraient, demain, faire leur pèlerinage. S'il en est ainsi, de fortes résolutions, des résolutions durables seront prises et l'avenir sera un écho fidèle du passé.

Nos illustres devanciers méritent ce geste de notre part.

DEMONSTRATION A PENETANGUISHENE, ONTARIO.

**En l'honneur des JESUITES, pionniers de la civilisation chrétienne et française au
CANADA.**

NOS PREMIERS MARTYRS

2 et 3 août, 1921.

MONSIEUR LE PRESIDENT,

MESSIEURS,

Le spectacle dont votre gracieuse invitation nous permet d'être les heureux témoins n'est pas un spectacle banal, mais un grandiose et un réconfortant spectacle.

En effet, des chercheurs, des piocheurs, des passionnés de l'histoire, des vôtres, étrangers, le plus grand nombre probablement par la langue qu'ils parlent et la religion qu'ils pratiquent à ceux auxquels le Panthéon canadien ouvre en ce moment ses portes, ont constaté qu'en foulant ce sol ils y foulaient en même temps la poussière de héros. Ils y ont aussi découvert des pierres sur lesquelles ces assoiffés d'idéal, ces coureurs d'azur avaient, il y a plus de trois cents ans, assis la civilisation sur la terre canadienne; et, avec une largeur d'esprit qui les grandit à nos yeux, aux yeux de tous, ont décidé de leur donner un témoignage d'une grande portée, un témoignage public et national.

L'histoire, une fois de plus, a été dans son rôle. Elle a fait retentir sa voix puissante et des bienfaiteurs insignes que

l'humanité avait oubliés auront désormais le front ceint de lauriers.

Hier, c'était Jacques-Cartier, le hardi navigateur malouin; Champlain, le fondateur de notre Cité et le découvreur de nos grands lacs; Laval, le premier évêque des catholiques et l'organisateur de leur hiérarchie religieuse sur la terre canadienne; Montcalm, le vainqueur de Carillon et le grand vaincu du 13 septembre 1759; Lévis qui ne connut jamais l'amertume de la défaite. Aujourd'hui, c'est le tour des premiers missionnaires et des premiers éducateurs, ces humbles qui ont joué un si beau rôle autour de notre berceau et auxquels vous voulez donner comme nous, en 1917, une appréciation méritée.

Honneur à vous! Messieurs. Et vous avez eu la délicate pensée de nous prier de prendre part à ces fêtes, d'y apporter notre modeste, mais sympathique concours. Ce geste nous a été particulièrement agréable et nous a tous, veuillez le croire, profondément touchés.

Cette démonstration vous honore autant, peut-être plus que ceux auxquels elle est destinée.

Oui, elle vous honore. Vous montrez en effet, vous prouvez que vous avez l'esprit avisé, le cœur bien placé, un jugement sûr, un grand sens de l'équité, bref, que vous rendez et voulez toujours rendre à Dieu ce qui appartient à Dieu et à César ce qui appartient à César.

Elle honore ceux auxquels elle est destinée.

C'était des humbles, je le répète, des humbles qu'on oublie hélas! si facilement et si promptement. Et vous vous êtes arrêtés sur la terre qu'ils ont arrosée de leurs sueurs et de leur sang où ils ont peiné, où ils ont souffert, où ils sont tombés à la poursuite d'un noble idéal, dans la réalisation d'un patriotique et religieux projet, et vous avez écrit et vous avez parlé. Vous avez demandé aux individus, aux peuples, de ne pas avancer plus loin et, à tous, vous avez dit: "Déposez sur la trace de leur passage même—car ils n'ont même pas eu l'aumône d'une tombe, pas même une pierre pour

reposer leur tête lorsqu'elle est tombée sous la hache des bourreaux—déposez sur leur mémoire avec la fleur du souvenir celle de l'admiration, celle de la profonde reconnaissance". Vous avez fait davantage; vous avez demandé au granit et à l'airain de vous prêter leur concours et les individus ont prêté l'oreille, le peuple a écouté. Un monument s'est élevé dont la voix puissante fera désormais et sans cesse entendre la même, mais grande et salutaire leçon. Et quelle leçon? Celle du courage, de l'abnégation, du patriotisme, de la bonne entente, de la paix entre les hommes de bonne volonté.

En effet, ces pionniers de civilisation ont été des héros, des patriotes, des bienfaiteurs de l'humanité.

Quand on remonte le cours des âges à trois cents ans d'aujourd'hui, qu'on examine les conditions dans lesquelles ils se trouvaient et qu'on se reporte à l'heure présente, on se demande s'il était humainement possible de songer à de pareilles entreprises, et ils y ont songé, sans carte, sans boussole, sans guide; je me trompe: ils avaient, pour les éclairer dans ces régions de ténèbres, leur vive intelligence, et, pour les soutenir, leur indomptable énergie.

Et l'esprit encore une fois à vaincu la matière. La barbarie a reculé devant la civilisation; les ténèbres se sont dissipées devant la lumière. Ils voulurent agrandir le royaume de leur Roi ainsi que celui de leur Dieu et leurs vœux furent exaucés.

Bref, ces hommes n'ont pas fait une oeuvre stérile. Non, ils ont fait pousser le brin d'herbe là où il ne poussait pas, et jeté dans les esprits et les cœurs ces principes qui rendent les hommes meilleurs.

Je les salue ces hommes, je les salue bas, bien bas, avec fierté, avec une profonde vénération.

Ils sont de mon sang, plus particulièrement de ma langue et de ma foi.

C'est pourquoi votre aimable invitation nous a été particulièrement agréable et sensible ; nous l'avons reçue avec plaisir, acceptée avec empressement.

Vous avez la raison de notre fidélité au passé, de nos luttes constantes pour ne point rompre avec lui ; et le lien que nous croyons le plus sûr et le plus fort pour relier le présent au passé, c'est la langue, gardienne de la foi ; c'est le boyau de communication. Nous y sommes et nous luttons pour n'en sortir ni chez nous ni ailleurs.

L'histoire se répète : des événements qui se sont passés et que nous saluons, tirons une autre leçon.

Ces missionnaires de l'idée française et chrétienne voulurent faire la conquête des coeurs, des esprits, des territoires, non par les armes, non par la crainte, mais par de salutaires exemples et par de bons traitements, et ils y réussirent par ces moyens pacifiques. Ils se sont emparés de ces territoires par les traités et ils ont conservé leurs alliés par le respect de leurs moeurs, de leur langue, de leurs lois et l'alliance a été scellée par le sang chaque fois que l'occasion s'est présentée.

La conquête de ce continent a été l'enjeu de luttes longues et mémorables.

Nous avons de grands et glorieux ancêtres. Nous pouvons en être fiers ; c'est un culte légitime.

Mais il est un autre pays auquel nous devons désormais amour et fidélité : le Canada.

Une vaste étendue de son territoire a été confiée à nos soins ; nous y montons facilement la garde. Une autre portion presque aussi considérable est devenue notre patrimoine et vous avez également à coeur d'y faire régner la bonne entente afin d'en assurer le plein développement et la parfaite sécurité.

Mais, comme sur le front au cours de la dernière guerre, pour conserver son terrain : dans les circonstances, le Canada aux canadiens, le Canada à l'Empire, qu'importe l'uniforme —

qu'il soit bleu d'azur ou kaki — pourvu que dans la poitrine de celui qui le porte batte un coeur courageux et loyal.

Que l'on parle une langue et s'y attache, que l'on pratique une religion et la conserve, si ces sentiments ne sont pas affectés par des ennuis inutiles, diminués par des luttes stériles, un sentiment vigoureux se développera : l'amour de la patrie canadienne, et cette passion provoquera l'idée de ne rien faire qui puisse entraver sa course dans le chemin du progrès, de la prospérité, et qui puisse nuire à ses bons rapports avec l'empire ; c'est mon ambition, c'est mon désir. Que ce soit votre ambition, que ce soit votre grand désir.

Messieurs, veuillez croire à la sincérité des sentiments que j'ai exprimés et soyez assurés que j'emporte et conserverai de cette démonstration le meilleur souvenir.

REUNION ANNUELLE
DE LA
SOCIÉTÉ DU PARLER FRANÇAIS

UNIVERSITÉ LAVAL

Québec, le 7 février, 1923.

MESSEIGNEURS,

MESDAMES,

MESSIEURS,

La Société du Parler Français existe depuis bientôt vingt et un ans ; elle vient, en effet, d'atteindre son âge de majorité. Elle n'est donc plus jeune, si elle n'est pas encore vieille. Au contraire, cette enfant née d'un souffle généreux dont, hélas ! elle a trop tôt constaté l'absence autour de son berceau, est en plein développement de ses plus belles qualités et en état, plus que jamais, de répondre aux espérances de ses fondateurs pour lesquels elle a été constamment un sujet d'orgueil et une source de consolation.

Modeste et laborieuse, elle n'a guère connu, jusqu'à présent, que son humble cabinet de travail où dans le silence, patiemment, avec quelques fidèles, elle poursuit ses études, continue les recherches qu'elle a commencées sur notre parler, recherches qu'elle espère terminer dans un avenir prochain, et dont la publication constituera le glossaire du langage canadien-français et sera une réponse péremptoire à nos ennemis, à nos détracteurs, à nos calomniateurs, ne s'extériorisant qu'à de rares intervalles pour assister tantôt à un congrès, tantôt à une distribution de ses prix, toujours appréciés et vivement disputés.

Cependant, au moins une fois l'an, elle sort de sa retraite et se montre en public, je dirais mieux, Mesdames et Messieurs, devant vous. C'est l'heure de ses épanchements. Elle fait part alors de ses craintes, de ses luttes, de ses succès, de ses projets, donne de salutaires avertissements, de bons et sages conseils. Bref, après avoir rappelé les grandes lignes du programme qu'elle s'est tracé, à la manière d'une pucelle de France, elle lève l'étendard et demande qu'on la suive afin de bouter dehors, encore plus loin et toujours plus loin, les ennemis qui menacent sa Reine, notre langue maternelle. C'est une tradition avec laquelle elle n'a jamais voulu rompre.

Voilà pourquoi, ce soir, elle est encore ici, devant vous, et vous, vous êtes encore devant Elle, mais toujours plus nombreux, plus enthousiastes, plus sympathiques.

Votre présence est un bel hommage, un grand honneur, une haute approbation, un fort stimulant. Aussi, profondément touchée dans l'enthousiasme de ses vingt ans, vous crie-t-elle : MERCI, en même temps qu'elle renouvelle ses serments de fidélité à la cause qu'elle a épousée et servie jusqu'à ce jour avec une inlassable persévérance, une indéfectible fidélité, une vigilance de tous les instants, cause qui se résume à défendre, à propager la langue française sur la terre canadienne, à y perpétuer le miracle de notre survivance.

VIVRE et SURVIVRE : Deux mots d'une fière devise qui a synthétisé un programme, cristallisé un idéal, résumé tout un passé.

Ils voulurent en effet vivre sur notre sol ces colons de bonne foi, nos ancêtres, qui ont lancé à pleines mains avec un geste auguste de semeur, dans le sillon creusé par leurs sueurs et arrosé de leur sang, les germes féconds d'une civilisation nouvelle, la civilisation française. Pour y arriver, ils s'attachèrent à la terre, à l'Eglise, à l'école, bref, à leur foi et à leur langue. Ils restèrent, ils vécurent; et dans un pays neuf, comme on l'a écrit récemment, "une racine ancienne retrouva son adolescence".

Des circonstances que vous connaissez obligèrent le drapeau qui flottait sur leurs têtes "à ployer son aile et à repasser les mers". Elles le remplacèrent par un autre aux couleurs plus vives, mais non plus chaudes. C'est alors que non seulement ils voulurent vivre, mais survivre, et, plus que jamais, ils s'attachèrent à la terre, à la langue, à la foi, aux traditions ancestrales. Ils sont restés; ils ont vécu; ils ont survécu. Voilà des ancêtres dont nous pouvons être fiers!

Tout le monde, a-t-on dit, veut avoir des ancêtres, mais personne ne songe à en être. A notre tour, songeons à en être. Nous voulons, nous aussi, "rester, persister, nous maintenir, être un témoignage".

Les mêmes causes produisent les mêmes effets et les mêmes méthodes donnent les mêmes résultats. Aimons donc la terre, la bonne terre de chez nous; entourons l'école de notre sollicitude, l'Eglise de notre profond et continuel respect. Le miracle continuera; la survivance se maintiendra pour notre avantage et notre honneur. Nous resterons, nous persisterons, nous nous maintiendrons, nous serons un vibrant témoignage.

Coincidence heureuse: l'Eglise, la terre, l'école sont particulièrement représentées parmi nous, aujourd'hui, et se feront entendre au cours de cette séance.

L'EGLISE, par l'un de ses membres les plus distingués et les plus sympathiques, M. l'abbé Arthur Maheux, professeur de l'une des deux rhétoriques du Séminaire de Québec, licencié

ès lettres et diplômé d'études supérieures de l'Université de Paris, Vice-président de la Société du Parler Français. Il sera dans son rôle, car son intention est de faire subir à notre conscience nationale un examen minutieux, et, s'il y découvre des faiblesses, des fautes, d'en exiger l'aveu avec un grand regret, avec, surtout, un excellent ferme-propos.

LA TERRE, cette grande amie, par un de ses plus fidèles serviteurs, M. Alphonse Désilets, poète, dont les oeuvres d'une saine et noble inspiration ont déjà recueilli des suffrages flatteurs et mérités. Il saura faire passer sur nos fronts la brise réconfortante du terroir.

Enfin, l'ECOLE, je dirais mieux, les sept mille écoles primaires canadiennes-françaises et catholiques de notre province, avec leur quinze mille instituteurs et institutrices ainsi que leur quatre cent cinquante mille élèves qui, par la bouche de leur modeste Surintendant, vous promettent de donner à la langue maternelle — à la langue française — une place encore meilleure, encore plus large, et de redoubler d'efforts, les uns pour l'enseigner, les autres pour l'apprendre, tous pour la parler mieux, tous pour l'écrire plus correctement.

De nouveau, la scène se passera sous le toit hospitalier de l'Université Laval, vestale à laquelle on a confié la garde du feu sacré et phare au foyer puissant qui éclaire notre marche vers les sommets de la haute culture morale, intellectuelle et scientifique.

Afin qu'il ne manque rien à la fête et que les coeurs battent à l'unisson, la Société Symphonique répandra abondamment sur l'auditoire des flots d'harmonie.

A l'Alma Mater, d'abord, aux autres ensuite, ces précieux et dévoués collaborateurs de tous les instants qui vont acquérir de nouveaux titres à notre admiration et à notre reconnaissance, mes plus sincères remerciements.

Dans de telles conditions, nous nous élèverons certainement au-dessus de notre misérable planète et nous entendrons

mieux l'appel de la race, l'appel de cette soeur aînée, absente mais jamais oubliée, au pays d'Evangéline, l'appel de ces frères éloignés, mais toujours présents sous le drapeau étoilé, l'appel enfin de nos infortunés compatriotes de l'Ontario et du Manitoba qui, tous, demandent que le parlement de la langue française en Amérique, prorogé il y a dix ans, soit convoqué, pour la dépêche des affaires, dans un délai raisonnable.

Nous y répondrons afin qu'au Pays de Québec, "où rien ne doit mourir, où rien ne doit changer", la langue française qui, il y a trois siècles remontait majestueusement notre grand fleuve, ne le redescende jamais.

MANIFESTATION DE LA JEUNESSE ECOLIERE

AU

MONUMENT LAVAL

Québec, le 16 mai, 1923.

JEUNES GENS,

Vous êtes d'une modeste, mais noble famille: la famille canadienne-française et catholique. Dans toute famille dont l'organisme fonctionne normalement, dont le coeur est à la bonne place et la tête bien posée, on a le culte du passé, on pratique la religion du souvenir, on entoure d'un profond respect la mémoire des grands ancêtres. On est fier de porter leur nom, de rappeler leurs luttes, leurs succès, leur longue, utile et glorieuse carrière. On saisit toujours avec le plus grand plaisir et le plus vif empressement l'occasion de faire un pieux pèlerinage au berceau de leur origine, de s'y agenouiller, de leur rendre un témoignage mérité de notre admiration et de notre reconnaissance. De ces pèlerinages l'on revient souvent, pour ne pas dire toujours, avec la noble et forte résolution de continuer l'oeuvre des chers disparus, d'en assurer le développement le plus entier, le plus complet, et, ainsi se donne la meilleure preuve d'une filiale affection, d'un indéfectible amour.

Votre famille, jeunes gens, la famille canadienne-française et catholique, ne pouvait donc laisser passer d'une manière inaperçue le jour que nous célébrons, le trois-centième anniversaire de la naissance du Vénérable François de Montmorency Laval, premier évêque de la Nouvelle-France, organisateur de la hiérarchie religieuse sur la terre canadienne. Non ! Aussi, a-t-elle saisi avec enthousiasme cette occasion de chanter une de ses gloires les plus pures, de lui manifester sa grande admiration, de lui exprimer sa profonde reconnaissance.

Vous ne pouviez, jeunes gens, ne point prendre part à ce triduum national et religieux et vous allez tout de suite y contribuer en mêlant votre voix, par l'intermédiaire d'un modeste interprète, à ce concert d'éloges qui s'élève en ce moment de toutes parts autour d'un beau nom, d'une sainte vie, d'une laborieuse carrière, bref, de la mémoire d'un grand serviteur de Dieu, de l'Eglise et de l'Etat.

En Laval, les uns saluent aujourd'hui le saint prêtre, le grand évêque ; d'autres, le dévoué missionnaire qui est venu dépenser dans notre jeune pays les inépuisables trésors d'un zèle apostolique. Quant à nous, nos hommages iront plus particulièrement à l'éducateur, aussi l'un des pères de la Patrie canadienne.

Lorsque Laval remonta pour la première fois notre majestueux Saint-Laurent, il remarqua, sans aucun doute, sur les deux rives, des jalons qui indiquaient la route parcourue par ses prédécesseurs, ou mieux, des croix avec l'inscription suivante : "Pour le Christ et pour la France". C'était la destination fixée ; c'était le programme tracé lors de la prise officielle de possession. Un peuple nouveau était donc né. Sur son front, l'eau régénératrice avait coulé et il fallait désormais, par une vigilance de tous les instants, assurer son développement physique, moral et intellectuel afin qu'il prenne une place, une large place, et la conserve toujours au banquet des nations.

Laval saisit aussitôt la situation et comprenant la grandeur de son rôle, l'importance et la responsabilité de sa mission, se haussa à la hauteur des circonstances.

Grand administrateur, il allait prévoir d'une manière magistrale.

L'ÉCOLE ET L'ÉDUCATION

“Né dans le lys, ce peuple nouveau grandira dans les roses”. Mais, hélas! vous le savez, il n'y a pas de rose sans épines. Rameau détaché “du grand arbre dont les racines plongent au vieux sol de France”, jeté sur un territoire immense que baignent trois océans, il ne portera de fleurs, il ne produira de fruits qu'après avoir profondément enfoncé ses racines, car des souffles d'une grande violence l'agiteront souvent, et, pour lutter contre eux, il sera toujours seul.

LA TERRE: Il lui faudra en faire la conquête et il ne s'en emparera qu'après de longs et pénibles efforts. Elle deviendra ensuite et restera toujours sa meilleure amie.

Les habitants de cette terre, devenus soudain des ennemis irréductibles, lui feront une guerre cruelle et sans merci.

Les voisins, enviant un si riche butin, le lui disputeront avec acharnement pendant de nombreuses années et finalement en obtiendront la cession.

Le drapeau qui protégea ses premiers pas et fut le témoin de ses modestes débuts sera descendu de force; il repassera les mers. Pour rester fidèle à ce dernier qui ne reviendra plus, tout en étant loyal à l'autre, au successeur, le peuple canadien luttera, gravira même un calvaire libérateur.

Au sortir du berceau il s'engagea donc sans appui, dans l'âpre chemin de la vie, ne comptant que sur ses propres forces, que sur ses seules ressources; rude épreuve à laquelle il sera soumis, mais dont il triomphera, grâce à sa bonne formation morale et intellectuelle, grâce à son excellente organisation religieuse et scolaire, grâce au respect de l'école, grâce à l'amour de l'église, à la conservation de sa foi, de sa langue, de ses institutions, nobles sentiments qui ne lui auront pas été inspirés

en vain. Oui, il en triomphera d'abord pour son propre avantage, puis pour l'honneur et la gloire de ses illustres maîtres parmi lesquels le vénérable François de Montmorency Laval s'est particulièrement distingué.

L'avenir, certes, est à Dieu ; mais l'avenir ne peut-il être quelque peu pressenti, prévu, organisé ? C'est le propre du génie de percer les nuages qui le dérobent aux regards des humbles mortels. Laval perça les nuages, vit les grands dangers dont serait menacée la jeune et nouvelle colonie et comprit de suite que seule une éducation, selon sa nature et ses instincts, lui assurerait l'avenir, l'existence, et, le cas échéant, la survivance. Le moyen était et fut efficace ; il en fit bon et grand usage. L'oeuvre était commencée, mais il en élargit les cadres, en fortifia les bases, la développa considérablement.

En effet, nos pères, vrais apôtres et fondateurs soucieux, voulaient aussi l'avenir. Ils ne pouvaient donc se désintéresser de l'importante question de l'éducation, de l'éducation de l'enfance et de la jeunesse, ces pierres angulaires d'une race, d'un peuple. Ils ne s'en désintéressèrent point. Ils ne s'en désintéressèrent jamais, car ils savaient "que celui qui a l'enfant a l'avenir" et ils voulaient l'avenir ; ils savaient que "tant vaut le maître, tant vaut l'élève" et ils voulaient des élèves qui seraient leur parure, les continuateurs de leur patriotique entreprise. Aussi, lorsqu'ils emmenèrent les germes du peuple nouveau, se firent-ils accompagner par de grands et dévoués éducateurs, par de saintes et nobles éducatrices : les Récollets, les Jésuites, les Sulpiciens, les prêtres des Missions étrangères, les soeurs Marie-de-l'Incarnation, Marguerite Bourgeoys, Madame de la Peltrie, Mademoiselle Jeanne Mance. Voilà pourquoi, lorsque surgirent les établissements des pionniers, s'ouvrirent en même temps des écoles sous l'habile direction et la haute inspiration de ces précieux collaborateurs, de ces dévouées collaboratrices de la première heure et j'ajoute immédiatement, pour être juste, de tous les instants.

Enseignement primaire, enseignement technique, enseignement agricole, enseignement classique ou secondaire, aucun ne

fut ignoré par le grand zèle de notre premier évêque, et les classes agricole, ouvrière, industrielle, commerciale, bref, toutes les classes de la société furent ainsi l'objet de sa plus tendre sollicitude.

Les foyers existants, ces heureuses initiatives de l'origine, il les encouragea d'une manière efficace, soit en leur fournissant des institutrices, soit en leur envoyant des élèves dont il paya lui-même la pension, favorisant, d'autre part, la diffusion de l'enseignement primaire dans toutes les régions.

Le 26 mars 1663, il fondait un grand séminaire — école de vertus—“où seraient développées, cultivées, mûries les vocations sacerdotales”, et, le 9 octobre 1668, il jetait les bases d'un séminaire, pépinière où se recruteraient notre clergé canadien, nos classes professionnelles, notre élite religieuse, politique et civile, et d'où sortirait deux siècles plus tard, comme une fleur de sa tige, l'université à laquelle on donna son nom: “citadelle et sanctuaire où s'élabore l'avenir, où se réchauffe la foi antique”.

Enfin, par la maison de Saint-Joachim, nous lui devons notre première école des arts et métiers, notre première école technique, notre première ferme modèle, notre première école normale.

Il avait payé de sa personne; il avait payé de ses deniers. Il alla plus loin et plus haut; dans un geste sublime, comme le pélican qui ouvre son aile et se donne en pâture à ses petits, il se dépouilla de la totalité de ses biens afin d'assurer l'existence d'oeuvres si belles, filles de sa noble pensée et de son grand coeur.

LAVAL ET LA FAMILLE: LAVAL ET LA PAROISSE

La seule quoique très importante question de l'éducation ne pouvait absorber entièrement la dévorante activité de celui qui a été appelé Père de la patrie canadienne, Gardien de la cité, Sauveur du peuple. Aussi la famille, cellule mère de

la société, et la paroisse, rempart d'une nationalité, furent-elles en même temps l'objet de sa particulière attention.

LA FAMILLE: Il surveilla avec le plus grand scrupule l'entrée de tous ses éléments constitutifs. Il ne désira, ne voulut et n'accepta que des sujets physiquement sains, intellectuellement sains, moralement sains. Il procéda avec une sage lenteur et une extrême prudence. Il préférait attendre, attendre même longtemps, plutôt que de remplir précipitamment la colonie et ce d'une manière non désirable. D'ailleurs, il savait où il allait — c'est-à-dire qu'il ne bâtissait pas pour l'heure présente — que la famille serait la garantie du succès et qu'elle assurerait la réalisation de ses plus chers espoirs. Il n'épargna rien pour lui donner une forte, une puissante armature.

LA PAROISSE: Prolongement de la famille, elle pouvait encore moins échapper à sa prévoyante perspicacité. Il connaissait la situation et comprit de suite l'importance d'un tel organisme, le rôle qu'il jouerait dans notre vie religieuse et nationale, l'influence considérable qu'il exercerait sur nos destinées. Aussi, encouragea-t-il le groupement des familles autour d'un même clocher, avec un curé résident pour les diriger, les consoler, les soutenir, et fut-il très heureux et toujours empressé de consentir à l'érection d'une nouvelle paroisse.

Et ensuite que viennent l'isolement, l'abandon, la persécution, la famille résistera, la paroisse restera un bloc intangible et le précieux dépôt confié à leur garde, le glorieux patrimoine des vertus ancestrales, sera conservé, sera transmis; véritable miracle qu'on appelle, avec raison, le "miracle canadien" qui a été opéré par notre premier, grand et saint évêque.

Hier, il y a quinze ans, jeunes gens, nous nous réunissions à cet endroit même sur la tombe du héros de ce jour.

Aujourd'hui, c'est autour de son berceau.

Demain, ce sera aux pieds des autels sur lesquels Rome l'aura placé, car l'annonce de cette nouvelle que nous attendons avec une si vive impatience ne saurait maintenant tarder.

Dans quelques instants, nous serons dans la chapelle de son cher petit séminaire pour y chanter, pour y prier. Le Ciel appartient à ceux qui lui font violence; profitons donc de la circonstance pour lui arracher cette insigne et particulière faveur. Et toi, Laval, descends de ton piédestal et suis-nous dans cette marche à la canonisation jusque chez les fidèles et dévoués continuateurs de ton oeuvre bienfaisante parmi nous. Prolonge ton séjour au milieu d'eux.

Avant longtemps, la France, notre chère mère patrie, ajoutera une autre nom, le tien, à la longue liste des saints qu'elle a fournis, des puissants protecteurs qu'elle a donnés à l'humanité et qu'elle donnera, dans la circonstance, à notre nationalité. Nous irons alors t'y chercher; l'heure sera éminemment propice pour effectuer le retour. Les blessures que le feu a faites récemment à ta basilique seront cicatrisées. Un de tes successeurs (1), dont la pourpre romaine a orné les épaules, sera sur le monument que la postérité reconnaissante lui aura élevé et nous te conduirons au milieu d'une population enthousiaste, dans l'apothéose de la gloire, au panthéon de l'Eglise catholique, apostolique et romaine.

(1) Le Cardinal E.-A. Taschereau.

BANQUET SOUS LES AUSPICES
DE LA
SOCIÉTÉ SAINT-JEAN-BAPTISTE
DE QUÉBEC

SANTÉ PORTÉE À LA FEMME CANADIENNE

Québec, le 25 juin, 1923.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

MESSIEURS,

Il est bon, il est nécessaire qu'un peuple s'arrête dans sa marche, ne fut-ce qu'une fois l'an, s'agenouille au pied de ses autels, des autels communs de la religion et de la patrie, et communie à la table sainte de son passé, de ses souvenirs. Toujours, il se relève meilleur, avec une conscience plus soucieuse, mieux avertie, résolu plus que jamais à ne sacrifier aucune parcelle du patrimoine ancestrale, à ne point dévier du chemin qui le conduit à sa véritable destination.

C'est la mission des sociétés nationales de rappeler au peuple l'accomplissement de ses nobles et importants devoirs.

C'était votre mission, Président et Officiers de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec, de les rappeler au nôtre, au peuple canadien-français. Vous n'y avez jamais failli. Depuis quatre-vingts ans, sans jamais y manquer, à chaque veille de la Saint-Jean, vous avez demandé à ce groupe sur la terre canadienne qui parle la même et belle langue, *la langue française*, qui pratique la même et seule véritable religion, *la religion catholique*, qui habite le même territoire, *la terre des sou-venirs, la Province de Québec*, qui a un passé de gloires communes, un présent chargé des mêmes soucis, un avenir formé des mêmes espérances, oui, chaque année, vous avez demandé à ce groupe qui a les éléments constitutifs d'un peuple, par conséquent à ce peuple, au peuple canadien-français, d'arrêter sa course, de s'agenouiller pendant quelques instants au pied des autels élevés sur la cendre de ses pères et de ses martyrs afin de puiser à ce contact salulaire de nouvelles, de plus fortes énergies.

Cette année, vous êtes en outre revenus à une vieille tradition, aux agapes fraternelles, et vous m'avez prié d'y assister et de répondre à la santé qui serait alors portée à la femme canadienne. J'ai accepté avec plaisir et empressement, heureux et fier de vous donner en même temps une appréciation méritée, de vous rendre un témoignage non équivoque de mon admiration pour les bons et précieux services que vous avez rendus, que vous rendez à ma nationalité, à la nationalité canadienne-française.

Vous avez obéi, Messieurs, à un noble sentiment, à une haute inspiration, lorsque vous avez inscrit la femme canadienne, c'est-à-dire nos aïeules, la femme canadienne, c'est-à-dire nos mères, la femme canadienne, c'est-à-dire nos épouses, la femme canadienne, c'est-à-dire nos soeurs, la femme canadienne, c'est-à-dire nos filles, sur le menu de ce banquet, au tableau d'honneur, en ce jour où nous célébrons notre fête nationale.

Elle a droit à de tels égards. Aussi, suis-je certain d'être son interprète fidèle en vous priant d'agréer ses remerciements les plus sincères et de croire à sa profonde reconnaissance.

Nous lui devons un glorieux passé, un présent de tout repos, un avenir rassurant. Nous lui devons la survivance de notre nationalité, la conservation de notre langue et de notre foi. Non seulement elle a donné de nombreux fils à la famille, mais elle leur a appris la langue qu'ils parlent et enseigné la religion qu'ils pratiquent. Elle a été une grande force morale, la véritable pierre angulaire de notre famille, la plus précieuse auxiliaresse de l'Eglise et de l'Etat. Elle est le véritable rempart de notre race.

Hier, elle a été à la peine; aujourd'hui, elle est à l'honneur. Elle mérite cet hommage reconnaissant de notre peuple. Nous nous en réjouissons sincèrement et nous nous inclinons sur son passage en disant: elle est meilleure, elle est plus grande que nous.

Avec elle, nous avons eu le passé; avec elle, nous aurons l'avenir, mais à une condition: Qu'elle n'évolue point; qu'elle reste telle qu'elle a été, telle que nous l'avons connue, aimée, respectée et vénérée.

Et, s'il en est ainsi, elle continuera de jouer parmi nous un grand rôle, de remplir chez nous une noble mission. La Providence aura accordé une nouvelle et insigne faveur à la nationalité canadienne-française, à notre nationalité.

SEANCE PUBLIQUE ANNUELLE
DE LA
SOCIETE DU PARLER FRANÇAIS

UNIVERSITE LAVAL

Québec, le 3 avril, 1924.

MONSEIGNEUR LE RECTEUR, (1)

MESSEIGNEURS,

MESDAMES ET MESSIEURS,

La Société du Parler Français ne compte pas encore trois décades, et, cependant, elle a déjà de vieilles, de bonnes, de saintes traditions dont l'une : la tenue annuelle d'une séance publique. Depuis sa fondation, elle n'y a jamais manqué. Vous aussi vous avez été des fidèles et, ce soir, vous lui donnez une nouvelle et touchante preuve de vos bonnes dispositions. Aussi votre réponse à son invitation, votre présence en plus grand nombre à cette réunion la remplit-elle d'une grande joie et ouvre-t-elle son coeur à l'espérance, car votre

(1) Mgr C.-N. Gariépy, Recteur de l'Université Laval.

présence c'est l'approbation, l'appréciation de ses modestes efforts; c'est la preuve d'un intérêt croissant; c'est enfin l'assurance d'une plus étroite, et, partant, plus active collaboration.

Un programme, Mesdames, Messieurs, peut être élaboré avec le plus grand soin et un appel lancé avec chaleur, avec force; mais cela, vous le savez, n'est pas suffisant. Il faut que cet appel soit non seulement entendu, mais reçoive surtout une réponse prompte, sincère et généreuse.

L'histoire de notre Société ne vous est pas étrangère. Rien n'empêche, toutefois, que nous fassions un court, mais pieux pèlerinage au berceau de ses origines.

Il y a vingt-deux ans près, quelques adolescents, à l'esprit mûri avant l'âge, apôtres au coeur généreux et patriotes avertis, conscients de leurs responsabilités et soucieux de leurs devoirs, convaincus que leur langue, la langue française, notre langue maternelle, courait de graves dangers, jetèrent les bases d'une forte organisation destinée à la conserver, à la propager, à la défendre.

La Société du Parler Français au Canada était née. La ville de Samuel de Champlain ajouta alors une nouvelle et belle page à ses annales, un nouveau fleuron à sa réputation, un nouveau titre à notre admiration et à notre vénération.

Ils élaborèrent un magnifique programme et sonnèrent de suite la note du ralliement.

Pour atteindre leur objectif, la conservation, l'extension, la culture de la langue française au Canada, ils songèrent aux moyens d'action suivants: je cite la loi constituant en corporation leur Société: l'étude et l'enseignement du français en général, en particulier du français parlé au Canada, dans ses sources, son histoire, ses caractères, sa situation légale et ses conditions d'existence; l'établissement, l'organisation et la direction de réunions d'étude, de cercles, de cours, de conférences et de congrès; la mise en pratique des méthodes propres à répandre le goût et la culture de la langue française, écrite

et parlée au Canada, à la défendre des dangers qui la menacent, à assurer sa conservation, à favoriser son extension; le développement d'une saine critique et d'une littérature nationale dans le Canada français; l'encouragement aux lettres canadiennes-françaises; l'organisation de concours; la fondation de prix; l'attribution de récompenses; l'octroi de diplômes et de certificats; la propagande par la parole et par la plume; la publication d'ouvrages, de bulletins et de périodiques, et, en général, les œuvres et les entreprises pouvant aider la Société à réaliser ses projets.

Ils eurent raison; encore une fois, rendons-leur un témoignage ému et reconnaissant, car il y avait danger en la demeure ancestrale: l'anglicisme, l'archaïsme, le néologisme s'y étaient confortablement installés.

Ils s'adressèrent à l'individu, à la famille, au milieu social, à la Presse, à l'Eglise, à l'Etat, à la race, afin de déloger les intrus et l'individu, la famille, le milieu social, la Presse, l'Eglise, l'Etat, la race répondirent promptement à leur appel et se mirent à l'œuvre avec un entrain qui, depuis, ne s'est jamais ralenti; aujourd'hui, après une longue et âpre lutte, les fondateurs peuvent jeter sur le passé un regard de satisfaction.

N'auraient-ils fait qu'éveiller, comme on l'a dit avec raison, une vertu qui s'en allait sombrant: le respect religieux de sa majesté la LANGUE française, ils auraient droit aux éloges qu'on leur décerne.

Mais ils ont fait mieux et davantage: sous leurs coups répétés, l'anglicisme a reculé; grâce à leurs patientes recherches, de vieux mots ont repris leur place au foyer de la famille et des nouveaux ont été évincés; leur campagne en faveur du beau langage a été productive des meilleurs résultats.

Et notre génération, nous pouvons l'affirmer sans crainte d'être contredits, est mieux armée que celle d'hier.

Ils ont donc bien mérité de la nationalité canadienne-française.

Les ennemis ont perdu du terrain, c'est un fait incontestable, mais ils n'ont pas abandonné la partie ni renoncé à leurs projets.

Le danger existe donc encore; oui, certes, et il y a encore de gros nuages à l'horizon, des ennemis, hélas! toujours les mêmes, ennemis du dedans, ennemis du dehors, à combattre, à repousser. Ceux du dedans, l'anglicisme et le néologisme, pour ne mentionner que les plus dangereux, continuent leur travail de désagrégation; ceux du dehors, les tenants de la théorie d'une seule langue au pays, en dehors de la réserve de Québec, ne manifestent aucun signe d'abattement.

Je n'en veux d'autre preuve que la récente et pathétique déclaration de l'honorable N.-A. Belcourt, le dévoué président de l'Association d'Éducation d'Ontario: "Depuis quelques semaines, écrivait-il le 21 mars dernier, la rumeur s'accrédite que la question des écoles bilingues d'Ontario est réglée. Une autre affirmation plus hésitante, celle-là, voudrait que le règlement XVII soit devenu lettre morte et que les officiers du Ministère de l'Instruction publique le considèrent ainsi. Le règlement XVII existe toujours; il n'a pas été changé et l'organisation que le Ministère de l'Instruction publique a mise sur pied pour l'introduire dans nos écoles est en pleine activité. Le règlement XVII continue de prohiber l'usage et l'enseignement du français dans toutes les écoles fondées par les pères de famille canadiens-français depuis 1912. Dans les écoles où le français était enseigné avant 1912, le règlement XVII ne permet l'enseignement du français que pendant *une heure par jour*, dans chaque classe, et en autant seulement que cet enseignement ne nuit en rien au programme anglais déjà surchargé. Le Ministère de l'Instruction publique refuse de payer les octrois qu'il retient *annuellement* depuis 1912.

"Les instituteurs à qui on a, en 1912 et plus tard, enlevé les certificats qu'ils détenaient légalement sont encore exclus de nos écoles. Les injonctions prises contre la commission scolaire d'Ottawa empêchent celle-ci de réparer les écoles exis-

tantes et d'en construire d'autres pour donner l'instruction à près de 2000 enfants qui ne peuvent trouver place dans les écoles actuelles. En plusieurs endroits, les Canadiens-Français ont dû, à leurs propres frais, ériger des écoles libres et subvenir eux-mêmes aux salaires des instituteurs et à l'entretien de ces écoles, tout en étant obligés, de par la loi, à payer l'impôt scolaire pour des écoles que ne fréquentent pas leurs enfants".

Déclaration simple, complète, éloquente. "L'éloquence c'est le son que rend une grande âme". Vous venez d'en entendre un de la grande âme d'un véritable patriote qui me dispense de tout commentaire et écarte toute discussion.

Il y a donc encore péril en la demeure, à l'intérieur comme à l'extérieur. Pour l'éviter, pour l'écarter, les efforts isolés sont et seront impuissants; il faut des efforts combinés. Organisons, par conséquent, et sans retard, une coopération de toutes nos forces vives pour la défense et la conservation de cette précieuse partie de notre patrimoine: l'idiôme national.

Que les individus, les familles, les milieux sociaux, l'école, depuis la plus humble jusqu'à la plus importante, la paroisse, l'Eglise, l'Etat, bref, que toute la race entre à fond dans la mêlée. Ce ne sera pas trop de tous leurs efforts réunis pour maintenir les positions gagnées, remporter la victoire.

La Société du Parler Français lance de nouveau l'appel avec la conviction qu'il trouvera un écho immédiat dans le coeur de tous les vrais Canadiens-Français.

Mais, si nous avons des calomniateurs, des détracteurs, des ennemis, nous pouvons en toute circonstance, en même temps, compter sur de fidèles alliés, de dévoués amis et d'intrépides défenseurs.

Ce soir, deux de ces derniers, deux jeunes gens qui ont toujours suivi avec un vif intérêt les travaux de notre Société, mettent à sa disposition, afin de lui assurer un nouveau succès, le fruit de leurs recherches, le résultat de leurs études.

Le premier, M. l'abbé Georges Roy, est un élève du Séminaire de Québec et de l'Université Laval où, chemin faisant, il a pris sa licence en philosophie et en droit canonique ainsi que son doctorat en théologie. Tous ces titres lui valurent d'abord une chaire au Grand Séminaire et on lui confia, ensuite, le cours de philosophie pour les finissants, cours qu'il donne encore actuellement. Ami des lettres, il s'est déjà acquis des connaissances enviables dans ce domaine; ses loisirs, enfin, les jeunes se les partagent avec grand profit.

Le second, M. Antonio Langlais, est avocat au Barreau de Québec, titre dont il est fier et avec raison.

Par un travail consciencieux, il s'y taille rapidement une large place.

Les tâches les plus modestes ne lui répugnent point. Ainsi, il est un assidu aux séances du comité qui prépare notre glossaire canadien et où son active et intelligente collaboration est vivement appréciée.

Dans quelques instants, vous aurez les prémices de leur talent comme conférenciers. Mes meilleurs voeux de succès les accompagnent et, avec mes remerciements les plus sincères, je puis, dès maintenant, les prier d'agréer mes très cordiales félicitations.

Une part, une large part de ces sentiments, vous l'avez deviné, va à cette société soeur, la Société symphonique dont la précieuse sympathie pour notre oeuvre est constante, et, partant, si touchante. En effet, ce soir, comme à chacune de nos autres séances, elle est au programme; et je suis certain qu'elle va rendre encore les notes qui, tout en nous transportant dans le monde de l'infini, soutiendront, une fois de plus, sa bonne et belle réputation.

Rien de ce qui peut arriver aux nôtres, Mesdames et Messieurs, dans les autres provinces de la Confédération ou sous le drapeau étoilé, ne nous échappe, nous trouve insensibles et nous laisse indifférents. Nous observons leurs moindres mou-

vements et suivons avec une légitime fierté leur campagne de conservation et de revendication. Et s'ils poussent des plaintes sous le coup de la douleur, car le fer de la persécution laboure parfois leur chair, nous n'y restons pas sourds. Nous mettons du baume sur leurs plaies afin qu'elles se cicatrisent et ne laissent s'écouler en vain la sève de la race.

Voilà pourquoi nous avons voulu être et avons été parmi les premiers qui ont récemment répondu à nos compatriotes de l'Ontario; c'était notre devoir. Nous avons toutefois un regret: que notre souscription n'ait pas été plus élevée.

Qu'ils n'en aient jamais doute! Nous sommes avec eux de cœur et d'esprit; toujours à leur côté dans cet engagement, et, si la chose redevient nécessaire, nous serons heureux et fiers, les ressources le permettant, de répéter le même geste.

D'autre part, nos efforts sont suivis, appréciés, récompensés.

Le sept décembre dernier, une nouvelle se répandit qui nous a profondément réjouis.

Le prix de fidélité à la langue française, à l'étranger, était décerné par l'Académie française à l'Université Laval.

Nous ne voulons pas, nous ne pouvons, ALMA MATER, t'enlever une parcelle de ton mérite. "Les parents, tu le sais, sont la gloire des enfants"; nous sommes sous l'empire de ce sentiment.

Spectacle grandiose et émouvant ! La mère, la vieille France, venait dire à sa fille, la nouvelle France: "Je suis contente, je suis fière de toi ! Tu es toute ma parure, ma consolation, mon plus bel espoir. Depuis deux cent cinquante-ans, car *comme une fleur sort de sa tige*, tu es sortie du vieux Séminaire de Québec; tu as été une grande puissance morale, un centre de résistance, un sanctuaire de piété nationale où l'avenir s'est élaboré, a été assuré. Tu as bien mérité à mes yeux, aux yeux de tous. Reçois, avec un baiser affectueux, ce faible témoignage d'une sincère, mais non tardive admiration, d'une profonde reconnaissance".

En reprenant mon siège, Mesdames et Messieurs, je rentre dans les rangs dont je suis sorti il y a deux ans et où une trop grande bienveillance était venue me chercher pour me charger d'un poste périlleux. J'emporte avec moi et conserverai toujours, veuillez le croire, le meilleur souvenir de mon passage en ce milieu, de mes dévoués compagnons d'armes. Mais je ne meurs pas tout entier et, là comme ici, demain comme aujourd'hui, pour Celle que je parle et que j'aime, ma langue maternelle, la belle et douce langue française, à tous je ferai pour tous la lutte sans merci. Ma tâche étant remplie, je cède la place à la Musique et à l'Eloquence.

BANQUET A L'HOTEL MAJESTIC
A L'OCCASION DU
SOIXANTE-QUINZIEME ANNIVERSAIRE
DE LA
Fondation de la Société Saint-Jean-Baptiste-
de-Bienfaisance de New-York.

New-York, le 23 mai, 1925.

MONSIEUR LE PRESIDENT,

MESDAMES ET MESSIEURS,

Inutile de feindre ou de dissimuler ; je suis profondément touché par votre sympathique accueil, par la tonalité chaude, la note élevée des discours qui ont été prononcés pour nous souhaiter la bienvenue, exprimer la satisfaction, la joie que vous éprouvez de notre participation à ces fêtes organisées pour célébrer dignement le SOIXANTE-QUINZIEME anniversaire de la fondation de votre belle Société, je dirais mieux, à cette démonstration nationale.

Je redoute ce mal qui me trouble, m'inquiète même, car, dans un tel état d'esprit, pourrai-je remplir d'une manière satis-

faisante ma mission, exécuter mon mandat ? J'aime, toutefois, cet état causé par une relation vivement sentie, preuve non équivoque que nous avons une commune origine, la même mère, le même berceau, partant, que nous sommes des compatriotes, des frères, à la poursuite d'un même et bel idéal : la survivance de l'idée française et catholique sur le continent américain. Mes remerciements les plus sincères pour votre amabilité, et, aujourd'hui, aucun appel à votre indulgence ; vous allez en être prodigues.

Je suis heureux et fier, Mesdames et Messieurs, d'être avec vous en ce moment ; je suis aussi heureux et fier d'y être comme le délégué de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec, votre soeur octogénaire qui sait "des ans réparer l'irréparable outrage".

MESSAGE DE LA SOCIÉTÉ SAINT-JEAN-BAPTISTE DE QUÉBEC

Et, sans plus tarder, je dépose entre vos mains, Monsieur le Président, le message qu'elle m'a confié pour vous au nom des cent mille Canadiens-Français qu'elle représente dans la Cité de Champlain, pierre angulaire de la nationalité canadienne-française : un message de chaude amitié, de grande admiration, de sincère appréciation, de profonde reconnaissance, d'inébranlable confiance.

DATES ET ÉVÉNEMENTS

Il est des dates qu'il faut buriner dans le granit ou le bronze afin que les individus comme les peuples ne les oublient jamais ; il est des événements, au cours de l'existence d'une famille, d'une société, d'une race, que l'on doit célébrer simplement ou pompeusement, mais que l'on doit célébrer, car les démonstrations qui ont alors lieu, véritables pierres blanches du chemin, provoquent nécessairement des retours dans le domaine du passé

et des incursions dans la région de l'avenir dont le salutaire résultat est la décision prise immédiatement de ne reculer devant aucun sacrifice afin que l'avenir soit un écho fidèle du passé.

1925 est pour vous, Messieurs, une de ces dates; le SOIXANTE-QUINZIÈME anniversaire de la fondation de votre belle Société, un de ces événements.

La date se burine et l'événement se célèbre depuis plusieurs jours par des fêtes grandioses, au souvenir inoubliable dont les échos vont se répercuter jusque dans les coins les plus reculés de l'âme canadienne-française.

Honneur et louange à ceux qui ont réalisé cette belle idée avec un si franc et si mérité succès !

L'ATAVISME

Encore une fois, Messieurs, l'atavisme a percé et vous a montrés sous votre vrai jour. Vous auriez pu vous réjouir d'un si glorieux événement en égoïstes, seuls, dans l'intimité du foyer. Mais, vous ne l'avez point voulu. Au contraire, vous avez élargi le cercle, allongé la table hospitalière de la famille afin que tous ses membres puissent y prendre place. Et vous avez pensé à NOUS, aux aînés, à ceux qui sont restés sur le bien paternel, qui n'ont point quitté la terre ancestrale. Et vous les avez invités. Ce geste les a profondément touchés. Votre appel a été entendu. Ils y ont répondu avec empressement, et, veuillez le croire, avec allégresse.

C'est sous l'empire de ces sentiments qu'ils sont venus prendre, qu'ils occupent en ce moment la large place que vous leur avez faite à ces agapes fraternelles.

Vous aviez droit, Messieurs, à un tel traitement.

Québec, d'ailleurs, n'est pas la terre de l'INDIFFÉRENCE, la terre de l'OUBLI; Québec, c'est la bonne terre qui se souvient.

A l'instar du Grand Roi, je puis dire: "Il n'y a jamais eu, il n'y a pas entre nous de ligne 45ième." Cette ligne n'existe que dans l'imagination ou sur le papier. Nos coeurs ont toujours été soudés l'un à l'autre et ont battu à l'unisson sous le coup des mêmes émotions, des mêmes aspirations.

Votre histoire nous est donc connue. Elle est simple, mais touchante.

Un jour, emportant nos regrets, vous êtes partis pour une terre lointaine, pour une terre étrangère. Nous nous sommes inclinés devant la force majeure des circonstances, devant les insondables desseins de la Providence. Mais votre place est toujours restée vide, ne sera jamais remplie et la blessure causée par cette séparation ne s'est jamais cicatrisée, ne se cicatrisera jamais.

Vous avez emporté nos regrets; vous avez aussi emporté vos *dieux lares*, votre langue, votre foi, vos moeurs, et vous leur avez élevé des autels dans le TEMPLE de la fidélité.

Nous avons formé l'audacieux projet de rester français et catholiques sous l'égide du drapeau britannique. Vous avez formé celui de rester français et catholique sous les plis du drapeau étoilé.

Pour réaliser le nôtre, nous nous sommes attachés à la terre, à la famille, à l'école, à l'Eglise et le verbe français n'a jamais cessé de résonner sur les rives du Saint-Laurent et la foi catholique d'y carillonner dans les clochers.

Pour réaliser le vôtre, vous avez eu recours aux mêmes salutaires moyens et vous avez obtenu les mêmes satisfaisants résultats.

Vous étiez éloignés, peu nombreux, noyés dans un grand centre, et, par le fait, plus exposés à l'assimilation, bref, dans une situation difficile et dangereuse; cependant, le verbe français résonne encore sur les rives de l'Hudson et la foi catholique y carillonne toujours dans les clochers.

Le miracle canadien s'est prolongé jusque sur la terre américaine.

Et nous n'aurions eu, nous n'aurions pour vous ni amour ni admiration ni reconnaissance ni confiance ?

De grâce, ne nous causez pas le chagrin d'un pareil soupçon.

La séparation a tendu les liens qui nous unissaient, liens du sang, liens de l'amitié, mais elle n'a pu les rompre, vous faire perdre ainsi votre place dans nos coeurs, chasser votre souvenir de nos esprits.

Vous n'avez jamais cessé d'être à nos yeux les *petits-enfants* de cette aïeule absente, mais jamais oubliée, la FRANCE, dont le manteau n'a pas flotté assez longtemps autour de notre berceau ; les enfants de cette fille de sa pensée et de son coeur, la NOUVELLE-FRANCE ; les descendants des pionniers de la civilisation française et chrétienne dans notre pays.

Vous avez toujours été pour nous des frères, des compatriotes.

Non, nous n'avons jamais perdu confiance en vous. De la race des poilus, comme eux, vous avez tenu dans les tranchées et ils n'ont point passé.

Nous avons en vous la même confiance.

La France nous a procuré, avec le don précieux de la foi, les avantages de sa belle civilisation. Nous sommes les dépositaires de l'idée française et catholique. Notre devoir est d'en favoriser la diffusion. Unissons nos efforts afin d'assurer sa pénétration pacifique à travers tout le continent américain.

Et, s'il en est ainsi, le rameau, selon la pittoresque expression d'un consul de notre mère patrie, "né au grand arbre dont

les racines plongent au vieux sol de France", produira des fruits abondants pour l'honneur et la récompense de ceux qui l'ont arrosé de leurs sueurs et de leur sang, pour le grand avantage de ceux qui l'entourent d'une vigilance de tous les instants.

DIVERS

DEVOILEMENT DU MONUMENT LOUIS HEMON

A

PERIBONKA — (Lac-Saint-Jean)

18 Septembre, 1919.

MESDAMES,

MESSIEURS,

Je suis enchanté d'apporter ma modeste contribution à la réalisation de l'idée émise par M. Léon-Mercier Gouin, notre collègue et ami, au cours de son article intitulé "Au Pays des Gourganès" et publié en décembre dernier dans le "Terroir". Oui, comme il le proclamait alors avec raison, notre race était tenue de donner à Louis Hémon un témoignage public de reconnaissance.

Aussi, est-ce pour moi un véritable plaisir et un grand honneur de prendre part à une aussi touchante démonstration dont les échos se répercuteront au delà des limites de cette paroisse, de notre province, iront jusque sur la terre de France dire et prouver aux parents et amis du cher disparu que nous avons comme eux, pour les morts, un profond respect et ne

laissons jamais échapper une seule occasion de manifester notre appréciation de leurs actes, de leur conduite.

Mes plus chaudes félicitations d'abord à l'initiateur du projet, puis mes remerciements les plus sincères à ceux qui s'en sont emparés, l'ont mené à si bonne fin et m'ont prié d'être l'un de leurs interprètes en cette circonstance.

L'histoire de celui que l'on honore aujourd'hui est simple, courte, navrante. Vous la connaissez. Vous savez qu'au "banquet de la vie il venait d'apparaître" et qu'il s'y taillait rapidement une large place — il avait à peine trente-trois ans — lorsque la mort le toucha de son aile néfaste.

Mourir en pleine gloire et plein de jeunesse, mais mourir pour la Patrie, même loin d'elle vous l'avez chanté souvent, Mesdames et Messieurs, c'est le sort le plus beau, le plus digne d'envie. Mais mourir loin d'Elle, apparemment non pour Elle, loin des siens, dans la poursuite de la renommée qu'on est sur le point d'atteindre, mourir sur une terre que l'on croit être une terre étrangère, dans l'isolement le plus complet, sans sentir la main d'un ami qui presse la vôtre et vous injecte à pleines doses l'énergie nécessaire à cette heure pénible de la séparation, sans sentir cette main qui bientôt fermera doucement vos paupières; mourir quand la carrière commencée s'annonce brillante, quand la soif de l'idéal n'est pas encore éteinte, quand le succès sourit déjà, quand le front est ceint des premiers lauriers; mourir, l'œuvre à peine ébauchée, avec la conviction de ne rien laisser qui arrêtera les regards de la postérité, et que, par conséquent, demain ce sera l'oubli dans l'éternelle nuit, mourir ainsi, n'est-ce pas mourir deux fois ? Oui, et ce fut dans de telles circonstances et avec de tels sentiments que notre bon ami paya sa dure rançon le huit juillet mil neuf cent treize.

Mais il était dans une profonde erreur. D'abord, la terre canadienne n'est pas, ne peut être, ne sera jamais pour un Français une terre étrangère, mais toujours, au contraire, un prolongement de son beau pays. C'est l'agrandissement désiré et donné à un royaume, il y a près de trois siècles, par de très

bons sujets, à un royaume que l'on appelait le "Royaume de France". C'est le territoire que ces pionniers de la civilisation ont parcouru en tous sens, arrosé de leurs sueurs et de leur sang et sur lequel ils ont laissé des traces que le temps n'a pas encore fait disparaître, ne pourra jamais effacer.

Non, la terre canadienne ne sera jamais pour un français une terre étrangère.

Le cher disparu laissait aussi une oeuvre, une oeuvre à peine ébauchée, que personne toutefois ne refusera de reconnaître comme un beau chant à la gloire du colon canadien-français, une oeuvre qui le sauvera de l'oubli.

Par elle il nous donna un excellent enseignement et rendit un service signalé à sa patrie d'adoption : il montra en y puisant le sujet de son ouvrage que notre terroir renferme des sources fécondes d'inspiration pour notre littérature, et il nous fit connaître mieux en France où son ouvrage fut pour plusieurs comme une révélation sur notre pays.

La séparation, Mesdames et Messieurs, les distances, les années, ne peuvent affecter en aucune manière les sentiments d'une véritable mère pour son fils. Rien de ce qui lui arrive ne la trouve indifférente ou désintéressée à son égard. O France ! comme l'Alsace et la Lorraine, notre pays est fils de ta pensée et de ton coeur. Un jour déjà éloigné, il fut violemment arraché de tes bras et abandonné à ses seules et faibles ressources. Toutefois, il ne perdit point, il ne perdit jamais courage et promit de se souvenir que rien au Pays de Québec "ne mourrait, ne changerait". Il a tenu parole ; et ton verbe retentit encore sur les bords du Saint-Laurent ; tes lois y sont toujours en vigueur. Il est légitimement orgueilleux de ce résultat, l'une de tes plus douces récompenses. Il te fait aujourd'hui une autre promesse. Louis Hémon, un de tes fils distingués, après une envolée superbe, s'est vu brusquement terrassé par la mort impitoyable. Il ne retournera jamais au beau Pays qui l'a vu naître. Il s'est endormi pour toujours sur notre sol. Eh bien ! nous garderons sa tombe et conser-

verons sa mémoire avec un soin jaloux. Et, sur le mausolée que nous lui avons élevé, nous déposerons souvent la fleur d'un souvenir reconnaissant, car nous le considérons et le considérons toujours comme un membre de la famille, un insigne bienfaiteur qui nous a rendu des services d'une grande valeur.

DEVOILEMENT DU MONUMENT ELEVE AUX SOLDATS DU DISTRICT DE RIMOUSKI tombés au champ d'honneur de 1914 à 1918.

Rimouski, le 24 septembre, 1920.

MONSIEUR LE PRESIDENT,

MESDAMES,

MESSIEURS,

C'est sous le coup d'une émotion réelle et d'une crainte légitime que je me lève pour répondre à l'aimable invitation d'adresser la parole à un auditoire aussi considérable, en une circonstance si touchante, particulièrement imposante; émotion réelle que je ne maîtriserai probablement qu'avec la plus grande difficulté, si, toutefois, je puis y réussir. Et comment pourrait-il en être autrement quand tout contribue à la provoquer et à la développer d'une manière extraordinaire, à lui conserver toute son intensité ? Guerre imprévue à laquelle nous n'avions d'abord qu'un intérêt éloigné; participation volontaire, spontanée, désintéressée, bref, à la française, pour une idée, pour un principe, pour une grande cause: respect des traités, des "chiffons de papier"; protection des minorités; existence des petits peuples; maintien du niveau actuel de la civilisation; conservation de la liberté. Conséquences inévitables de cette participation: départs, séparations, angoisses, souffrances,

morts, deuils, blessures qui se fermeront lentement, difficilement, qui ne se cicatriseront peut-être jamais dans l'âme des individus, des familles, des peuples. Tout cela a passé avec une rapidité vertigineuse devant mes yeux et, encore une fois, me remue profondément, très profondément. Crainte légitime ! En effet, des circonstances indépendantes de ma volonté m'avaient forcé à décliner l'honneur de prendre part à cette démonstration, mais vous êtes revenus à la charge et vous avez exercé une pression si forte que j'ai modifié tard, trop tard probablement, la décision que j'avais prise. Je n'ai eu que quelques instants à ma disposition pour me recueillir et donner aux pensées que je dois vous offrir une forme convenable. Messieurs, j'ai donc besoin de votre indulgence ; je la réclame, je l'exige ; vous ne me la refuserez point.

D'ailleurs, vous n'avez sollicité d'abord que ma présence ; je suis au milieu de vous. Puis, vous avez voulu un battement de cœur ; mettez la main sur le mien et vous sentirez qu'en ce moment il bat plus vite qu'à l'ordinaire, qu'il bat à l'unisson des vôtres ; c'est le battement de cœur que vous désirez. Vous m'avez enfin demandé un mot ; je vais le laisser échapper de mes lèvres.

Vous avez été bien aimables, Messieurs, très aimables, de m'inviter à cette fête du souvenir. Mes remerciements les plus sincères. Mais je vous en dois d'autres ainsi que de chaudes félicitations. Je m'empresse également de vous les offrir.

L'élévation de ce monument est un beau, un grand geste, un geste dû et mérité. De votre part, veuillez le croire, il ne me surprend pas. C'est une nouvelle preuve que vous savez apprécier, reconnaître, ne pas oublier ; que vous suivez les grandes, les nobles traditions.

HIER, vous vous êtes rappelé que Champlain a été le fondateur de la capitale de cette province, le véritable père de la patrie canadienne, et vous lui avez élevé sur le promontoire de Québec un monument qui rappelle sa mémoire et provoque l'admiration. HIER, vous vous êtes rappelé le rôle du

clergé dans notre pays et vous avez élevé à Celui qui en incarne toutes les qualités, toutes les vertus, à Monseigneur de Laval, le premier évêque du Canada, un monument qui prouve votre amour et votre respect. HIER, vous vous êtes rappelé que Montcalm, chevalier sans peur et sans reproche, aurait sauvé la colonie si la chose avait été possible, et vous avez élevé un monument au courage malheureux. HIER, vous vous êtes rappelé que la bataille de Sainte-Foy, au mois d'avril 1760, s'était terminée par une victoire française et vous avez élevé un monument à ceux qui l'ont enregistrée dans nos annales : le monument des Braves. HIER, vous vous êtes rappelé que la colonie naissante fut sauvée par le courage d'un héros, d'un martyr, et vous avez élevé un monument à Dollard des Ormeaux et à ses braves compagnons.

Et vous auriez oublié les VOTRES, les NOTRES, qui, pendant la dernière grande guerre, par leur courage indomptable, leurs grandes souffrances, leur mort héroïque, bref, leur admirable conduite, se sont illustrés et nous ont couverts de gloire. Vous ne le deviez point, vous ne le pouviez point. Vous ne les avez pas oubliés.

Le sang qui coulait dans leurs veines est le même que celui qui circulait dans celles des héros de 1759-1760. Avec un tel sang, les pages de notre histoire, de 1914 à 1918, ne devaient pas rester blanches. Elles ne le sont pas restées. Avec ce sang, ils ont écrit : Ypres, Langemark, Neuve-Chapelle, Festubert, Givenchy, Vimy, Courcellette, Valenciennes, jalons de la voie douloureuse, mais glorieuse, qu'ils ont parcourue.

Vous ne les avez pas oubliés. Vous leur avez élevé ce monument, appréciation et témoignage de votre reconnaissance, je dirais mieux, de la reconnaissance publique. Vous avez eu raison de consacrer leur mémoire dans le bronze et la pierre, car ils ont prouvé, une fois de plus, que chez nous le patriotisme n'est pas un vain mot ; que, si nous sommes fidèles au passé, nous sommes loyaux au présent et que nous avons le souci constant de remplir notre devoir envers la Patrie canadienne.

Vous avez poussé la délicatesse jusqu'à confier l'exécution de cette noble tâche à un témoin oculaire de leurs hauts faits, un héros lui-même de la dernière guerre. Pour créer le type qui fera désormais revivre leur valeur sous nos yeux, l'artiste a mis à contribution toutes les ressources de son talent, sous l'inspiration d'une âme reconnaissante, car c'est pour porter secours aux siens — nos frères de France — qu'ils sont partis, nos soldats. Le succès a couronné son oeuvre. Elle ajoute à sa réputation et à celle de son Pays.

“Ceux qui pieusement sont morts pour la patrie,
Ont droit qu'à leur cercueil la foule vienne et prie”.

Nous ne pouvions malheureusement remplir cet impérieux devoir envers nos chers absents, nos glorieux disparus, leur rendre ce culte. Où étaient-ils tombés pour la dernière fois ? Mystère. Où s'étaient-ils endormis pour ne jamais plus s'éveiller ? Encore mystère. Quelle terre leur servirait de linceul ? Toujours mystère, mais aussi angoisse poignante et continue.

Mais séchez vos larmes, mères, épouses, soeurs, fiancées ; ceux qui ont entendu l'appel aux armes et y ont répondu se sont enrôlés dans les rangs de notre armée, sont partis et ne sont hélas ! jamais revenus, auront désormais une tombe, un monument, un autel sur leur terre natale ; une tombe devant laquelle vous pourrez vous incliner avec respect, amour et vénération ; un monument sur lequel vous pourrez déposer des fleurs ; un autel au pied duquel vous pourrez vous agenouiller et prier.

Il n'y aura plus de vides dans les rangs de la famille canadienne.

Ils peuvent revenir ; ils reviendront.

On a crié dans les tranchées : “Debout les morts” ! Et les morts se sont levés.

Répétons en ce moment ce vibrant appel : Debout les NOTRES tombés au champ d'honneur ! Laissez votre froide de-

meure et venez prendre la chaude place que nos cœurs vous ont taillée dans le socle de ce monument et y entendre la proclamation constante de votre valeur ! Vous êtes revenus. Désormais, vous ne nous quitterez plus.

Vous avez lutté, souffert, payé le lourd impôt du sang ; vous avez été des martyrs. Nous vous devons la victoire, la paix, une plus grande renommée. Vous aviez droit à des égards, à de grands égards, à de tels égards.

Vous serez une leçon, une preuve et une réponse. Une leçon de loyauté et de fidélité ; une preuve de notre patriotisme éclairé ; une réponse péremptoire et permanente à nos ennemis séculaires. Vous serez enfin sur cette terre de Rimouski, véritable avant-poste, les sentinelles avancées de la pensée française sur la terre canadienne.

A ceux qui partent pour la haute mer, par vos voix de bronze, vous direz : “Nous tiendrons”, et à ceux qui en arrivent : “Nous avons tenu”. Vos poitrines seront encore un puissant bouclier, un invincible rempart.

Poilus de la Nouvelle-France tombés victimes pour la défense d’une grande cause, revenus auprès de ce monument, je vous quitte avec regret, mais avec la conviction que vous reprendrez encore souvent votre marche à l’étoile, pour notre honneur et celui de notre cher pays.

En attendant, dormez en paix sous le regard attendri de vos compatriotes. Par votre mort généreuse, vous avez conquis l’immortalité et vos noms maintenant célèbres passeront à jamais sur les lèvres de nos enfants pour y être un aliment de leur patriotisme, un stimulant de leur fierté nationale.

CINQUANTENAIRE de M. J.-N. MILLER

ECOLE NORMALE LAVAL

Québec, le 2 juin, 1921.

MONSIEUR LE PRESIDENT,

MESSIEURS,

L'invitation d'élever la voix en cette circonstance m'est particulièrement agréable. Je l'accepte donc avec empressement, avec plaisir, avec reconnaissance, car elle me fournit une excellente occasion d'exprimer les sentiments que j'entretiens à l'égard de ce modeste et honnête homme, de ce dévoué et fidèle officier public, de cet excellent concitoyen et compatriote, Monsieur J.-N. Miller, notre vigoureux jubilaire, qui, il y a cinquante ans, entrait dans la carrière de l'enseignement pour n'en sortir jamais, événement qu'avec raison vous n'avez pas voulu laisser passer d'une manière inaperçue, mais, au contraire, avez décidé de célébrer par une démonstration qui fera époque dans vos annales.

C'est hier, il me semble, que nous nous réunissions dans cette maison, toujours si hospitalière, afin d'offrir à un autre

vénérable jubilaire(1)—un vétéran de la cause—nos *hommages*, nos *félicitations* et nos *vœux*, et que nous nous séparions en disant : A l'autre, maintenant, son Alter ego ; lui aussi, il faut qu'il ait son tour, car il mérite le même *témoignage*, la même *appréciation* ; et, depuis, douze mois se sont écoulés. Que l'heure s'envole rapidement ! De grands événements ont eu lieu, des séparations éternelles se sont produites, mais notre projet s'est réalisé. Grâce en soient donc rendues d'abord à Dieu pour cette première et insigne faveur !

Il est des anniversaires qu'il est bon, qu'il est utile, qu'il est nécessaire de célébrer. Les démonstrations qui les marquent comme d'une pierre blanche dans le chemin de la vie, fournissent en outre l'occasion opportune qu'il faut saisir de remercier quelqu'un pour les services qu'il a rendus soit à l'Eglise, soit à l'Etat, soit à la famille, soit aux individus, soit à une grande et noble cause, de le féliciter des succès qu'il a remportés, bref, de lui faire respirer le parfum doux et agréable de cette fleur si rare ici-bas : la reconnaissance.

Ce jour dont nous désirions ardemment voir s'annoncer l'aurore est enfin arrivé ! ce jour qui évoque l'un des principaux événements de votre carrière, Monsieur le jubilaire, et le grave en lettres d'or dans notre mémoire.

En effet, il y a cinquante ans, sortait de l'Ecole normale de Jacques-Cartier un brillant élève sur lequel l'Alma Mater fondait de grandes espérances qui, depuis, se sont réalisées. Ce jeune homme, Messieurs, vous l'avez reconnu : c'était le héros de cette fête inspirée par l'idée de rendre au véritable mérite ce qui lui est dû, c'était le nouveau chevalier de l'Ordre de saint Grégoire le Grand. La carrière de l'enseignement avait toujours eu pour lui un attrait particulier. Après une préparation sérieuse, il y entra donc déterminé à la servir avec amour et fidélité ; et, il y a quelques instants, au pied des autels, avec raison, j'en suis certain, il pouvait se rendre le satisfaisant témoignage d'avoir tenu parole, de n'en être jamais sorti.

(1) M. John Ahern, professeur, Ecole Normale Laval.

D'abord, professeur à l'école du Plateau, il y forma des élèves qui, pour lui comme pour la matrone romaine, sont toute sa parure; puis, inspecteur d'écoles dans le district de l'Assomption, il y laissa un souvenir de son passage qui y est encore très vivace; enfin, officier spécial au département de l'Instruction publique, secrétaire de ce même département, secrétaire du Comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, du Bureau central des Examineurs catholiques — une oeuvre dont il pourrait revendiquer la paternité — bref, depuis un demi-siècle, partout et toujours, il est l'officier sûr, dévoué, compétent, je cristallise ma pensée, il est pour ses chefs, pour le corps enseignant, pour le monde scolaire l'officier de tout repos. Et c'est parce que nous connaissons ses longs, ses beaux et ses excellents états de service que nous l'avons arrêté et condamné à une heure de détention dans cette école, (soeur jumelle de celle où il a reçu son excellente formation), afin de lui décerner un prix de vertu, rendre un témoignage mérité, donner une appréciation publique, modeste récompense, je l'admets, mais qui sera une réponse, une leçon et un encouragement, car l'oubli, souvent, est la monnaie courante avec laquelle, de nos jours, on paye ses dettes. Ce ne sera pas la manière d'acquitter la nôtre; Monsieur le Chevalier, permettez qu'à mon tour je vous donne ce titre, nous sommes au nombre de vos débiteurs.

Educateur dans le sens le plus large du mot, pour cette raison, Monsieur, en maintes circonstances vous avez été un aviseur sûr, un auxiliaire précieux, un collaborateur puissant. L'Eglise vient de se faire entendre par un de ses interprètes les plus autorisés et les plus sympathiques. (1) L'Etat ne restera pas muet; il est heureux et fier de s'unir à Elle en une si belle circonstance. En son nom donc, en mon nom comme Surintendant de l'Instruction publique et même au nom de mes prédécesseurs, car je sais que vous les avez tous loyalement et fidèlement servis, je vous remercie, Monsieur le secrétaire, de votre inlassable dévouement à la cause de l'Édu-

(1) Mgr J.-G.-L. Forbes, Evêque de Joliette.

cation dans notre province, et, plus particulièrement, du soin jaloux avec lequel vous avez veillé aux intérêts des nôtres sous tous rapports; et je prie Dieu de vous conserver longtemps encore à l'affection de votre famille, à l'admiration de vos amis et au service de notre chère province qui vous considère et considèrera toujours comme l'un de ses fils les plus distingués.

TOAST porté à Me LOUIS LECLERC

LORS DU BANQUET QUE LUI ONT OFFERT SES
CONFRERES AU CLUB DE LA GARNISON

Québec, le 13 octobre, 1923.

MES CHERS CONFRERES,

Permettez que je remplisse sans plus tarder la tâche que vous m'avez confiée, attention délicate de votre part pour laquelle je vous prie d'agréer mes plus sincères remerciements, et que je porte le toast à notre hôte, Monsieur Louis Leclerc, ce vénérable et estimé confrère dont la fructueuse carrière enregistre ce soir un autre heureux événement.

Il est dans la vie des individus, comme dans celle des familles, des dates que l'on doit célébrer afin que leur souvenir se grave plus profondément dans les cœurs et dans les esprits.

En outre, ces démonstrations procurent toujours le triple avantage de féliciter pour les succès obtenus, de remercier pour les services rendus, de faire des vœux.

Le notariat est une vieille famille canadienne-française, c'est-à-dire une famille ayant des traditions, des traditions qu'elle aime profondément, qu'elle conserve fidèlement, qu'elle entend transmettre intégralement.

Ce jour, 23 septembre 1923, qui marque, heureux jubilaire, la soixantième année de votre admission à la pratique du notariat, ne pouvait donc passer chez elle d'une manière inaperçue. Il n'en a pas été ainsi. Vous méritiez un témoignage, et vos confrères—vos contemporains—et vos autres confrères, fils, parents, amis, successeurs de ces confrères que la mort a fauchés trop tôt, hélas ! tous sont heureux et fiers de vous le donner et vous prient de l'agréer d'un cœur sincère et profondément remué.

Vous le méritez ce témoignage pour votre laborieuse carrière ; votre greffe, en effet, renferme 47,000 minutes ; je n'insiste pas, ces chiffres sont plus éloquents que mes paroles.

Vous le méritez pour votre indéfectible attachement à la profession. Vous lui aviez juré amour et fidélité. Vous n'avez jamais déserté ses rangs ; vous avez tenu vos serments.

Vous le méritez pour votre inlassable dévouement et votre proverbiale honnêteté envers vos nombreux clients.

Vous le méritez enfin pour votre vie privée, familiale, professionnelle, exemplaire de tous les instants.

Et en ne recherchant ni les honneurs ni les postes élevés, mais simplement la satisfaction du devoir accompli, l'honneur est venu chez vous et y est resté captif.

Voilà vos titres à notre admiration, à notre reconnaissance. Honneur à vous !

Il y a quelques instants, nous vous avons fait parvenir, avec nos félicitations et nos meilleurs vœux, un modeste ca-

deau, trop modeste nous le regrettons, mais preuve tangible de nos sentiments, qui cristallisera le souvenir de cette journée, de ces agapes fraternelles.

Sur le cadran de cette horloge que l'aiguille, désormais, marche lentement, marquant des heures qui ne vous blessent que légèrement, très légèrement; c'est mon vœu, c'est notre vœu.

Je suis certain, Monsieur, d'être l'interprète fidèle de tous vos confrères en l'exprimant et en priant la Providence d'en assurer la réalisation.

Messieurs, à notre hôte.....

CONVENTION ANNUELLE DES AUTEURS CANADIENS

BANQUET AU CHATEAU FRONTENAC

TOAST PORTE A NOS HOTES

Québec, le 20 mai, 1924.

MESDAMES,

MESSIEURS,

C'est non seulement une heureuse décision, mais aussi une flatteuse décision que celle que vous avez prise lors de votre convention à Toronto, au mois de janvier 1923, en choisissant Québec, notre ville, pour lieu de votre prochaine réunion, réunion ouverte il y a quelques instants sous les auspices les plus favorables.

Après la ville Reine, la ville Mère: l'ordre était suivi, la convenance respectée, l'équité la plus élémentaire observée. La cité de Québec, n'est-ce pas la maison ancestrale? La cité de Québec, n'est-ce pas la pierre angulaire de la civilisation sur la terre canadienne? La cité de Québec, n'est-ce pas la citadelle sur laquelle a flotté un drapeau cher à ceux de ma

langue et de ma foi, l'élément canadien-français, sur laquelle flotte aujourd'hui un drapeau qui ne leur est pas moins cher qu'à vous, Messieurs d'origine anglaise, et sous lequel sans distinction de nationalité, nous tous canadiens, titre que nous voulons porter haut et ferme et conserver toujours, sommes heureux et fiers de vivre, de travailler dans l'harmonie, dans le respect de nos légitimes aspirations, éléments nécessaires au progrès, à la prospérité, à la grandeur de notre pays.

Ce beau titre de "Canadien", canadien-anglais ou canadien-français, Mesdames et Messieurs, vous donne droit de cité dans nos murs. Nous vous ouvrons donc nos portes, comme nos coeurs, à deux battants. Nous vous y souhaitons la plus cordiale bienvenue; nous vous y offrons la plus large, la plus franche hospitalité.

Québec a le culte du souvenir. Vous connaissez sa fière devise et ce sentiment développe chez lui un indéfectible amour pour le passé et une constante détermination de ne jamais le renier. Et, s'il était autre, il serait indigne.

Autour de son berceau, il entend bourdonner la voix de ce passé. Dès ses premiers pas dans le chemin de la vie, il foule la cendre des héros et des martyrs. Bref, il grandit dans l'air ambiant d'une épopée nationale.

Rien d'étonnant que son esprit, naturellement chevaleresque, s'envole parfois dans la région de l'idéal et tente par ses efforts d'assurer la réalisation de l'avenir qu'il a rêvé. En conséquence il tisse son patriotisme avec ces deux fibres puissantes: la fidélité et la loyauté. Mais il est sincère et toute suspicion de sa conduite lui est particulièrement pénible.

Vous avez le motif de ses actes, la raison de ses craintes, de ses appréhensions, la cause de ses attitudes. Toutefois, nous ne nous faisons pas illusion et nous le savons, nous l'admettons même: Québec, s'il a de belles, de bonnes qualités, n'est pas impeccable.

Vous avez, Mesdames et Messieurs, une excellente occasion de vous renseigner sur place. Ne la laissez pas s'échap-

per. Le sujet est à votre disposition. Sondez son cœur et ses reins. Diagnostiquez et vous constaterez si votre opinion sur son compte est bien fondée ! Puis, si vous découvrez quelques symptômes dangereux, alarmants, sans tarder donnez-lui une prescription, indiquez-lui un traitement. Il est bien préparé et ne restera pas sourd à vos avis, à vos conseils. D'autre part, il ne sollicite ni privilège ni faveur ; il n'exige que la plus stricte justice, et, s'il la mérite, vous la lui rendrez, je n'en ai aucun doute.

Vous ne vous arrêterez pas en si bonne voie. Une nouvelle et bienfaisante mission vous aura été dévolue. Vous la remplirez généreusement et acquerrez ainsi de nouveaux titres à notre admiration, à notre confiance.

Mesdames et Messieurs, à votre heureux séjour parmi nous, au succès complet de nos intéressantes délibérations.

NOCES D'OR SACERDOTALES

DE

Mgr THS.-G. ROULEAU,

PRINCIPAL DE L'ECOLE NORMALE LAVAL

Québec, le 19 juin, 1924.

MONSEIGNEUR,

MESDAMES,

MESSIEURS,

Je suis enchanté et flatté de présider cette séance académique et d'avoir ainsi d'abord l'avantage de rendre un témoignage sincère au talent, au travail et au succès, et ensuite celui de manifester les sentiments qui m'animent envers ceux pour lesquels les portes de la noble carrière de l'enseignement s'ouvrent sous des auspices si favorables et envers celui à qui ils doivent leur formation morale et intellectuelle, Mgr Thomas-G. Rouleau, le dévoué et distingué Principal de cette école normale depuis trente-six ans et dont les parents, les confrères,

les amis, l'Eglise, l'Etat, la famille célèbrent depuis ce matin, dans l'enthousiasme, un des plus heureux événements de sa belle, longue et fructueuse carrière: le CINQUANTIEME anniversaire de son ordination sacerdotale.

AUX NOUVEAUX INSTITUTEURS

A vous, jeunes gens, mes premières paroles.

Depuis des semaines, des mois, des années peut-être, vous étiez courbés sur vos pupitres afin d'arracher à la science ses secrets. Hier, une bonne nouvelle vous a été communiquée. Vous aviez obtenu le parchemin depuis si longtemps convoité. Vous vous êtes relevés le front ceint de lauriers. Par un travail opiniâtre et constant, vous aviez réalisé votre projet et atteint le but. Une grande joie a soudainement envahi tout votre être et vous avez senti l'enivrement du succès, respiré la poudre de la gloire.

Ces sentiments étaient légitimes; ne rougissez pas. Je les comprends, je les partage même. Oui, je suis heureux et fier non seulement pour vous, mais pour vos parents, votre nationalité, votre province, votre pays.

HEUREUX et FIER pour vous, pour les raisons que je viens d'énumérer: But atteint, espérances longtemps caressées, enfin réalisées;

Pour vos parents : Parce que vous leur rendez au centuple les sacrifices qu'ils se sont imposés afin que vous puissiez recevoir l'éducation dans cette maison et que vous leur faites éprouver les plus douces satisfactions;

Pour votre nationalité et votre province: Parce que s'augmente considérablement le nombre des bras sur lesquels elles peuvent compter pour la culture de ce vaste champ: l'intelligence de ses nombreux enfants.

MES FELICITATIONS ET REMERCIEMENTS

Vous êtes désormais mes collaborateurs.

Sur les rapports de vos dévoués professeurs, sur la déclaration de votre Principal, j'ai signé, vous le savez, le diplôme que je vous ai remis, il y a quelques instants, et qui vous permettra d'enseigner dans toutes les écoles primaires de cette province. Je vous l'ai remis, ce diplôme, avec plaisir, avec fierté, avec confiance.

AVEC PLAISIR, car mon cœur ne serait pas à la bonne place s'il ne battait point en ce moment, à l'unisson des vôtres, parents et enfants. Vous pouvez le presser amoureusement sur votre cœur ce premier-né de votre intelligence et de votre travail et lui donner l'affectueux baiser d'un père, car vous en êtes réellement l'auteur.

AVEC FIERTE, parce qu'une grande mission vous était confiée : Chasser les ténèbres du cerveau de l'enfant et y faire pénétrer la lumière, buriner dans son cœur les principes qui feront de lui un citoyen utile à la famille, à la société.

Enfin, AVEC CONFIANCE, parce que vous vous êtes préparés avec le plus grand soin, sous une habile direction, à jouer un rôle important.

Comme autrefois les gladiateurs, avant de descendre dans l'arène, vous avez dit : "Ceux qui partent vous saluent". Allez donc, nouveaux professeurs, instruisez nos enfants ; avec la connaissance, enseignez-leur l'amour de leur langue maternelle, les vérités de leur religion, l'histoire de leur pays ; inspirez-leur le culte des traditions ancestrales. Allez ! mes vœux vous accompagnent. Que la conscience de vos responsabilités et la grandeur de votre tâche, comme deux ailes puissantes, vous soutiennent toujours dans les sphères élevées du devoir et de l'honneur.

A vous, Monseigneur, mes dernières, mais non moins sympathiques paroles.

Le 2 juin 1921, sous votre toit hospitalier, à l'occasion d'une fête inoubliable en l'honneur de M. J.-N. Miller, une des gloires comme une des forces du monde scolaire et la cheville ouvrière du département de l'Instruction publique, en proposant votre santé, je lançais l'idée d'une démonstration lors d'un autre cinquantenaire prochain, celui, Monseigneur, de votre ordination sacerdotale.

Evidemment elle tomba en bonne terre, dans le cœur de vos anciens élèves, et y germa avec une rapidité extraordinaire. Elle a atteint, aujourd'hui, son plein développement, et, toute la journée, vous en avez respiré le parfum réconfortant. Nouvelle et insigne faveur, car ici-bas, vous le savez, la reconnaissance est une fleur très rare.

Successeur des Horan, des Langevin, des Chandonnet, des Lagacé, des Bégin, vous avez continué cette noble lignée. Comme prêtre, éducateur et apôtre, vous avez acquis des titres imprescriptibles à la vénération publique. Honneur et gloire à vous !

Oui, les pauvres ont toujours trouvé en votre personne un ami fidèle ; les humbles comme les puissants, un aviseur sûr et éclairé ; les grands blessés, un bon samaritain ; le corps enseignant, un précieux défenseur et un puissant protecteur. Carrière ne fut jamais plus digne, plus féconde, plus bienfaisante.

Avec raison, vous êtes apprécié, aimé et respecté. Voilà pourquoi l'on s'incline bas, bien bas, sur votre passage ; c'est, en effet, celui d'un bienfaiteur insigne de l'humanité. Et rien d'étonnant que de toutes parts, depuis l'aube de ce beau jour, s'élève le chant de l'allégresse et vous arrivent de si touchants témoignages, de si sympathiques appréciations. C'est la rançon de votre inépuisable et discrète charité.

A mon tour, Monseigneur, en mon nom personnel, au nom du département de l'Instruction publique, je dépose à vos pieds un tribut sincère de profonde admiration et de grande reconnaissance pour les précieux services que, depuis un demi-siècle, vous rendez à la cause de l'éducation dans notre province et je prie la Providence d'écouter, malgré mon indignité, la prière que je lui adresse afin qu'elle vous conserve longtemps, très longtemps, à notre chaude affection, je dirais mieux, à notre filiale affection.

TOAST PORTE AU CAPITAINE J.-E. BERNIER

HOTE DES MEMBRES DE LA SOCIETE DE GEOGRAPHIE
DE QUEBEC

DEJEUNER AU CHATEAU FRONTENAC

Québec, le 9 mars, 1925.

MESSIEURS,

Je me lève pour proposer le toast de notre hôte distingué, le Capitaine J.-E. Bernier, sous le triple sentiment de l'admiration, de la fierté et de la reconnaissance, et c'est aussi ce qu'éprouvent en ce moment, je n'en ai aucun doute, les membres de la Société de Géographie de Québec dont j'ai, depuis quelques jours, le périlleux honneur d'être le président.

Notre geste, Messieurs, je le veux bien, est probablement hardi, comme l'ont été d'ailleurs ceux de notre hôte. Mais aussi, comme les siens, il n'est nullement saturé de prétentions. Non! nous n'avons jamais songé à nous ériger en tribunal infaillible ni voulu rendre un arrêt sans appel, créer enfin un précédent extraordinaire et d'une nature embarrassante pour nos successeurs.

La Société de Géographie de Québec, vous le savez, est, et avec raison, plutôt lente que prompte à s'enflammer, économe pour ne pas dire parcimonieuse de ses démonstrations.

Et lorsqu'elle a décidé d'organiser celle-ci, et d'en buriner le souvenir sur une médaille qu'elle offrirait à celui qui en est l'objet, elle n'a agi que sous cette seule et haute inspiration : Rendre à César ce qui appartient à César, et au Capitaine Bernier ce qui appartient au Capitaine Bernier.

Elle ne pouvait en effet oublier plus longtemps que notre concitoyen navigue depuis cinquante-cinq ans sur toutes les mers du globe ; pour être précis, que sur 107 vaisseaux, au cours de 257 voyages, il a franchi 483,660 milles ; qu'il a été non seulement un bon marin, un intrépide explorateur, mais aussi un grand découvreur ; qu'il a ainsi augmenté d'une manière considérable le domaine national et, pour toutes ces raisons, qu'il a acquis des titres sérieux et nombreux à la reconnaissance publique.

C'est sous l'empire de tous ces sentiments qu'elle a conçu son projet dont votre sympathique concours a assuré la réalisation, la salubre et réconfortante réalisation, car il est bon que parfois l'on sache que l'oubli et l'ingratitude ne sont pas les seules monnaies dont les individus comme les peuples se servent pour payer les excellents services qui leur sont rendus.

Voilà son motif en la circonstance. Quant à l'objectif, le voici en face de vous, à mes côtés : le Capitaine J.-E. Bernier, le héros du jour, qui mérite les insignes témoignages qui lui sont rendus.

Honneur à lui ! Félicitations et remerciements pour sa belle, longue et fructueuse carrière.

Honneur à lui ! Félicitations et remerciements pour le lustre qu'il a jeté sur notre nationalité, sur le nom canadien.

Comme preuve tangible de ses sentiments à votre égard, Capitaine, et dans le but de perpétuer le souvenir de cette heure

mémorable, la Société a en outre décidé de vous offrir une médaille d'or.

En son nom, je suis heureux de vous la remettre.

Elle murmurerà souvent à votre oreille, je l'espère, dans son langage laconique, cette douce chose : que vous avez été compris et apprécié.

Puisse-t-elle enfin orner longtemps votre poitrine, c'est notre vœu très sincère.

Et afin qu'il soit exaucé, je vous invite, Messieurs, à lever vos verres à la santé de notre hôte.

BANQUET DES AUTEURS CANADIENS

CHATEAU FRONTENAC

OUVERTURE DE LA SEMAINE DU LIVRE

A NOTRE HÔTE, LE LIVRE CANADIEN

Québec, le 4 mai 1925.

MESDAMES,

MESSIEURS,

La semaine du livre canadien commence ce soir et votre présence en aussi grand nombre donne à l'événement un éclat mérité. C'est la preuve de votre adhésion la plus complète à ce projet, l'assurance de votre concours le plus actif. Bref, c'est la garantie certaine du succès. Mes remerciements les plus sincères.

Ce projet mérite un pareil geste de votre part, car s'il n'est pas complètement désintéressé, il n'en est pas moins inspiré par un motif élevé, par un souffle de pur patriotisme.

Le Canada marche à pas rapides vers son émancipation ; il prendra probablement sa place, dans un avenir prochain, au banquet des nations. C'est une ambition légitime ou mieux une évolution naturelle. Il lui faudra alors une littérature personnelle, une littérature nationale, fidèle interprète de ses sentiments, puissant moyen d'action dont il aura besoin et dont il ne saurait se passer.

Elle est née. Nous veillons sur son berceau ; c'est légitime. C'est notre enfant, c'est l'enfant de notre cerveau. Nous voulons assurer sa croissance, favoriser son développement normal ; qu'elle joue son rôle, remplisse sa mission. Elle nous donne déjà de douces satisfactions, de belles espérances.

Nous n'avons pas, Mesdames et Messieurs, la naïveté, encore moins la prétention, de croire, d'affirmer que nos oeuvres littéraires sont d'une valeur égale à celles qui sont sorties des meilleures plumes du "Vieux Monde". Non, le miracle canadien ne s'est pas prolongé jusque sur ce terrain. Mais, nous estimons qu'elles ne sont pas inférieures ni indignes ; que les auteurs de ces intéressantes publications, nos auteurs, ont donné la preuve d'un talent sérieux, d'un réel mérite et ont ainsi acquis des titres à notre admiration, à notre reconnaissance.

D'ailleurs, nous ne sommes pas de ceux pour qui les produits du terroir n'inspirent que du dégoût, de l'aversion, du mépris. Ils ont même acquis des titres à notre confiance. Oui, ils iront plus loin et plus haut, surtout si nous leur donnons l'appui, la poussée, le nerf de la guerre, un traitement de la plus élémentaire justice.

C'est le but de la campagne que nous avons entreprise : les faire connaître davantage, les faire apprécier davantage, les faire encourager davantage. Sous le coup d'un tel aiguillon, ils ne reculeront devant aucun effort et remporteront certainement de plus grands succès.

Notre appel a été entendu. La création du prix David, l'adoption de la loi Choquette, l'inauguration même de cette

salle sont des réponses plus éloquentes que mes paroles. Ne nous arrêtons donc pas en si bonne voie et continuons notre oeuvre avec la même ardeur, avec le même enthousiasme.

Je lève mon verre, Mesdames et Messieurs, au livre canadien, notre hôte, à son accueil plus sympathique dans nos foyers, à sa place plus large sur les rayons de nos bibliothèques, au succès de cet ami sincère, de cet insigne bienfaiteur.

INAUGURATION DE LA NOUVELLE CLINIQUE DENTAIRE

A

L'ORPHELINAT D'YOUVILLE

GIFFARD — (QUEBEC)

Samedi, le 5 juin, 1926.

EXCELLENCE, (1)

MADAME LA SUPERIEURE,

MESDAMES,

MESSIEURS,

Je savais qu'il fallait craindre les Grecs aux offres alléchantes, mais non les Canadiens, mes compatriotes; sous ce rapport, je n'avais sur eux le moindre soupçon. Evidemment, j'étais dans l'erreur. Je le constate en me levant pour remplir

(1) L'Honorable N.-E. Pérodeau, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

la tâche honorable, agréable, mais délicate, qu'ils m'ont confiée. Il ne faut donc jamais se départir de la plus élémentaire prudence.

Par ignorance ou imprudence, j'ai donc péché; je le confesse sincèrement. Faute avouée est à moitié pardonnée. Votre indulgence fera davantage et mieux; elle m'accordera une rémission entière. Et comme je ne serai point déçu, mes remerciements donc anticipés et les plus chaleureux et les plus sincères.

Nous foulons, Mesdames et Messieurs, une terre de prédilection; le Créateur y a prodigué toutes les ressources de son talent divin. Rien d'étonnant qu'elle ait des charmes séducteurs, que les acteurs humains y soient attirés d'une manière irrésistible. De grandes scènes se sont déjà déroulées dans l'ampleur de cet amphithéâtre; d'autres s'y dérouleront certainement.

HIER ET AUJOURD'HUI

HIER, c'était à l'occasion de la fête des arbres que nous nous rendions ici afin d'assister à une intéressante leçon de choses.

La voix de l'admiration, de la reconnaissance s'y éleva. La note de la conservation résonna et une campagne d'éducation, laquelle ne se ralentira point, fut lancée.

L'arbre sera désormais un ami, un protecteur, un pourvoyeur. bref, par ses contributions directes et indirectes, un grand facteur de beauté, de progrès et de prospérité dans notre province, dans notre pays.

AUJOURD'HUI, c'est à l'occasion d'une appréciation méritée de bons et longs états de service et de la remise officielle d'une clinique dentaire de la part de la Société de Stomatologie et du "Rotary" de Québec aux orphelins de Giffard.

Le prétexte apparemment n'est pas le même, mais, au fond, c'est la même raison qui nous ramène. Seul le règne, objet de notre sollicitude, est différent. Il ne s'agit plus du règne végétal, mais du règne animal.

La même voix—voix de l'admiration et de la reconnaissance—va donc encore s'élever et vous ne vous en étonnerez point; la même note résonnera, celle de la conservation par la prévention, et la même campagne sera poursuivie, le même évangile prêché, mais, cette fois, dans les intérêts de l'être humain.

LA VOIX DE QUEBEC

Vous savez, Mesdames et Messieurs, que parfois au Pays de Québec, dans le silence des nuits, l'on entend une voix, la voix du Pays, "à moitié un chant de femme et à moitié un sermon de prêtre". Elle vient, continuant dans le style de Louis Hémon, comme un son de cloche, comme la clameur auguste des orgues dans les églises, comme une plainte naïve et comme le cri perçant et prolongé par lequel les bûcherons s'appellent dans les bois. Car, en vérité, tout ce qui fait l'âme de la Province tient dans cette voix: la solennité du vieux culte, la douceur de la vieille langue jalousement gardée, la splendeur et la force barbare du pays neuf où une race ancienne a retrouvé son adolescence.

Et elle murmure à l'oreille des veilleurs ou mieux des vigies: "Au Pays de Québec rien ne doit mourir, rien ne doit changer".

Les pionniers de la civilisation française et chrétienne sur cette terre, nos pères, l'ont entendue cette voix et y ont répondu. Ils s'emparèrent d'abord du sol en faisant reculer les limites de la forêt. Ils avaient besoin d'espace.

Il leur fallut ensuite vivre et ils vécurent.

Mais ils voulaient en outre l'avenir, l'avenir dont Dieu connaît seul le profond secret. Le Ciel aide toutefois ceux qui s'aident. Ils s'aidèrent et le Ciel les aida.

Qui a des enfants a l'avenir. Ils eurent de nombreux enfants et les fortes branches de notre bel arbre, la famille, ployèrent souvent sous leur poids.

Ils ne s'arrêtèrent pas en si bonne voie et toujours, sous la hantise de la survivance, donnèrent à ces êtres la formation morale et intellectuelle du grand citoyen, du véritable patriote.

Et ils eurent l'avenir.

Rien ne changea, rien ne mourut au Pays de Québec. La foi catholique carillonne encore dans les clochers et le verbe français retentit toujours sur les rives des fleuves et des rivières.

Honneur à eux !

Vous avez entendu, membres de la Société de Stomatologie, la même voix et y avez répondu de la même manière : "Qui a des enfants et les conserve sains sous tous les rapports, proclamez-vous avec raison, assure davantage la survivance, l'avenir de la race", et, joignant l'exemple au précepte, vous apportez une généreuse contribution, offrez une intelligente et dévouée collaboration.

Honneur aussi à vous !

Mais la charité chrétienne vous a précédés même sur les chemins de la philanthropie. Vous êtes trop honnêtes pour ne pas le reconnaître, trop généreux pour ne pas vouloir qu'elle soit citée à l'ordre du jour, décorée.

Je ne suis donc pas surpris que, le 3 avril 1925, en vous adressant aux professeurs de la Faculté de Chirurgie dentaire et aux membres du Conseil Universitaire de l'Université de Montréal, vous vous exprimiez de la manière suivante : "Il y a 42 ans, les Soeurs de la Charité, avez-vous écrit, comprirent l'importance de l'hygiène dentaire préventive chez les enfants.

L'une d'elles, Soeur Saint-Alexandre, vint frapper à la porte des dentistes de notre ville, leur révéla l'état lamentable des 700 orphelins abrités sous son toit et sollicita leurs services". Elle avait ouvert leurs yeux sur l'opportunité d'une telle intervention.

Des cliniciens généreux répondirent à son appel; les docteurs Dorval, Gaudreau et Déry se chargèrent de cette clinique. L'outillage lui fut donné ou mieux elle le quëta et c'est grâce à son initiative et à sa tenacité que Québec peut réclamer l'honneur d'avoir eu la première clinique dentaire gratuite pour les petits et les déshérités.

Son activité ne s'arrêta pas à ce premier succès. Elle introduisit dans le règlement l'usage de la brosse à dents tous les soirs, l'examen bi-annuel de la bouche, donna à ses compagnes des cours sur l'hygiène dentaire et publia enfin un petit opusculé intitulé "Les Soins de la Bouche".

Un tel travail dure depuis 35 ans; ses résultats sont merveilleux: pas d'épidémie, pas de maladies du cuir chevelu, des bouches saines, un soin scrupuleux de la personne.

Malgré son âge assez avancé, elle est encore sur la brèche.

Nous la considérons la pionnière de l'hygiène dentaire préventive chez les petits orphelins et estimons qu'une vie ainsi employée à la poursuite d'un noble idéal doit être reconnue d'une manière publique et tangible.

L'appel fut entendu, et, il y a quelques instants, la touchante et réconfortante réponse a été donnée.

Monsieur le délégué, je m'empresse, sous l'empire d'une fierté il me semble légitime, car je ne puis oublier que la récipiendaire de votre glorieux parchemin est une fleur éclose au soleil d'un comté qui m'est particulièrement cher, de joindre ma voix à la vôtre pour lui offrir à elle-même, et dans sa personne à la belle Communauté des Soeurs de la Charité, de cordiales félicitations et de sincères remerciements.

Ces gestes, Messieurs de la Faculté de chirurgie dentaire, de la Société de Stomatologie, du "Rotary", vous honorent autant que Celles qui en sont l'objet.

Elles le méritent, elles y ont droit. Car, que ce soit sur la terre américaine ou sur la terre canadienne, la Soeur de Charité donne toujours une large place à l'hygiène dentaire préventive chez l'enfant confié à sa garde vigilante.

Elles n'y sont pas insensibles. La laceration des chairs, les vœux n'étouffent pas complètement le sentiment humain, n'arrêtent pas les battements du cœur, n'empêchent pas de respirer le parfum si rare ici-bas de la reconnaissance.

Elles sauront bien prouver qu'elles ont la mémoire du cœur.

Par ces généreuses et intelligentes initiatives vous avez acquis, Mesdames, veuillez le croire, de nouveaux titres à notre vénération.

Puisse enfin votre éloquent exemple convaincre notre population de l'utilité, de la nécessité, de l'urgence d'une telle réforme, d'une telle amélioration; c'est le désir que j'exprime en souhaitant avec sincérité qu'il soit réalisé dans un avenir prochain.

Enfants, vous que l'épreuve a touchés de son aile dès le berceau, c'est pour vous que ces bonnes sœurs, ces mères, comme vous les appelez dans votre langage naïf, ont travaillé, travaillent encore, travailleront toujours, et c'est à vous que pensent ceux qui se joignent à elles dans leur dur labeur.

Enfants, je le sais, il y a des nuages dans votre ciel. Vous constatez que des places ne se remplissent jamais autour de vous. Enfants, consolez-vous; on dit même qu'il n'y a pas de ciel sans nuages. Demain, croyez-moi, un bon vent soufflera, les dissipera complètement, et, au-dessus de vos têtes, il n'y aura que du bleu et du soleil.

Oh ! alors, au souvenir des faveurs insignes que bienfaiteurs et bienfaitrices vous auront prodiguées, enfants, à votre tour, soyez des tisserands de bonheur pour les grands blessés de la vie. Il y aura toujours des assoiffés de sympathies, soyez-en certains.

Et, si vous agissez ainsi, tous, nous aurons reçu la récompense promise par le Maître au verre d'eau donné en son nom.

CONVENTION ANNUELLE
DES
JOURNALISTES DU CANADA

SECTION DE LA PRESSE HEBDOMADAIRE

BIENVENUE A CES DISTINGUES VISITEURS

Québec, le 17 juin, 1926.

MONSIEUR LE PRESIDENT,

MESSIEURS,

Je manquerais à mon devoir si, descendant des pionniers de la civilisation française sur la terre canadienne, je ne me servais pour vous accueillir ici, sur le théâtre même de leur héroïque entreprise, de la langue qu'ils parlaient eux-mêmes, de cette langue que vous parlez, écrivez ou comprenez pour un bon nombre, que tout au moins vous respectez et à laquelle vous reconnaissez des titres de noblesse, des droits incontestables, la langue française, ma langue maternelle. Sans plus tarder, je vais donc le remplir.

En mon nom personnel et au nom de l'honorable Premier Ministre de cette province dont j'ai l'honneur d'être le représentant en cette circonstance, je suis heureux et fier, veuillez le croire, de vous souhaiter la plus cordiale bienvenue au milieu de nous.

Vous avez été très aimables, Messieurs, de choisir, pour y tenir votre retraite fermée annuelle, la cité de Champlain, ce rocher, pierre angulaire d'un peuple nouveau en Amérique et tout à la fois phare et forteresse; phare dont la forte lumière indique la voie à suivre et les dangers à éviter; forteresse où se recrute et se prépare l'élite dont il a besoin aux heures de lutte pour remporter le succès, pour parvenir à sa destination.

Ce geste lui est allé droit au coeur, l'a profondément touchée, réellement remuée. Aussi vous prie-t-elle, par son modeste interprète, d'accepter de suite ses remerciements les plus sincères et de croire qu'elle vous en sera toujours profondément reconnaissante.

Québec n'est ni INFÉRIEUR ni INDIGNE ni DÉLOYAL. Québec a un passé glorieux, un présent magnifique, un avenir chargé de promesses.

Je ne vous connais pas personnellement, pour la plupart, mais je n'ignore point l'existence de votre association; je sais qu'elle joue un rôle important, remplit une grande mission et exerce un influence considérable.

Vous avez, Messieurs, l'intelligence; vous ne reculez ni devant le travail ni devant l'effort. Vous êtes des chevilles ouvrières du progrès et de la prospérité. Profitez de l'occasion opportune de votre visite pour projeter vos lumières sur notre situation et augmenter le volume de vos connaissances.

J'attends avec confiance votre verdict. Il comptera beaucoup pour le développement de cette mentalité si nécessaire à la bonne entente entre tous les éléments de notre population. Vous aurez fait un nouveau travail salubre et bienfaisant.

Sous l'empire de ces sentiments, encore une fois la plus cordiale bienvenue et que vos délibérations soient productives des meilleurs résultats; qu'elles réalisent vos plus chères espérances.

**ANNUAL CONVENTION
OF
CANADIAN JOURNALISTS**

SECTION OF THE WEEKLY PRESS

WELCOME TO THESE DISTINGUISHED VISITORS

Quebec, June 17th, 1926.

GENTLEMEN,

I realize keenly the responsibility laid upon me by the Honourable L.-A. Taschereau, the distinguished Prime Minister of this Province, in asking me to come here to-day to the very spot from which Christianity and civilization three hundred years ago radiated over the greater part of the North American continent to represent him and to welcome you to this ancient city.

'So that it is with pride that I have accepted the honourable and delicate task, confident that I may rely upon your indulgence and sympathy.

Gentlemen, I am glad and proud that your organization composed of representatives from over all the country has chosen this City, my native City, for its annual meeting. On my behalf and on behalf of the Government of the Province of Quebec I extend to you the heartiest and warmest welcome to it.

You have already expressed exceedingly kind sentiments about Quebec City and Province and have been good enough to congratulate them both for their achievements and for the preserving work that has made them possible.

Such flattering remarks cannot fail to touch deeply the heart of this daughter of French and Christian thought, and, intensely grateful, she begs me to tender you her sincerest thanks.

The Province of Quebec deserves your eulogies, for she is a large Province and a beautiful one in every respect.

Is it to be wondered therefore that we love her ? And I have no hesitation in declaring that we love her deeply, and that we also deeply love Canada, our fair Country.

Quebec commands not only love but our admiration, for she is neither unworthy, inferior nor disloyal. She has a glorious past, a present full of hope, and a brilliant future awaiting her.

Her past as you know, gentlemen, for you have read her history, is intimately identified with the history of the whole country.

Discoverers, missionaries, builders, great warriors, churchmen and statesmen have written some of her finest pages. In fact, it was upon this soil that pioneers of civilization and faith first landed; it was from these shores that they started out upon their long and dangerous journeys.

And her present is one which opens wide the door of happiness and of a great future.

She is not inferior. In what respect is she or could she be ? Certainly not in the extent of her territory, for she is larger than most of the Countries of Europe and is far from being the smallest province of this Dominion. Her forests, rivers, streams, lakes, her innumerable water powers have no rivals, and her soil is almost nowhere surpassed in fertility.

Could it be that she is inferior in respect to agriculture ? No, for in these latter years our farmers have taken part in exhibitions here and abroad and their exhibits have been acknowledged with many high awards.

Is it in regard to politics ? It seems to us, and I hope it seems to you, that we do not make bad use of the constitution and of the responsible government granted to us. Have not the helmsmen chosen by the people of this province steered with skill through the breakers of the political sea ?

Is it then in regard to education ?

The Family, the Church and the State have rights upon the child, the hope of the nation. Every school system should respect those rights. Our system, I affirm, does so and makes this triple requirement the triple basis of its policy.

Just glance over this modest little volume entitled "The School Law of the Province of Quebec", and you will find in it the proof of my statement, of our sentiments, and of our sincerity.

We have respected, I think, both the letter and the spirit of the law. Through the Council of Public Instruction, a body composed of two distinct and autonomous committees, one for the Protestants and one for Catholics, the religious, political and civil authorities exercise full control over education. Through the elective school commissioners, the ratepayers, that is the fathers of families, choose the men who impose, levy and expend taxes, employ teachers and build schools and maintain the school houses.

The Protestant minority enjoys all the privileges guaranteed to it. Its children receive their education in their own tongue and according to their own religious ideas.

The mother tongue is considered to be the one in which the child can best receive his education, whether that child be French or English, Catholic or Protestant.

We are proud of this freedom in the Province of Quebec. Moreover the freedom, as to language and religion, is not limited only to elementary schools, but extends, in law and in practice to the model schools, academies, high schools and universities.

I am willing to admit that there is room in our system for improvement. There is always room for improvement in every system.

We had first to live, and we have survived.

Our educational progress began late, but, to-day, we have 1408 catholic school boards, and 352 protestant ones, 7965 Primary schools, 17 Normal schools, 7 Technical schools, 21 Classical colleges, 4 Universities, 21,682 male and female religious and lay teachers, 583,905 pupils, the great majority of whom are learning the two official languages of the country, English and French. And finally, the total expenditure from the Government and the School Commissions, was, for the year 1923-24, close to \$28,000,000.

It only remains for us therefore to improve until we perfect a system which will meet all our wants and aspirations, a system which has, thus far, withstood the test of time and provoked no conflict amongst our diverse population.

Quebec's loyalty, gentlemen? Why should any doubt be cast upon it? Neither sarcasm, abuse nor calumny will make her leave the path of duty and honour !

Our Province was not recreant to its duty in 1775, in 1812, in 1866, in 1900 nor in 1914, whatever may be said or thought to the contrary.

Undoubtedly, the Province of Quebec does not favor assimilation. Her desire is to remember and to safeguard her trusts which are her language, her institutions and her laws.

She vigourously protests therefore against all spoliation of rights, at home or abroad, and she insists that her guaranteed privileges shall not be torn from her shred by shred. This is the duty of this Province, this is her right according to the terms of the cession as well as according to those of the Quebec Act and of the British North America Act and none of the clauses of any of our great charters can be interpreted otherwise.

In certain quarters these agreements will be called "Scraps of Papers". Scraps of paper, respect for which causes peace and harmony to reign, which produces progress and prosperity and which constitutes one of the country's claims to greatness.

But, Gentlemen, I cannot forget who you are nor the task you are performing. As Canada grows and its population increases, it becomes more and more necessary that all the Provinces should stand together and work in a spirit of harmony for the unity and greatness of the Dominion.

You have, every day, the opportunity of doing much to help in the development of such a high ideal. May the ideal be yours equally with the opportunity.

Once more, gentlemen, I bid you welcome; I wish your deliberations a deserved success and I thank you for your kind attention to my words.

ALLOCUTION

Présentation de Mgr Alfred Baudrillart

AUX

Membres de l'Institut canadien.

Québec, le 5 avril, 1927.

MESDAMES,

MESSIEURS,

Je monte, comme vous le savez, pour la première fois à cette tribune, et dans quelles circonstances périlleuses. Rien d'étonnant que vous regrettiez, que je regrette davantage, l'absence de notre distingué président. Mais la voix du devoir est parfois irrésistible et votre vice-président l'a constaté une fois de plus.

L'Institut canadien de Québec comme sa soeur cadette, la Société du Parler Français, a toujours été depuis sa fondation, c'est-à-dire depuis près d'un siècle, un foyer de culture intellectuelle et morale, un centre de chaudes sympathies aux idées françaises, et, partant, à ceux qui en sont la meilleure personnification.

Un illustre visiteur, un grand ambassadeur comme Celui que nous avons l'honneur de compter parmi nous depuis quelques jours, ne pouvait donc échapper à sa particulière attention. Il ne lui a point d'ailleurs échappé.

En effet, dès les premiers jours du mois de janvier dernier, un vibrant appel lui fut transmis auquel il a répondu avec un vif empressement et une touchante bienveillance.

Il est en ce moment sous notre toit, notre hôte, et, dans quelques instants, vous aurez le plaisir, l'avantage d'entendre sa voix éloquente et autorisée.

Dans un milieu catholique et français, il ne pouvait être inconnu ni étranger. Une telle pensée lui serait injurieuse ; une telle pensée nous serait pénible.

Depuis longtemps son nom nous était familier, son verbe puissant avait retenti à nos oreilles et ses nombreux ouvrages ornaient les rayons de nos bibliothèques. Oui ! depuis longtemps, nous savions que, par la plume et par la parole, cet homme d'église et cet homme de lettres de notre Mère patrie, cet éducateur émérite avait joué un rôle considérable, exercé une forte et salutaire influence dans la formation de l'élite religieuse et intellectuelle de son pays et du nôtre.

Et c'est ce personnage éminent qui s'est rendu à notre modeste invitation.

Pour cette grande condescendance, tout à la fois une appréciation, une récompense et un stimulant, il a acquis, qu'il veuille bien le croire, de nouveaux titres à notre respect, à notre admiration, à notre reconnaissance.

Sous l'empire de ce triple sentiment, je prie Monseigneur Alfred Baudrillart, Evêque d'Himéria, Recteur de l'Institut catholique de Paris, dont les portes sont toujours si largement ouvertes à nos étudiants, membre de l'Académie française et son délégué officiel à nos fêtes, de répondre, Mesdames et Messieurs, à votre légitime impatience en traitant de suite l'in-

téressant sujet qu'il a lui-même choisi "Du rôle social de l'Académie française du dix-septième siècle jusqu'à nos jours"; de l'Académie française, "corps créé uniquement, comme il nous l'écrivait, pour le progrès des lettres, mais devenu un organe agissant sur la société tout entière, ayant rempli une espèce de magistère moral".

TABLE DES MATIERES

EDUCATION

Ouverture d'un congrès des Inspecteurs d'écoles, Québec, le 12 août, 1920... ..	11
Congrès de la Fédération Nationale Saint-Jean-Baptiste de Montréal. Séance des questions d'Education, jeudi, le 21 avril, 1921... ..	16
Conférence sur le Système scolaire de la Province de Québec, Salle paroissiale de Saint-Malo, Québec, le 9 octobre, 1925... ..	20
Convention des Instituteurs protestants, Montréal, le 10 octobre, 1924... ..	34
A la Conférence Nationale d'Education et de Civisme tenue à Montréal, du 5 au 9 avril, 1926. "Enseignement de l'anglais dans la Province de Québec"... ..	39
Congrès Pédagogique Provincial d'Enseignement Ménager, Saint-Pascal, le 6 septembre, 1926... ..	46
National Council of Education and Citizenship, Winnipeg, October 20-21-22, 1919. "Moral and religious character of Education in the Province of Quebec"... ..	51
Answer to the Toast proposed by Sir Robert Falconer to the delegates of the National Conference on Education and Citizenship, University of Toronto, October 31st, 1922... ..	57
Annual Meeting of the Eastern Townships associated Boards of Trade, Sherbrooke, April 10th, 1922....	60

PATRIOTISME

Article publié dans le "Patriote", Organe de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec, sur la célébration du 75ième anniversaire de la fondation de la Société Saint-Jean-Baptiste de New-York, 18 au 23 mai, 1925, Québec, le 15 juin, 1925... ..	71
Article publié dans la "Presse", Montréal, le 14 juin, 1926, "A mes compatriotes, à l'aube de la fête nationale"... ..	74
Démonstration à Penetanguishene, Ontario, les 2 et 3 août, 1921, en l'honneur des Jésuites, pionniers de la civilisation chrétienne et française au Canada. "Nos Premiers Martyrs"... ..	77
Réunion annuelle de la Société du Parler Français, Université Laval, Québec, le 7 février, 1923... ..	82
Manifestation de la jeunesse écolière au Monument Laval, Québec, le 16 mai, 1923... ..	87
Banquet sous les auspices de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec, le 25 juin, 1923. "Santé portée à la femme canadienne"... ..	94
Séance publique annuelle de la Société du Parler Français, Université Laval, Québec, le 3 avril, 1924... ..	97
Banquet à l'Hôtel Majestic à l'occasion du 75ième anniversaire de la fondation de la Société Saint-Jean-Baptiste de Bienfaisance de New-York, New-York, le 23 mai, 1925... ..	105

DIVERS

Dévoilement du Monument Louis Hémon, à Péribonka, Lac-Saint-Jean, le 18 septembre, 1919... ..	113
Dévoilement du Monument élevé aux soldats du district de Rimouski, tombés au champ d'honneur de 1914 à 1918, Rimouski, le 24 septembre, 1920... ..	117

Cinquantenaire de M. J.-N. Miller, Ecole Normale Laval, Québec, le 2 juin, 1921... ..	122
Toast porté à Me Louis Leclerc lors du banquet que lui ont offert ses confrères au Club de la Garnison, Québec, le 13 octobre, 1923... ..	126
Convention annuelle des Auteurs canadiens — Banquet au Château Frontenac — Québec, le 20 mai, 1924.....	129
Noces d'Or sacerdotales de Mgr Thomas-G. Rouleau, Principal de l'Ecole Normale Laval, Québec, le 19 juin, 1924... ..	132
Toast porté au Capitaine J.-E. Bernier, hôte des membres de la Société de Géographie de Québec — Déjeuner au Château Frontenac, Québec, le 9 mars, 1925....	137
Banquet des Auteurs canadiens au Château Frontenac. Ouverture de la Semaine du livre, Québec, le 4 mai, 1925. "A notre hôte, le Livre canadien"... ..	140
Inauguration de la nouvelle Clinique dentaire à l'Orphelinat d'Youville, Giffard, Québec, samedi, le 5 juin, 1926... ..	143
Convention annuelle des Journalistes du Canada — Section de la Presse hebdomadaire — Québec, le 17 juin, 1926... ..	150
Annual Convention of Canadian Journalists — Section of the Weekly Press — Quebec, June 17th, 1926... ..	153
Présentation de Mgr Alfred Baudrillart aux membres de l'Institut canadien, Québec, le 5 avril, 1927... ..	158

Date Due

[illegible]



0 1163 0194376 1
TRENT UNIVERSITY

F5012 .D48

Delage, Cyrille Fraser
Conferences, discours
lettres

DATE	ISSUED TO 81539
------	-----------------

81539

